

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DU
CONFLIT HINDOU-MUSULMAN

THÈSE
POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
PRÉSENTÉE
A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
RAHMAT ALI

PARIS
LIBRAIRIE ORIENTALISTE PAUL GEUTHNER
13, rue Jacob, 13
1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551803_0076

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DU
CONFLIT HINDOU-MUSULMAN

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

RAHMAT ALI

PARIS

LIBRAIRIE ORIENTALISTE PAUL GEUTHNER

13, rue Jacob, 13

—
1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE

PRÉFACE

La présente thèse n'est en aucune manière un « traité » complet du conflit hindou-musulman.

Je ne traite ici que l'aspect économique du problème, et laisse de côté l'aspect politique, me bornant à quelques mots d'introduction. Et je comblerai cette lacune dans un autre travail.

Les sources de documentation historique et économique se trouvant accessibles surtout à la Bibliothèque Nationale et à l'École des Langues Orientales, je remercie leurs bibliothécaires de m'y avoir aidé dans mes recherches.

Je remercie M. Hauser de l'intérêt qu'il a témoigné au sujet que j'avais choisi. Je reconnais tout ce que je dois à M. Fauconnet, qui m'a largement accordé liberté de m'exprimer suivant mon propre vocabulaire. Je dis sincèrement merci à mon ami et professeur M. Massignon ; sans son appui et ses encouragements, il m'aurait été extrêmement difficile d'achever un travail scientifique aussi délicat ; c'est d'ailleurs grâce à lui que mon manuscrit se trouve imprimé.

Je remercie le professeur André Philip, de l'Université de Lyon, d'avoir lu le manuscrit et de m'avoir fourni d'utiles suggestions pour le perfectionner ; et ma gratitude va aussi au professeur Bouglé, par qui je fus mis en contact avec lui.

Je remercie sincèrement M. Foucher, qui voulut bien, malgré ses mul-

tiples occupations, lire le manuscrit, et me communiquer des suggestions précieuses.

Il m'est impossible de passer sous silence l'attitude amicale et la sympathie du professeur Jules Bloch, toujours prêt à me donner aide ; et j'ai conscience de ce que je dois à la sympathie du professeur Sylvain Lévi, et à l'appui de l'Institut de Civilisation Indienne.

RAHMAT ALI.

Paris, ce 5 juin 1933.

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU CONFLIT HINDOU-MUSULMAN

SOMMAIRE :

INTRODUCTION

Le monde colonial britannique attribue le problème au fanatisme religieux des masses indiennes ; le nationalisme indien le considère comme une création de l'impérialisme britannique.

L'auteur tient à démontrer qu'en dépit des apparences religieuses, le conflit hindou-musulman est le reflet des rapports économiques établis dans la campagne et les villes entre les différentes couches sociales. Mais il ne sous-estime pas l'importance des facteurs de nature politique.

CHAPITRE PREMIER

L'agrarisation de l'Inde.

La superficie totale de l'Inde ; ses habitants.

La plupart des populations agraires, une masse énorme de paysans sans terre. Pourquoi ?

L'abondance de terre dans l'Inde libre ; une classe d'artisans prospères vivant dans les villes et les villages.

L'Inde, exportatrice de produits manufacturés par ses artisans dans le ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ; Pelsaert et son rapport ; Bernier et sa lettre ; le tableau de la vie économique aux Indes ne subit aucune transformation importante, à peu près la même jusqu'à la fin du ^{xviii}^e siècle.

Les produits de l'Inde exportés pendant cette période : l'indigo, les châles tissés sont originaires du Cachemire ; Victor Jacquemont parlant des châles dans ses lettres ; les tissus (soie et cotonnades). L'Inde n'exporta pas du coton.

L'opposition se manifeste en 1657 contre l'entrée des cotonnades en Angleterre ; les droits de douane exorbitants après 1757. Les autres pays européens suivant l'exemple de l'Angleterre élevèrent leurs tarifs sur les marchandises de l'Inde, dans la dernière moitié du ^{xviii}^e siècle. Passage du pouvoir politique de l'Inde aux Anglais. L'entrée des marchandises britanniques sur le marché indien sans aucun droit. L'exportation franche du coton de l'Inde ; la pression exercée par les agents de la Compagnie sur les artisans ; la ruine de l'artisanat indien et le capital commercial indien, la disparition des villes : le mouvement constant vers les champs pendant le ^{xix}^e siècle.

La psychologie des paysans : conservatrice ; l'agrarisation crée un terrain favorable pour les provocations, elle accentue les contradictions économiques dans la société indienne, qui se manifestent en conflit confessionnel : le conflit Hindou-Musulman.

CHAPITRE II

Surface totale cultivée dans l'Inde britannique : le propriétaire ; régime Ryotwari ; régime Zamindari ; imposition foncière ; l'évolution de Zamindars ou grands propriétaires (intermédiaires) fonciers. Les paysans possesseurs des terres de leur village dans l'Inde libre ; affaiblissement du système fiscal fondé par Akbar ; des fermiers au ^{xvii}^e siècle. La création des Zamindars par la domination anglaise. La population paysanne : insuffisance de la terre.

Abondance de la terre jusque vers le milieu du ^{xix}^e siècle : l'agrarisation

amène un mouvement général vers les champs : augmentation de fermage et expulsion de paysans.

Les lois sur les fermages : droit d'occupation de la terre ou « occupation right ».

La surface du domaine du paysan, la fragmentation des domaines. Les causes de la petitesse et la fragmentation.

Comment laboure-t-il ses champs ? Son bétail, les pâturages, ses instruments aratoires ; ses méthodes de culture, basse productivité de sa terre : la perte de puissance de son travail pour le paysan indien au moment de l'échange de ses produits.

Comment le paysan arrose-t-il ses champs ?

Les plantes qu'il cultive, la valeur réelle de la puissance de travail dépensé et la valeur marchande : disparition des 9/10 du produit de son travail. Que fait-il du reste ?

Impôt d'État : « la rente économique ».

Que paie actuellement le paysan indien pour la location de la terre ?

La taxe d'irrigation ; les taxes et impositions locales.

Le prêteur ou l'endettement du paysan : le volume total de sa dette ; les paysans exempts de dettes ; la forme d'emprunt ; le passage des terres aux mains des prêteurs : Land Alienation Act : La classe des agriculteurs-prêteurs ; le prêteur, contrôleur des opérations agricoles et l'emprise du Lancashire sur le paysan indien par l'intermédiaire du prêteur. La loi pour l'enregistrement des noms des prêteurs.

• Les causes de l'endettement des paysans : extravagance ?

La *Pax Britannica* et l'accroissement de la valeur de la terre ? Manque d'initiative ? Les causes véritables d'endettement : la perte des 9/10 de leur travail. Les famines. Leurs causes. Mesures employées par le Gouvernement pour combattre le péril de la famine. L'irrigation. Les chemins de fer. Que fait le Gouvernement pour aider le paysan à lutter contre l'endettement ? Le mouvement coopératif.

Comment le paysan réagit en présence de la misère ?

LE PAYSAN DU PENDJAB

La répartition de la population paysanne d'après les différentes religions : la grande majorité des paysans est musulmane ; le paysan du Pendjah est deux fois aussi endetté que celui des autres parties de l'Inde.

Prêteurs : très peu de musulmans. La haine du paysan musulman contre le prêteur hindou se transforme en conflit hindou-musulman.

BENGALÉ

Tous les grands propriétaires fonciers, hindous et deux tiers environ de propriétaires (grands et petits) hindous. Les paysans sont en grande majorité musulmans. Les paysans musulmans sont presque trois fois plus nombreux que les hindous dans l'Est.

Le paysan bengali est le plus accablé de fermages de tous les paysans indiens. Les agents des propriétaires en grande majorité sont hindous : le conflit entre le paysan et le Zamindar tourne en conflit religieux. Le conflit entre Hindous et Mahométans dans les villages a ses répercussions dans les villes.

Dans les Provinces Unies, la situation est dans certaines régions l'inverse de celle du Bengale.

CACHEMIRE

Les paysans dans les états indigènes.

Les habitants de Cachemire sont en réalité musulmans. La paysannerie presque purement mahométane ; les propriétaires presque tous Pundettes Hindous. Jacquemont sur les paysans de Cachemire. Province de Cachemire, la révolte des paysans en 1931 prend une couleur religieuse.

ALWAR

Les paysans hindous et musulmans. Les propriétaires : hindous.

Les impôts et les fermages payés par les paysans sont trop élevés, la rébellion de Nemoochina d'il y a sept ans fut dirigée par les paysans hindous.

La révolte des paysans musulmans (meos) en 1932. Le problème prend un caractère confessionnel comme un conflit entre les Hindous et les Musulmans.

CHAPITRE III

Les intellectuels indiens.

Le xvi^e siècle est la renaissance des études dans l'Hindoustan sous le règne d'Akbar le Grand : Djehangir suivit les traces de son père (xvii^e siècle).

Shah Djehan fonda le Collège Impérial à Delhi.

Aurangzeb encouragea l'agriculture, fonda d'innombrables collèges et écoles.

Première moitié du xviii^e siècle.

Mohammed Shah et ses observatoires.

Milieu du xviii^e siècle et décadence rapide des institutions d'Akbar.

La Compagnie des Indes orientales et son attitude.

Un changement dans cette attitude vers 1840.

Les Universités indiennes fondées par Macaulay.

Le nombre de collèges aux Indes, établissements secondaires, et ce qu'on y enseigne. L'histoire enseignée prépare le terrain subjectif pour le conflit hindou-musulman.

Le nombre des élèves des écoles primaires : les élèves dans l'Inde en comparaison d'autres pays. Le système d'éducation de l'Inde. Le bas pourcentage relatif chez les Musulmans et ses causes. Accès au travail des jeunes Indiens sortant des écoles et des Universités. Surproduction d'intellectuels. Les Hindous détiennent dans la majorité des cas les postes responsables : népotisme ; absence de mariage entre les Hindous et les Musulmans : la lutte pour un emploi se transforme en conflit confessionnel.

CHAPITRE IV

La bourgeoisie indienne.

Le shroff (banquier indien) finança l'artisanat de l'Inde libre : ses autres fonctions : la dissipation d'une grande partie de ses richesses pendant les guerres civiles après la mort d'Aurangzeb.

Au XVIII^e siècle les shroffs concentrent leurs affaires au Bengale.

Les shroffs en alliance avec la Compagnie des Indes orientales au milieu du XVIII^e siècle.

Transformation des shroffs en zamindars en Bengale et l'anéantissement du capital commercial. Renaissance du capital commercial au milieu du XIX^e siècle au service de l'Angleterre, le noyau de la bourgeoisie industrielle moderne de l'Inde.

La première usine moderne indienne fut construite à Bombay en 1854. La période de 1854-1914 fut une période de lutte incessante entre le capital indien et le capital impérial.

Avec la guerre mondiale s'ouvrit une nouvelle ère pour les industriels indiens. Les causes : la nouvelle attitude adoptée par l'Angleterre vis-à-vis des industriels indiens pendant la guerre, dut être continuée après la conclusion de la paix. Les causes :

1^o Le flot montant du mouvement indien de libération ;

2^o La guerre mondiale a bouleversé entièrement la carte économique de la terre au détriment de l'Angleterre.

La *carte économique* du monde d'après-guerre a exigé de l'Angleterre une nouvelle orientation de la politique économique. L'Angleterre protectionniste : l'Angleterre cherche la *collaboration étroite de la bourgeoisie* des différentes parties formant l'empire pour obtenir :

a) Préférence impériale (préférence pour l'industrie britannique) ;

b) Accélération du système d'exportation de ses capitaux. L'impérialisme britannique montre sa sympathie avec l'industrie indienne : Protection partielle accordée à l'industrie indienne et sa signification.

Les établissements bancaires dans l'Inde.

L'aristocratie bourgeoise indienne et sa fidélité à l'Angleterre : la coopération de financiers indiens au mouvement d'émancipation national. L'Angleterre et le projet d'une nouvelle constitution pour l'Inde : les branches de l'administration constituant le droit souverain de la nation resteront toujours dans les mains de l'Angleterre. Toute mesure d'autogouvernement transmise au peuple indien sera remise aux classes possédantes, et parmi elles l'aristocratie bourgeoise indienne.

Les contradictions chez la bourgeoisie indienne dues à son développement retardé et contrôlé. D'après la religion, les couches supérieures sont surtout composées de Hindous et de Parsis, les Musulmans se trouvent dans les couches moyennes de la bourgeoisie indienne.

La réaction de la partie musulmane de la bourgeoisie indienne contre les réformes. La Conférence musulmane Pan-indienne. Son attitude envers le Congrès National Indien. La contradiction économique entre la partie musulmane et la partie hindoue de la bourgeoisie indienne se transformant en conflit confessionnel, conflit hindou-musulman. Absence de conflit confessionnel parsi-hindou.



INTRODUCTION

Le monde colonial britannique estime que le problème hindou-musulman est, dans l'Inde, un problème de nature essentiellement religieuse ; à l'en croire, tous les habitants de l'Inde sont des croyants si fervents et la haine mutuelle que se portent les fidèles des deux principales religions de ce pays est d'une intensité et d'une activité telles, que, si ce n'était l'action neutralisatrice des administrateurs britanniques, l'Inde serait le théâtre d'incessants et sanguinaires conflits confessionnels.

D'autre part, le nationalisme indien considère que le problème hindou-musulman n'est qu'une création de l'impérialisme britannique, et que ce dernier applique là son principe général de « diviser pour régner », afin de consolider sa domination sur le pays et de lutter contre les efforts d'émancipation du peuple indien.

Notre analyse nous amène à conclure que ce problème, en dépit des apparences, n'est pas d'ordre religieux.

Les phénomènes sociaux ont leurs lois, et pour les interpréter, il est nécessaire d'étudier la manière dans laquelle les différentes couches constituant une collectivité donnée participent à la production. C'est avec cette méthode, et cette méthode seule, que se révélera l'origine de bien des faits sociaux. C'est sous ce jour que le problème hindou-musulman apparaîtra, dans son caractère véritable, comme un reflet, une conséquence des contradictions économiques de l'organisation sociale indienne.

Le nationalisme de la bourgeoisie indienne dénonce facilement

l' « impérialisme » britannique, comme principal intéressé et fomentateur du conflit hindou-musulman. Mais il est destiné historiquement à sous-estimer, sinon à ignorer, l'importance d'autres facteurs : par exemple, l'opposition, dans les villages, entre les propriétaires et les usuriers d'une part, et le paysan indien de l'autre, la contradiction, dans les villes, entre la bourgeoisie indienne et la classe ouvrière ; comme aussi les différents courants contraires qui divisent les rangs de la bourgeoisie elle-même.

Dans l'Inde, pour la majorité des cas, les oppositions de classes coïncident avec des différences de religions. Dans le Cachemire, les paysans sont musulmans, tandis que les propriétaires et les usuriers sont hindous ; dans les états du Nizam, les paysans sont hindous et les propriétaires musulmans ; dans le Punjab, la majorité des paysans est musulmane, mais les usuriers sont hindous ; dans certaines parties des Provinces Unies, les paysans sont hindous et les propriétaires musulmans. Au Bengale, particulièrement dans l'Est, les paysans sont musulmans, tandis que les propriétaires et les usuriers sont hindous. Des coïncidences similaires existent dans les villes : les couches supérieures de la bourgeoisie sont composées principalement d'hindous, et l'élément musulman est insignifiant, il prédomine, au contraire, dans les couches inférieures de l'industrie, du commerce et de l'intellectualité indienne.]

Il est nécessaire d'ajouter, d'autre part, qu'en cas de grève, la bourgeoisie use fréquemment de la provocation religieuse pour briser les résistances du prolétariat.

Par sa nature même, le régime impérialiste et capitaliste tend à accentuer bien plutôt qu'à effacer ces oppositions d'un organisme social à travers lequel il étend le réseau adventice de son administration. Loin de résoudre le conflit hindou-musulman, il ne pourra, dans son intérêt même, que le prolonger, et le capitalisme indien, qui aspire à remplacer son rival impérialiste, est éventuellement voué à un échec identique.

C'est d'une transformation radicale que le système social tout entier de l'Inde a besoin, et l'émancipation complète du pays n'est qu'une étape pour faire disparaître le conflit hindou-musulman.

CHAPITRE PREMIER

L'AGRARISATION DE L'INDE

La superficie totale de l'Inde est d'environ 1.800.000 milles carrés et ses habitants sont au nombre d'à peu près 353 millions. On peut donc compter 196 habitants par mille carré. Mais la densité de la population est fort variable, allant de 6,5 habitants au mille carré dans le Beloutchistan, par exemple, à 4.000 habitants par mille carré dans les régions les plus peuplées de la côte du sud-ouest (1).

L'Inde est pays agricole. Environ 90 p. 100 de sa population est rurale, et ce pourcentage est demeuré sans variations depuis 60 ans, c'est-à-dire depuis le premier Censu officiel. De fait, il en était ainsi bien avant, et, dans les dernières dix années la population urbaine semble même avoir subi un léger fléchissement :

Année.	POURCENTAGE DE LA POPULATION DANS L'INDE.	
	Rurale.	Urbaine.
1888	90,9	9,1
1891	90,5	9,5
1901	90,1	9,9
1911	90,5	9,5
1921	89,8	10,2
1931	90	10

Depuis 72 ans, il y a eu un accroissement net de 30,7 p. 100 de la population de l'Inde, ainsi que le montre le tableau suivant :

(1) *Moral and material progress of India, 1920-1931, p. 145.*

Période.	Accroissement dû à nouveaux territoires. (Chiffres par million.)	Amélioration des méthodes de recensement.	Accroissement proprement dit.	Tout.	p. 100.
1872-1881	33,0	12,0	3,0	48,0	1,5
1881-1891	5,7	3,5	24,3	33,5	9,6
1891-1901	2,7	2	4,1	7,0	1,4
1901-1911	1,8		18,7	20,5	6,4
1911-1921	1		3,7	3,8	1,2
1921-1931	0		34,0	34,0	10,6
Total (1)	43,3	15,7	87,8	146,8	30,7

Il est manifeste, puisque le pourcentage de la population urbaine est demeuré presque constant depuis 60 ans, que cette augmentation de 30,7 p. 100 a été absorbée par les agglomérations rurales, par un processus absolument opposé à celui d'autres pays dont l'évolution économique a suivi un cours normal. Pour l'année 1801, en Angleterre, en France et en Allemagne, il y avait globalement, environ 2 millions d'habitants répartis dans sept grandes villes. Au cours d'un siècle la population urbaine de l'Angleterre s'est augmentée de 33 p. 100 ; celle de l'Allemagne de 16,2 p. 100, et celle de la France de 15 p. 100 (2).

L'énorme augmentation de la population rurale a causé une demande anormale de terres cultivables et, en dépit des accroissements de territoire pendant le dernier siècle, le nombre des paysans qui n'ont pas de terre à cultiver atteint 40 millions. La majorité de ceux-ci n'obtiennent de travail que pendant une partie de l'année, à la moisson, encore est-ce au prix de déplacements constants qu'ils le trouvent

Avant l'occupation anglaise, on ne voyait pas de paysans sans terres dans l'Inde. Sous le règne d'Akbar, leurs fermes s'accroissaient même annuellement. Au temps d'Aurangzeb, la population paysanne était insuffisante pour les besoins de la culture et les villageois étaient attirés vers les agglomérations urbaines pour chercher une occupation plus rémunératrice. Le Gouvernement dut offrir des primes aux paysans qui resteraient au village. « Et pendant toute la période musulmane on trouvait d'habitude plus de terres qu'il n'en fallait pour satisfaire aux demandes (3). »

(1) *Moral and material progress of India, 1930-1931*, p. 147.

(2) *Census of India Report, 1901*.

(3) P. 203, MORELAND, *Agrarian System of Moslem India*.

Même au début de l'occupation britannique, vers le commencement du xix^e siècle, le paysan trouvait toujours des terres à cultiver. La difficulté était plutôt pour le chef d'un village de trouver un nombre suffisant de paysans pour la culture. « Un chef de village pouvait, à son gré, renvoyer un laboureur, mais il aurait été absurde d'agir ainsi vu l'impossibilité de le remplacer. » Voilà ce qui ressort clairement de nombreux rapports, et le manque de demande pour les terres était compensé par d'autres ressources (1).

En 1815, au Bengale et dans le Bihar, un sixième des terres restait en jachère et les lotissements étaient infiniment plus grands. Il n'y avait pas, à proprement parler, de cultivateurs sans terres. Celui dont le lotissement était de petite contenance, travaillait, à ses moments perdus, dans les champs des grands Zamindars (propriétaires fonciers).

Mr. Hamilton, décrivant dans l'*East India Gazetteer* les conditions du travail agricole au Bengale, dit : « Un cultivateur qui emploie des serviteurs en compte un par charrue, et lui paye des gages mensuels... Mais la tâche moyenne d'un tiers d'acre par jour est terminée à midi. Le bétail est alors abandonné aux soins du berger et le laboureur se livre, pour le reste du jour, à d'autres occupations. Généralement, il cultive pour son propre compte un lopin de terre dont son patron lui laisse l'exploitation gratuite à titre de paiement en nature. » (pp. 121-122).

Il est évident que la formation de cette énorme armée de cultivateurs sans terres est un phénomène tout à fait récent, produit par des causes anormales. Moreland (2), dans son livre *Revenue Administration of the United Provinces*, attribue la concurrence des demandes de terres dans l'Inde (avec son corollaire de cultivateurs en chômage) à « l'éternelle paix engendrée par le Gouvernement britannique ». Et Morrison semble adopter le même point de vue dans son livre : *Industrial Organisation of an India Province*. Mais cette opinion ne tiendrait compte que d'un seul côté de la question et lui donnant, de ce fait, trop d'importance, fausserait l'interprétation exacte de l'histoire économique dans l'Inde.

Avant de tomber sous la domination de l'impérialisme anglais, une

(1) P. 67.

(2) P. 53, MORELAND, *The Revenue Administration of the United Provinces*.

grande partie de la population de l'Inde était composée d'artisans vivant dans la ville. Ils travaillaient dans des ateliers appartenant soit à des nobles, soit à des associations commerciales. D'autre part, la petite industrie villageoise était florissante. Bien des paysans préféraient le métier ou le fuseau à la charrue. A cette époque, non seulement l'Inde produisait le nécessaire à sa propre consommation mais elle alimentait encore de ses produits le marché mondial. Ses longues caravanes de chameaux passaient la frontière ouest vers Alep et Trébizonde, des vaisseaux étrangers quittaient ses côtes chargés, non seulement de produits bruts, mais encore de produits manufacturés par des millions de ses artisans. En fait, lorsque la bourgeoisie naissante des négociants d'Angleterre commença d'organiser la compagnie des Indes, au début du xvii^e siècle, leur objectif était surtout de réaliser leurs bénéfices par l'exportation en nature des produits indiens à l'instar des Portugais et des Hollandais. Alors que l'Inde exportait des produits manufacturés, ses importations se réduisaient à quelques métaux (plomb, cuivre et mercure) à des fruits frais et secs, et à du bétail sur pied, principalement des chevaux, toutes choses dont elle était aisément en mesure de se passer. Sauf certains objets de luxe, et, ceux-ci même en quantité fort restreinte, l'Inde n'était pas un débouché pour des produits manufacturés. Les vaisseaux marchands qui touchaient aux ports indiens chargés de matières brutes les quittaient emportant des cotonnades, des soieries et des lainages. Ils préféraient de beaucoup cet échange à un paiement en espèces.

François Pelsaert (1), le représentant de la *Dutch East India Co*, dans son rapport aux directeurs de la Compagnie, daté d'Agra (capitale de l'Hindoustan au temps de Djehangir), en 1626, dit, en parlant du commerce anglais : « Ils inondent le marché de grandes quantités de corail en branches, de milliers d'aunes de drap, rouge, jaune ou vert (coûtant 4 ou 4 shilling 1/2 en Angleterre, et vendu ici de 4 à 7 rupees le yard) et de quantité de mercure ; aussi de sabres et de coutelas. Ces derniers objets donnaient tout d'abord de gros profits pour un minimum de frais, et les Anglais voulurent envoyer des cargaisons complètes de sabres et de cou-

(1) P. 26, PELSEAERT'S, *Report on Jehangir's la India* (Translation by Moreland).

tellerie assortie, mais tout cela rouillait sitôt que vendu. Pour la cour et le camp royal ils apportent des tapisseries tissées de soie et de laine, figurant les récits de l'Ancien Testament, des rubis (ordinaires et balais), des perles fines, des pièces d'orfèvrerie incrustées d'or, et des pierreries, enfin, toutes sortes d'inventions nouvelles et de curiosités, telles qu'on n'en avait jamais vu auparavant, et qui ont beaucoup d'attraits pour le présent roi. » Il ressort de cette citation qu'au temps de Pelsaert, le marché de l'Inde n'était ouvert qu'aux importations de luxe, aux curiosités, aux pierreries destinées à la noblesse indienne, et que c'est sur ces marchandises que la concurrence allait croître entre les négociants anglais et hollandais. La citation suivante, également de François Pelsaert et touchant les objets susceptibles d'être absorbés par le marché des Indes éclaire encore plus exactement notre sujet : « Tout à la fois pour le profit de l'honorable Compagnie, et pour accroître la réputation de notre pays, il nous faut montrer clairement que notre petit pays (la Hollande), n'est pas seulement de pair avec l'Angleterre, mais encore dépasse le monde entier en talent. Pour le mieux faire constater, il faudrait envoyer à Agra, chaque année, des choses rares et curieuses pour la somme de 100.000 guilders particulièrement de grosses perles, de grandes et belles émeraudes (anciennes et modernes) saphirs, des rubis, des rubis balais de riche couleur, et toute sorte d'orfèvrerie qu'il est plus facile de décrire verbalement que par écrit, par exemple, une boîte ancienne ou coffret fermant à serrures et verrous compliqués, et pouvant contenir des objets divers (car il est considéré comme ingénieux et preuve d'adresse que l'intérieur d'une chose soit fort différente du dehors). Maintenant je vais spécifier différents articles qui m'ont été commandés par plusieurs nobles et seigneurs et qui devront être expédiés par notre bateau, mais les quantités envoyées devront être faibles :

« 10 petites chaînes d'or du plus fin travail, 20 sabres, coûtant de 10 à 15 guilders chaque, rehaussés d'or, et légèrement courbes, dont je peux montrer modèle.

« 20 beaux mousquets gravés d'or, incrustés d'agate de différentes couleurs et sur lesquels sont sculptées des têtes en relief dans le genre de ceux qu'ont importés ici, par terre, les Vénitiens.

« Quelques dents de morse veinées de noir, très estimées. Deux ou trois tableaux de batailles, peints par un artiste dont la manière soit plaisante et précise, car les Musulmans regardent tout de fort près. Ainsi deux ou trois cartes géographiques de l'univers, aussi quelques peintures décoratives montrant des scènes comiques, ou des personnages nus.

« 10 grands écrins où enfermer ciseaux, rasoirs, miroirs et autres objets.

« Il serait bon pour un premier essai, de manufacturer quelques articles tels que les suivants, pour la valeur d'environ 8 à 10.000 réaux d'Espagne ou pour la même valeur d'or :

« A. Des pieds ou supports pour lit ou ratefs, aussi légers que possible mais artistiquement sculptés ;

« B. Des aiguières dont les Musulmans se servent pour se laver les mains ;

« C. Des boîtes à bétel, des montures d'éventails et de chasse-mouches, des plats et des tasses à conserves.

« La plupart de ces marchandises pourraient être vendues au palais même ou dans le camp pour le plus grand profit, honneur et réputation de la Compagnie, par un agent familiarisé avec le langage et les coutumes du pays. »

Bernier (1), qui vécut aux Indes environ cinquante ans plus tard que Pelsaert, vers 1670, fait un tableau analogue de l'état du pays. Il ne sera pas déplacé ici de citer les principaux passages d'une de ses lettres : « Je sais bien qu'on peut dire que cet Hindoustan a besoin de cuivre, de girofles, de musc, de cannelle, d'ivoire et de quelques autres choses que les Hollandais lui portent du Japon, des Moluques, de Ceylan et d'Europe, comme encore le plomb que lui fournit en partie l'Angleterre, et des « écurbolis », et autres choses que va lui fournir la France. Il a même besoin de quantité de chevaux, étant certain que du côté d'Uzbec, il en reçoit plus de vingt mille tous les ans, que de Perse, par Kandahar, il en reçoit encore bon nombre, et quelques-uns viennent aussi d'Éthiopie, des Arabes, et de Perse par mer, des ports de Moka, Bassorah et Bander Abbassy ; qu'il a encore besoin de cette quantité de fruits frais qui lui viennent de Samarkande, de Bali, Bocara et Perse, comme melons,

(1) BERNIER, t. 1, p. 274-276.

pommes, poires et raisins dont on manque à Delhi et qu'on achète fort chèrement presque tout l'hiver, aussi bien que des secs qu'on a toute l'année, et qui viennent des mêmes pays, comme : amandes, pistaches, noisettes, prunes, abricots, raisins et autres, et, qu'enfin, il a encore besoin de ces petites coquilles de mer des Maldives qui servent de monnaie basse dans le Bengale et en quelques autres endroits, comme encore d'ambre gris de ces mêmes Maldives et de Mozambique, cornes de rhinocéros, dents d'éléphants et de quelques esclaves d'Éthiopie, musc et vaisselle de la Chine, perles de Bahrein et Touticoury, proches de Ceylan, et *je ne sais pas combien d'autres choses de cette sorte dont il pourrait absolument bien se passer.* »

Et plus loin, M. Bernier reprend : « Mais tout cela ne fait point que l'or et l'argent sortent du Royaume, *parce que les marchands se chargent au retour de marchandises du pays, y trouvant mieux leur compte qu'à remporter de l'or et de l'argent,* et aussi cela n'empêche point que cet Hindoustan ne soit, comme nous avons dit, un abîme d'une grande partie de l'or et de l'argent du monde qui trouve plusieurs moyens d'y entrer de tous côtés et presque pas une issue pour en sortir. »

Le tableau de la vie économique aux Indes pendant le ^{xvii}^e siècle, d'après les rapports de François Pelsaert et la lettre de Bernier, ne subit pas de transformation appréciable au ^{xviii}^e siècle. La structure économique s'était par le dur labeur des générations trop consolidée pour céder aisément aux chocs extérieurs et intérieurs. Mais au début du ^{xix}^e siècle son évolution historique fut arrêtée et progressivement atrophiée, jusqu'à ne plus être vers le milieu du siècle que l'ombre d'elle-même, afin de laisser toute prospérité à l'essor industriel de l'Angleterre.

Les « marchandises » dont Bernier dit que les négociants étrangers « chargeaient leurs vaisseaux » pour les voyages de retour étaient : l'indigo, le salpêtre, les tissus (coton et laine) et les lainages (châles).

Avant l'invention des couleurs d'aniline et de teintures chimiques, la teinture des tissus, coton, soie ou laine était faite principalement à l'indigo. Comme son nom l'indique, c'était un produit d'origine indienne. Il était employé dans le monde entier comme au pays même de sa production. François Pelsaert était particulièrement chargé, par les chefs de

Hollande, de l'exportation de l'indigo. En 1619, plus de 1.000 quintaux d'indigo entrèrent à Amsterdam (MORELAND, p. 111-112, *From Akbar to Aurangzeb*).

Avec les années cette quantité ne fit qu'augmenter et, en 1642, l'exportation pour la Hollande se montait à 8.000.

Les négociants anglais, qui suivirent la trace des Portugais et des Hollandais, ne tardèrent pas à les supplanter.

En 1619, Londres importe plus de 4.300. La production annuelle d'indigo au ^{xvii}e siècle était d'environ 26.000 quintaux. Au cours du ^{xviii}e siècle, cette production s'accrut considérablement, mais elle fut atteinte à la fin par l'apparition sur les marchés mondiaux des indigos de l'Amérique et des Indes occidentales. Au début du ^{xix}e siècle la moyenne des exportations d'indigo de Calcutta était de 12.000 quintaux par an (1).

Mais au milieu du ^{xix}e siècle, la production de l'indigo fut si sérieusement atteinte par l'invention des couleurs d'aniline et l'indigo artificiel, qu'une grande partie de la population indienne qui vivait de cette production fut forcée d'abandonner le métier et de se tourner vers l'agriculture, pour assurer sa subsistance.

Les châles tissés sont originaires du Cachemire. Ils y furent créés dès avant le ^{xvi}e siècle. Pendant le règne d'Akbar leur manufacture fut encore perfectionnée et elle fut encouragée, non seulement au Cachemire même, mais encore dans la province de Lahore (Punjab). Dans le Punjab seul il y eut bientôt plus de 1.000 ateliers, et l'on tissait trente-sept variétés différentes de châles. Les exportations pour la Perse, la Russie, et la Turquie s'accrurent comme aussi la consommation locale de toutes les classes de la population (Part I, p. 94, *Ain-i-Akbari*, Francis GLADWIN).

Cette industrie continua à prospérer après Akbar, pendant toute la durée du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècles. Les marchés européens, mieux desservis par les nouvelles voies maritimes, lui furent plus largement ouverts. Au ^{xviii}e siècle, il y avait environ 700.000 personnes (tisserands, fileurs, teinturiers et leurs aides) vivant de l'industrie du Cachemire

(1): HAMILTON, *Hindustan*, p. 30.

seulement. La marchandise produite annuellement représentait une valeur d'environ 16 millions de francs-or.

Le prix de ces châles était de 6.250 à 7.500 francs-or. Certaines pièces faites sur commandes atteignaient même jusqu'à 200.000 fr. (JACQUEMONT, *Voyage dans l'Inde*, vol. III, p. 250, 288, 289).

Mais au début du XIX^e siècle la production des châles tomba de 40 p. 100. La chute du gouvernement impérial et l'appauvrissement de la noblesse indienne qui s'ensuivit, la Révolution française et la ruine de l'aristocratie française firent disparaître la principale clientèle. Enfin, la concurrence des châles faits à la machine et les mesures de protection des pays européens restreignirent encore le marché. C'est par centaines de mille que les familles des *châles-baf's* (tisserands) furent plongées dans la misère et durent se tourner vers l'agriculture.

Jacquemont, au cours d'un voyage d'étude dans l'Inde, recueillit 47 échantillons de fils de différentes couleurs qui servaient à la manufacture de châles de Cachemire. Ces échantillons furent exposés à Paris au Conservatoire des Arts et Métiers.

L'Inde indépendante n'exportait pas de coton comme elle le fait aujourd'hui, mais elle exportait des tissus manufacturés de coton, de soie et de la laine.

Abul Fazal (*Ain-i-Akbari*, part I, p. 123) énumère les différentes espèces de tissus que l'on pouvait acheter sous le règne d'Akbar, ainsi que leurs prix courants. Il y avait 29 espèces de draps tissés d'or ; 67 espèces de soieries et 29 espèces différentes de lainages tissés par les artisans indiens.

Les trafiquants arméniens emportaient par terre vers la Perse, la Turquie et l'Allemagne, les soies, cotonnades et lainages de l'Inde, tandis que les Portugais, les Hollandais et les Compagnies anglaises les dirigeaient vers la Chine, l'Europe, l'Amérique (le Brésil et d'autres colonies européennes d'Amérique) et la côte orientale d'Afrique.

Les tissus de l'Inde (soies et cotonnades), vu leur qualité de choix et leur faible prix, eurent tôt fait de s'emparer du marché européen, livré jusqu'alors aux Italiens et aux Français, et détrônèrent même les lainages anglais et allemands.

On peut juger de l'importance de l'industrie textile de l'Inde (particulièrement les cotonnades) tant pour les marchés étrangers que pour la demande locale, et de la quantité de main-d'œuvre employée, par le montant des exportations de la Compagnie anglaise des Indes orientales vers les marchés européens. Il est aisé d'avoir à ce sujet des références précises. Voici un tableau de l'exportation des cotonnades de l'Inde pour Londres, par la Compagnie anglaise des Indes orientales au xvii^e siècle :

Années (1).	Quantités.	Espèces.
1620	50.000 pièces (vendues 50.000 livres)	Diverses
1686	50.000 pièces	Soie roumal
	17.000 —	Malmuls
	40.000 —	Taffetas
	ou 107.000 —	Diverses
1698	247.214 —	Soie
	52.269 —	
1699	853.034 —	Coton
	24.445 —	Soie
1700	951.109 —	Coton
	116.445 —	Soie
1701	826.101 —	Coton
	115.504 —	Soie

Dans un rapport déposé à la Chambre des Communes en janvier 1703, relatif au trafic de la Compagnie des Indes, le docteur Davenant écrit : « De l'année 1697 à l'année 1702 pas moins d'une valeur de 1.053.725 livres, 0 shillings 5 pence de cotonnades ont été importées en Angleterre. »

On peut également se faire une idée de la quantité de cotonnades de l'Inde importée en Angleterre au xvii^e siècle par les passages suivants, empruntés à Childe, directeur de la Compagnie « East India Trade » :

« Les marchandises de l'Inde rapportées chez nous en Angleterre furent vendues pour la somme d'environ 860.000 livres. Ce qui grossit directement le Trésor du Royaume de 430.000 livres en un an. Si nous déduisons les frais d'entretien des manufactures, des forts, etc., il reste au Trésor public un bénéfice net de 370.000 livres, seulement dû au double

(1) BAL KRISHNA, *Commercial relations between India and England*, p. 259.

négoce de la Compagnie. Si l'on ajoute à cela le commerce privé des agents de la Compagnie, et que celle-ci autorise, on peut atteindre 80 à 100.000 livres de marchandises exportées, qui, rendues en Angleterre, atteignent 250 à 300 livres, laissant un bénéfice de 130.000 livres. La totalité de gain pour le Trésor national fut donc d'un demi-million en 1677, rien que par le trafic de la Compagnie des Indes. Celle-ci employait de plus 30 à 35 grands vaisseaux pouvant contenir de 300 à 600 tonnes de fret. En l'espace de 6 ans on construisit dans les chantiers de 20 à 28 vaisseaux neufs, représentant 350 à 600 tonnes de fret. Cela valut au Roi environ 60.000 livres de droits d'entrée pour l'année 1681. »

Mais la vague croissante des cotonnades de l'Inde sur les marchés européens, et leur abondant emploi en Angleterre (de préférence aux tissus manufacturés à Smithfield, à Londres et à Norwich), devint intolérable pour une certaine partie de la bourgeoisie industrielle anglaise. Une vive opposition de leur part envers l'importation des cotonnades en Angleterre, et l'activité commerciale de la Compagnie des Indes se fit en 1675. Ce furent les industriels qui l'emportèrent et les marchands qui furent vaincus.

Une ère nouvelle s'ouvrait dans l'histoire des cotonnades de l'Inde. La lutte ouverte était commencée en 1689, la taxe de 5 0/0 qui les frappait fut élevée à 15 0/0 *ad valorem* « sur tous les tissus de linge des Indes orientales, faits ou mélangés, de l'herbe de soie, de fil ou de coton et importés en Angleterre passé le 18 juillet 1689 et avant le 1^{er} juillet 1690 (Statutes of the Realm) » (1). L'impôt fut plus tard doublé.

Un acte du Parlement, en 1720 (2), défend péremptoirement de porter ou d'employer les soieries et cotonnades de l'Inde imprimées ou teintes à leur lieu d'origine. Le contrevenant était frappé d'une amende de 5 livres s'il usait de ces objets et de 20 livres s'il les avait vendus. En 1757 (3), toutes les mousselines et les cotonnades furent frappées d'un droit net *ad valorem* de 33 livres 5 sh. 11 d. 0/0, et les soies du Bengale payaient 10 shillings la livre de droits (*Parliamentary paper* 152/18/2/3 *Longhams net duties*).

(1) BAL KRISHNA, p. 257.

(2) BAL KRISHNA, p. 263.

(3) BAL KRISHNA, p. 269.

Suivant l'exemple de l'Angleterre, *d'autres pays d'Europe* élevèrent leurs tarifs sur les marchandises de l'Inde. Comme résultat, le marché européen se ferma partiellement à l'artisanat indien, et ceci à un moment où le machinisme et la vapeur commençaient d'être employés dans d'autres pays. La prise de possession de pouvoir politique de l'Inde par l'impérialisme britannique industriel hâta le déclin de l'artisanat indien. Tandis que le marché européen se fermait aux tisserands indiens par suite des tarifs protectionnistes, au contraire les produits anglais faits à la machine avaient libre entrée dans l'Inde.

« C'est également un mélancolique exemple du tort fait à l'Inde par le pays même dont elle est devenue dépendante. Il a été prouvé (en 1813) que les tissus de soie et de coton des Indes pouvaient être vendus profitablement jusqu'à cette période sur le marché anglais à un prix de 50 à 60 0/0 plus bas que les mêmes produits fabriqués en Angleterre (et l'on doit se souvenir que l'industrie anglaise employait depuis longtemps les machines à vapeur. En conséquence il devint nécessaire de protéger les marchandises anglaises par des droits atteignant 70 ou 80 0/0 de la valeur, ou par une prohibition absolue. Si tel n'eût pas été le cas, si des droits et des actes prohibitifs ne les eussent protégés, les métiers de Paisley et de Manchester eussent dû s'arrêter dès leur début, et n'eussent peut-être plus pu se remettre en mouvement, même par la vapeur. Ils furent créés par le sacrifice des manufactures de l'Inde. Si l'Inde avait gardé son indépendance, elle aurait pu user de représailles en frappant elle aussi, de droits prohibitifs, les marchandises anglaises et aurait ainsi préservé ses manufactures florissantes de l'annihilation.

« Cet acte de préservation ne lui fut pas permis ; elle était à la merci de l'étranger. Les marchandises britanniques lui furent imposées franches de tous droits, et les industriels étrangers se servirent, pour étrangler un concurrent dont ils n'auraient pu avoir raison à armes égales, de tous les dénis de justice et de toutes les sanctions politiques (1). »

En dépit de cette concurrence inégale, les cotonnades, soieries et châles de l'Inde n'abdiquèrent pas si aisément.

(1) H. H. WILSON, ap. DUTT, *Economic history of India*, I. 262.

Encore au début du XIX^e siècle, les marchandises britanniques absorbées par l'Inde représentaient une quantité négligeable, tandis que l'Inde continuait d'exporter vers ses anciens marchés (jusques et y compris Londres en dépit de ses formidables tarifs) une quantité suffisante de marchandises en pièces et de châles. Le bilan ci-dessous est intéressant. Il montre la quantité de marchandises en pièces, exportées des Indes par Calcutta vers différents pays en 1811-12 :

Exportations pour	Désignation des marchandises.	Valeur en sicco ruppees.
Londres	Marchandises en pièces	429.481
	Châles	31.213
	Total	460.394
Brésil	Marchandises en pièces	2.785.579
	Châles	2.300
	Total	2.787.879
L'Inde n'importait d'Amérique	que du numéraire payant ses marchandises.	
Arabie et Golfe	Marchandises en pièces	2.312.146
Persique	Châles	5.860
	Total	2.318.006
Iles du Prince de Galles	Marchandises en pièces	544.910
Penang	Châles	1.520
	Total	546.430
Pegu et Empire Birman	Marchandises en pièces.	63.906
	Châles.	500
	Total	164.406
Maldives	Marchandises en pièces	16.405
	Châles	800
Nouvelles-Galles du Sud	Marchandises en pièces	93.803
Sumatra	Marchandises en pièces	494.934
	Châles	600
	Total	495.534
Java	Marchandises en pièces	273.106
	Châles	150
	Total	273.256
Amboyne	Marchandises en pièces	147.995
Ile de France	Marchandises en pièces	635.287
	Châles	47.462
	Total	830.744

Le bilan correspondant des importations montre que jusqu'en 1811-12, l'entrée des marchandises britanniques en pièces était insignifiante dans l'Inde.

Importé de	Désignation des marchandises.	Valeur en sicca ruppees.
Angleterre	Draps.	52.753
	Flanelles, couvertures et tapis	46.165
	Tissus en pièces	88.199
	Total	187.398

Ce qui, jusqu'au début du xix^e siècle, entraînait principalement à Calcutta de l'étranger, c'était le numéraire qui se montait annuellement à 18.483.015 sicca ruppees en paiement des exportations.

A une date aussi tardive que 1840-50 même, les industries anglaises ne pouvaient espérer concurrencer les métiers à main de l'Inde. Briggs écrit en 1830 : « D'autre part, nous ne pouvons espérer lutter avec le pays d'origine du coton et de la soie pour la manufacture de ces articles » (BRIGGS, *Land tax*, p. 460).

Mais ce qui modifia la situation en faveur des produits industriels anglais, ce fut l'exportation franche de droits du coton de l'Inde. Chaque année, à une diminution des tissus exportés, correspondait un accroissement de l'exportation de coton. Si bien que la quantité de coton exportée en 1818 de Bombay et de Calcutta vers l'Europe, l'Amérique et la Chine atteignait 660.173 balles (à 300 livres la balle), soit 52.852.400 sicca ruppees, ou 606.300 livres.

Ceci fit remonter le prix du coton et de ce fait celui des tissus de l'Inde. Et ce fut là le deuxième facteur en faveur de la concurrence étrangère. Il y en eut, de plus, encore un pour hâter la ruine de l'artisanat indien. Ce fut l'arbitraire brutal de la Compagnie britannique des Indes envers les tisserands indigènes. Ceux-ci étaient forcés de signer des contrats par lesquels ils s'engageaient à fournir leurs tissages aux agents de la Compagnie à un prix nominal, et il leur était interdit de travailler soit à leur propre compte, soit pour les trafiquants indépendants, avant d'avoir exécuté les commandes de la Compagnie. SINHA écrit, dans ses *Economic Annals of Bengal*, p. 80-82 :

« Pour s'assurer d'un stock d'exportation suffisant, les agents de la Compagnie (Gomashtas) exerçaient un véritable monopole sur les tisserands. Ce monopole prenait comme prétexte que les tisserands étaient « en compte » avec la Compagnie. Comme l'écrit Francis : « De façon que la Compagnie puisse tirer profit de l'accroissement de ses revenus, il lui était nécessaire d'attendre ses placements... Ceci ne pouvait se faire brusquement sans la monopolisation des tissages ; monopole dont le contrôle était assumé par de nombreux commis et agents ayant autorité, et qui opprime fortement les manufactures. » Cornwallis note aussi : « L'autorité n'était pas limitée exclusivement aux affaires de la Compagnie ; ses commis, d'autres Européens et les agents indigènes des uns et des autres l'exerçaient fréquemment. Des marchands du Haut Hindoustan furent expulsés, des exportateurs découragés et les manufacturiers non seulement restreints, mais très souvent opprimés par les tribus d'agents indigènes qui couraient le pays et qui servaient leurs propres intérêts, aux dépens à la fois de leur patron et de ceux avec lesquels ils traitaient. »

« Bolts écrit que : « les Gomashtas de la Compagnie font signer au tisserand un contrat qui l'astreint à livrer une certaine quantité de marchandises dans un temps et à un prix donnés. Il reçoit alors, en signe d'accord conclu, une partie de sa paye. Mais, l'assentiment du pauvre tisserand n'est pas, en général, considéré comme nécessaire, car les gomashtas de la Compagnie font signer ce qui leur convient, et, en cas de refus d'accepter l'argent du contrat, le tisserand est, on l'a su, fustigé, puis congédié, avec la somme nouée dans sa ceinture. Un grand nombre de tisserands sont en général inscrits dans les livres des agents de la Compagnie et n'ont pas le droit de travailler pour d'autres, passant d'agent en agent comme les esclaves, et soumis à la tyrannie et à la malhonnêteté de chaque gomashta successif. Le tissu fait est accumulé dans les entrepôts... où il reste marqué du nom du tisserand, jusqu'au moment où le gomashta juge bon de tenir « Khanah », suivant le terme employé, c'est-à-dire d'échantillonner et de priser chaque pièce avec l'aide du jachendar, ou échantillonneur de la Compagnie. Les fraudes pratiquées dans ce domaine sont inimaginables et toutes pour finir au détriment du tisserand, car les prix que fixent les deux complices, gomashta et jachendar, sont

partout d'au moins 15 0/0, et dans certains cas même 40 0/0 au-dessous de la véritable valeur marchande du tissu. Tout naturellement le tisserand essaiera donc, pour obtenir une plus juste rémunération de son labeur, de vendre des tissus à son compte. Ceci permet au gomashtha de la Compagnie de le faire surveiller par un sous-agent qui fréquemment détache la pièce du métier avant qu'elle soit tout à fait terminée ».

Il est évident que ces conditions de constant asservissement auraient forcé bien des tisserands à renoncer à leur métier. Certains auteurs soutiennent même que les tisserands se coupaient le pouce à l'occasion, afin de prouver aux rapaces agents de la Compagnie qu'ils étaient dans l'incapacité de tisser.

Les règlements suivants, appliqués au Bengale par la Compagnie des Indes orientales, en 1793, jettent encore plus de jour sur la persécution à laquelle les tisserands indiens furent soumis : « Le tisserand ne pourra dans aucun cas céder à qui que ce soit, Européen ou indigène, ni son travail; ni les matériaux du dit, fournis par la Compagnie. » (Il est nécessaire d'expliquer ici que les tisserands étaient contraints de signer un accord avec les agents de la Compagnie, s'engageant à livrer la marchandise à date fixe); s'ils refusaient, ils étaient emprisonnés jusqu'à ce qu'ils cèdent. Le règlement va plus loin : « que s'il (le tisserand) manque à livrer la marchandise stipulée, l'agent commercial sera en droit de le faire surveiller par un « pion » de façon à hâter sa livraison. » (Les pions, ou surveillants sous les ordres de l'agent commercial, non seulement obligeaient le tisserand à travailler pour la Compagnie, mais se faisaient, par ordre, défrayer de toute leur dépense quotidienne par lui.) Le règlement poursuit : « Si le tisserand vend son travail à d'autres qu'à la Compagnie, il sera passible d'un jugement de la Divani Adalat (Cour civile). Les tisserands possédant plus d'un métier et employant plus d'un ouvrier seront soumis à l'amende de 35 0/0 sur le prix stipulé de chaque pièce de drap, qu'ils auront failli à livrer dans les délais fixés par le contrat écrit. Les propriétaires et locataires sont tenus de ne s'opposer d'aucune manière au libre accès de l'agent commercial et de ses surveillants auprès du tisserand, ils sont également tenus de se comporter respectueusement envers les agents commerciaux de la Compagnie » (*Regulations XXXI of 1793*. DUTT, *Economic History of India*, I, 265).

Le tissage à main et tous les métiers qui en dépendaient étaient donc asservis aux marchandises anglaises. De pays producteur et exportateur l'Inde devenait un pays d'importations.

Le tisserand, l'imprimeur, le teinturier, tous perdirent leur travail et, pour ne pas mourir de faim, durent se tourner vers l'agriculture. Dans les régions éloignées des voies de communication, routes, ou chemins de fer, certains d'entre eux purent maintenir une existence précaire en tissant du drap grossier pour les villageois. Mais leur nombre ne fit que décroître à mesure que s'étendait le rayon d'actions de l'impérialisme capitaliste et de ses agents locaux.

Des villes, importantes au temps de la prospérité du tissage, furent réduites au rang de villages, et les villages où battaient la navette et le fuseau ne furent plus, par la suite, que de misérables groupes de chaumières. Parlant de Dacca, en 1815, lieu connu pour ses fines mousselines, John B. Seeley écrit (*Road book of India or travellers Guide*, p. 12): « Comme conséquence de l'importation européenne de mousselines à bon marché, produites mécaniquement à la vapeur et franches de droits, vu la protection des marchandises britanniques, la ville de Dacca est considérablement déchue. Mais ce n'est pas la seule cité où les indigènes puissent gémir sur l'introduction des marchandises anglaises à bon marché venant supplanter les leurs propres et entraînant l'appauvrissement du pays et des milliers de ruines. » La population de Dacca, en 1800, était estimée à 200.000 âmes. Il est évident, que jusqu'en 1770 environ, ce chiffre a été dépassé, mais à partir de cette époque, la population décroissait avec le déclin de sa principale industrie. En 1830, elle était tombée à 67.000. Cela ne fit que s'accroître, et en 1872, il n'y avait plus que 34.433 habitants. Les marchandises de Dacca, exploitées par la Compagnie anglaise des Indes orientales représentaient annuellement 250.000 livres jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. En 1813, leur valeur était tombée à 20.000 livres. En 1817, Dacca perdit presque totalement le marché européen, et le désastre commencé vers la fin du XVIII^e siècle fut complet un siècle plus tard. Dacca ne fut plus un des principaux centres d'exportation de l'Inde. Tout au contraire, elle commença d'importer du tissu mécanique en pièces et du coton en écheveaux qui atteignaient respec-

pectivement la valeur de 430.000 livres, et 79.000 livres en 1872. Et le sort de Dacca fut celui de tous les centres manufacturiers de l'Inde.

Oui, lorsque les mousselines de Dacca, les soieries de Kassimbazar, les châles de Cachemire qui atteignaient un degré de perfection qui provoquait l'admiration de tous les visiteurs étrangers, ne pouvaient résister à la concurrence des marchandises mécaniques importées, la destruction des autres branches de l'artisanat indien était inévitable. Les charpentiers, forgerons, bourreliers, tous les métiers qui fournissaient aux besoins locaux de l'Inde, ont livré en vain leur bataille à mort contre les produits importés des manufactures modernes, depuis un siècle et demi.

Au sujet de l'artisanat indien, voici ce que dit Sarkar : « Beaucoup d'industries étaient extrêmement développées dans l'Inde et s'acquirent une réputation mondiale pendant la période musulmane. Elles florissaient toutes dans les villes ou dans les agglomérations villageoises qui n'avaient pas d'activité agricole, et qui, somme toute, étaient urbaines. Ces industries continuaient la principale exportation de l'Inde jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Chaque industrie avait, en général, un centre particulier : la mousseline à Dacca, la soierie à Murshidabad, le métal incrusté à Bidar, les châles à Amritsar, le cuivre travaillé à Bénarès, les tapis à Mirzapur, la corne travaillée et les filigranes d'argent à Cuttak ; enfin, l'ébénisterie et le travail du bronze dans certaines cités de la province de Madras. Dans chaque ville, les plus habiles artisans de la spécialité locale se réunissaient et leur adresse était encore perfectionnée par une spécialisation plus étroite et des leçons quotidiennes de leurs maîtres. Des rues entières étaient occupées par la principale corporation du lieu, et l'importance et la prospérité de la cité dépendaient entièrement d'eux. » Et plus loin, Sircar ajoute : « La paix britannique, en assurant la sécurité aux industriels étrangers pour leurs exportations de marchandises mécaniques, a tué l'artisanat local dans l'Inde. Chaque année, nombre d'ouvriers experts, tels que tisserands, forgerons, etc., vaincus par la concurrence, sont contraints d'abandonner leur métier héréditaire et vont grossir les rangs des misérables cultivateurs sans terres dans les villages, ou des salariés occasionnels dans les villes » (Voir SARKAR, p. 83, *Economics of British India*).

En même temps que la classe artisanale, s'écroule une grande partie de la classe commerçante, enrichie jadis par l'exploitation de celle-là. Les commerçants sans emploi se transformèrent soit en agents des firmes anglaises et de la Chambre de Commerce britannique, soit en usuriers dans les villages. Mais beaucoup d'entre eux achetèrent des terres et devinrent propriétaires fonciers.

Le docteur Buchanan, dans son livre *Survey of Northern India*, écrit, en 1807, au sujet du district de Dinajpur : « Il n'y avait plus alors de sandagars, ou grands marchands indigènes dans ce district. Une famille avait pourtant acquis une fortune immense dans le commerce et neuf générations de Daidyanath Mandal avaient conduit des affaires étendues avec une grande honorabilité. Le chef actuel de la famille a renoncé au commerce, a acheté des terres, et est aussi méprisé qu'é ses ancêtres étaient respectés » (Durr, p. 250, *Economic History of India*).

La disparition de l'artisanat eut lieu également dans les pays européens, vu la concurrence des industries mécaniques à bon marché, mais les ouvriers qui le constituaient perdant leur métier se tournèrent tout naturellement vers les industries elles-mêmes, et les intermédiaires qui jusqu'alors avaient vécu des artisans devinrent les organisateurs de la production massive moderne. En plus de cela, une grande partie de la population fut attirée vers les nouveaux centres industriels, et le mouvement de la campagne vers les villes devint constant. Dans l'Inde, sous un gouvernement national, un phénomène identique se serait produit ; au lieu de la disparition des anciens centres manufacturiers et commerçants, le xix^e siècle aurait vu leur transformation en cités industrielles modernes. Mais le capitalisme britannique, qui devint le maître des destinées de ce pays, le réduisit au rôle d'entrepôt de marchandises brutes et de marché pour les produits mécaniques, afin d'assurer une prospérité grandissante aux industries anglaises. L'Inde fut donc obligée de rétrograder ; au lieu de s'industrialiser comme il eût été normal, elle s'agricolisa, peu à peu. Et l'agrarisation a non seulement conservé les vieilles plaies sociales de l'organisme indien, mais a même rendu toute leur virulence à certaines d'entre elles, telles que le conflit hindou-musulman où les oppositions entre les communautés religieuses.

Il est vrai que, tout récemment, après la guerre mondiale, l'impérialisme britannique modifia sa politique industrielle dans l'Inde, en partie pour assurer l'appui de la bourgeoisie indienne naissante, en partie pour trouver un nouveau débouché pour le placement des capitaux accumulés et dormants de la métropole; mais pour un long temps à venir on ne peut espérer une transformation appréciable de la vie économique de l'Inde. Certains économistes indiens proclament à grands cris que l'impérialisme pleurant ses erreurs passées va devenir un affectueux tuteur de l'industrie nouveau-née, et que cette dernière se développera, dorénavant, par bonds sans précédents, jusqu'à la pleine jeunesse; l'avenir nous apprendra ce qu'il adviendra de ces espoirs.

Le privilège impérial, pivot central autour duquel tournera la politique économique future de l'Angleterre, ne peut que retarder considérablement l'industrialisation de l'Inde.

La classe paysanne constitue le principal rempart des éléments réactionnaires dans tous les pays et sous tous les climats. Dépendant pour sa subsistance de forces naturelles, soleil ou pluie, qu'aucune intelligence humaine ne peut contraindre; vivant en marge de la civilisation, loin des centres d'échange internationaux que sont les villes; peu habitué à exercer sa pensée en dehors de ce qui concerne son lopin de terre, un paysan est fort accessible à la superstition et aux incitations religieuses. Dans les pays européens, où la charrue du moyen âge a été remplacée par des tracteurs mécaniques, où les villages ne sont pas aussi isolés du reste du monde à cause des journaux, des sans-fils, des téléphones, des cinémas et des théâtres, même là, la cloche de l'église n'a point encore perdu son influence magique, et la religion continue d'être un moyen de conserver les antiques et désintégrant rapports de la propriété privée.

Toutefois, dans ces pays, on est loin du temps de l'Inquisition; les luttes religieuses sont rares et ne se dénouent qu'exceptionnellement dans le sang. Pourquoi? Parce que ces pays ont été industrialisés et que l'industrialisation entraîne à sa suite la révolution des idées. Des millions d'êtres humains, entassés ensemble dans d'immenses usines, commencent à concevoir le monde d'une façon singulièrement différente. Le contact avec de si formidables moyens de production fait du paysan un tout autre

individu. Il commence à se révolter contre les anciennes traditions, propage sa révolte au village par les membres de sa famille, et affaiblit en conséquence l'influence rétrograde du sacerdoce.

Tandis que l'Inde a été maintenue au stade agricole où les relations pré-capitalistes prévalent encore, où les ouvriers sont en nombre insignifiant (1 million 1/4 pour une population de 353 millions), d'idées peu évoluées (ils gardent encore, vu leur formation trop récente, la plupart de leurs instincts et de leurs préjugés campagnards), et où le peuple est laissé dans l'ignorance la plus complète et la plus abominable. La proportion d'illettrés est de 92 p. 100 aux Indes (*Moral and Material Progress of India*, 1927-1928).

En un tel pays, la plus légère provocation peut engendrer un incendie. Là, si l'on a vent qu'une vache va être abattue ou qu'on joue de la musique devant une mosquée, toute une partie de la population se dressera contre l'autre, et l'on ne peut s'en étonner.

L'agrarisation n'a pas seulement créé un terrain favorable pour les provocations, mais elle a accentué les contradictions économiques dans la société indienne, du moment que ces contradictions sont accompagnées, dans la majorité des cas, de dissensions religieuses. Notre analyse montrera comment les étincelles produites par le frottement des différentes couches sociales de l'organisme indien trompent forcément l'observateur superficiel, vu leur teinte religieuse. Ceci prouvé, il nous restera à indiquer si certaines forces internes ou externes n'utilisent pas les dissensions religieuses de la population indienne pour la sauvegarde de leurs propres intérêts. Alors, ayant étudié les deux faces du problème, nous serons en situation de juger si le conflit hindou-musulman, qui prend souvent un caractère si violent, est en vérité un conflit religieux, ou s'il n'est pas simplement l'expression extérieure d'antagonismes socio-économiques dans l'Inde politique.

CHAPITRE II

1^{re} PARTIE : LE PAYSAN INDIEN

Surface totale cultivée dans l'Inde britannique. — La surface totale de l'Inde britannique est de 667.536.000 acres. Sur ce chiffre, 228.166.000 acres, soit 34 p. 100 du total, sont cultivés. Les 65 p. 100 restant sont des jachères ou des terres incultes, mais cultivables. Les chiffres ci-dessous indiquent que la surface cultivée s'est accrue d'environ 14 p. 100 en 36 ans, de 1892 à 1928.

Années (1).	Surface nette cultivée en millions d'acres.
1892-1893	195,91
1904-1902	199,71
1910-1911	223,06
1921-1922	223,18
1927-1928	223,86
1928-1929	228,17

Le propriétaire. — Dans l'Inde britannique, la terre appartient à l'État. L'État transfère les droits de possession de la terre aux habitants à condition qu'ils paient un impôt. Il a cédé à des individus 51 p. 100 de la terre, par parcelles de quelques acres, qui sont cultivées en tout ou en partie par eux ou leurs fermiers. Ce système de possession est appelé Ryotwari ; c'est celui qui est appliqué à Bombay et dans la majeure partie de Madras. Le reste du sol, soit 49 p. 100, est entre les mains de propriétaires appelés Zamindars. Ce système est appelé Zamindari. Les

(1) JATHNA et BERI, *Indian Economics*, vol. I, p. 163.

Zamindars sont des individus (comme dans le Bengale, le nord de Madras, les provinces centrales, Bénarès et Oude) ou bien des groupes d'individus (comme dans les villages à propriété commune du Pendjab).

Imposition foncière. — Les possesseurs du sol doivent au Gouvernement les impôts. Ils les paient sur les loyers qu'ils perçoivent de leurs locataires (à moins qu'ils ne cultivent eux-mêmes la terre, comme c'est généralement le cas pour les petits possesseurs sous le régime du Ryotwari, et pour les paysans-propriétaires zamindari du Pendjab). Les terres Ryotwari et 30 p. 100 de celles soumises au régime zamindari sont soumises à une imposition temporaire (autrement dit, le Gouvernement révisé et augmente l'impôt tous les 20 à 30 ans). Le reste des terres Zamindari, soit 19 p. 100, a été imposé une fois pour toutes par ce que l'on a appelé le Permanent Settlement. Dans le Bengale, Nord Madras et Bénarès, où ce système est appliqué, l'impôt foncier ne peut être modifié.

Zamindars. — Dans l'Inde libre, il n'y avait pas de propriétaires. Les paysans étaient possesseurs des terres de leur village et payaient l'impôt d'Etat par l'intermédiaire de leur chef. Le produit de l'impôt, dans certaines régions, était souvent affecté à des fonctionnaires civils et militaires en rémunération de leurs services ou pour les défrayer de leurs dépenses officielles, autrement dit, les dépenses de leur suite ou l'entretien de leurs soldats. Mais ces affectations n'étaient que temporaires et ne duraient que pendant la période de service de leur bénéficiaire. Il en était de même pour les concessions de terres. A la mort du bénéficiaire, les terres faisaient retour à l'Etat. Dans les deux cas, le bénéficiaire percevait les impôts dont il avait le bénéfice, mais il ne devait jamais empiéter sur les prérogatives du Trésor.

Plus tard, lorsque le ministère des Finances, fondé par Todar Mal à l'époque d'Akbar, s'affaiblit en même temps que se relâchait l'autorité centrale et que les Subahs devinrent virtuellement les maîtres dans leurs territoires respectifs, la perception de l'impôt fut confiée à des fermiers moyennant une commission sur leurs perceptions (cette commission était généralement de 10 0 0). Bien que ces fermiers fussent, en pratique, les propriétaires, le sol continuait à appartenir à l'Etat.

Lorsque le Bengale perdit son indépendance à la bataille de Plassey et

que tout le mécanisme politique passa entre les mains du maître étranger, la question de la possession de la terre fut la première à attirer son attention. N'ayant aucun lien de sang, de race ou de religion avec les habitants du pays, il lui fallait se créer un soutien social pour consolider sa domination. Les anciens Fermiers des finances qui conservaient quelque influence locale furent ruinés par l'augmentation des exigences fiscales. « Et une nouvelle race, composée d'anciens banquiers, marchands ou domestiques les supplanta graduellement. » (Cette nouvelle race avait déjà rendu à l'étranger des services signalés lors de l'assujettissement de ses compatriotes.) Les terres leur furent remises comme Zamindars et l'impôt en espèces fut établi tout d'abord à titre temporaire, puis rendu permanent en 1793. Lord Cornwallis, l'auteur du *Permanent Settlement*, parlant des motifs de cette politique, dit : « En cas d'invasion étrangère, il est de la plus grande importance, en raison des moyens par lesquels nous tenons ce pays, que les propriétaires de la terre soient attachés à nous par des raisons d'intérêt personnel. Un propriétaire, qui est assuré de jouir tranquillement d'un domaine profitable, ne peut avoir aucun motif de désirer un changement. Au contraire, si les loyers des terres sont relevés à mesure qu'il les améliore, s'il est exposé à être dépossédé pour refus de paiement de l'augmentation qui leur est imposée, ou s'il est menacé d'emprisonnement ou de confiscation de sa propriété pour le reliquat dû au Gouvernement sur un impôt que ses terres sont incapables de payer, il sera prêt à écouter toutes les offres susceptibles d'amener un changement qui ne saurait le placer dans une situation plus mauvaise, mais qui lui offre la perspective d'une meilleure (1). »

Briggs développe le raisonnement de Cornwallis. Il dit : « Nous avons cependant des raisons plus fortes même que la justice à rendre au peuple, s'il est possible qu'il en existe de plus fortes, pour modifier notre système de taxation actuel. Presque toutes ces personnes, qui ont préconisé la limitation de nos exigences fiscales sur le sol, ne se sont pas fait faute de conseiller, comme argument essentiel, une politique consistant à créer un corps de propriétaires terriens pour donner de la stabilité et procurer

(1) BRIGGS, *Land-taxation*, p. 182.

des loyalistes à notre Gouvernement. Nos soldats indigènes peuvent être considérés comme les piliers essentiels de notre force en Orient. Tant qu'ils sont fermes, obéissants et fidèles, nous pouvons imposer la soumission à nos ennemis intérieurs et extérieurs ; mais ce corps de près de 200.000 hommes armés se compose surtout de propriétaires fonciers. Qu'auraient à perdre à la chute de notre empire leurs frères cultivateurs en cas d'invasion ? Leur sort pourrait-il être pire ? Jouissent-ils de privilèges particuliers sous notre Gouvernement ? Sont-ils riches et heureux ? Ont-ils un patrimoine à défendre (1) ? »

Par la suite, cette politique de création d'une base sociale dans l'organisme indien par la constitution d'une nouvelle classe de propriétaires fut étendue par l'administrateur britannique à d'autres territoires. Dans les districts du Nord de Madras et de Bénarès, on accorda aux nouveaux loyalistes un *Permanent Settlement* analogue à celui du Bengale, tandis que dans les provinces d'Oude et Centrales, on installa des propriétaires, mais la fixation de l'impôt fut maintenue temporaire.

Le but que se proposait, en créant cette classe de parasites, la domination étrangère, fut pratiquement atteint. A toutes les époques critiques pour leurs maîtres, ces loyaux serviteurs se tinrent toujours du côté de la loi et de l'ordre. C'est grâce à eux qu'en 1857 l'Angleterre put réprimer la première Révolution indienne. Parlant des Zamindars du Bengale, M. Sarkar dit : « Les Zamindars se firent remarquer par leur loyalisme pendant la mutinerie (2). »

Pendant la Grande Guerre, les propriétaires indiens aidèrent l'Angleterre en souscrivant aux emprunts de guerre et en recrutant des paysans. Les Tiwanas du Pendjab se distinguèrent en combattant leurs coreligionnaires, les Turcs, et sauvèrent l'Empire britannique.

Le mouvement de non-coopération ne parvint pas à les influencer. Ils sont aussi fidèles que jamais. Bien plus, ils s'organisent de plus en plus. Dans les Provinces Unies, ils ont constitué l'Association des propriétaires, qui, de même que son organisation-sœur, l'Association anglo-indienne, a un caractère semi-officiel. Et il me semble bien que toutes deux ont été

(1) BRIGGS, p. 427.

(2) SARKAR, p. 131.

organisées par le Gouvernement pour combattre le mouvement d'émancipation nationale.

A part l'aide qu'ils apportent au Gouvernement dans l'administration, les propriétaires ne font aucun travail productif. Ils se rendent rarement au village et préfèrent la vie urbaine. Beaucoup passent leur vie dans des lieux de plaisir hors du pays. Les fermages leur sont assurés par leurs agents et toute rébellion des paysans contre les exigences, légales ou non, de ceux-ci, est réprimée par la police.

Les moins aisés des propriétaires indiens sympathisent avec le nationalisme, mais ces contacts cessent dès que le mouvement adopte un caractère de masse. La faiblesse du nationalisme indien est due à la présence dans ses rangs de cette fraction conservatrice de la population. C'est pour cette raison qu'il se tient dans le cadre des réformes et des compromis.

C'est le paysan indien qui peut émanciper le pays de la domination étrangère. Mais il ne parvient pas à comprendre si ces compatriotes à la mentalité de propriétaires pourront être pour lui de meilleurs amis que les Britanniques. En fait, ces derniers se montrent souvent moins rétrogrades que leurs alliés, les propriétaires indigènes.

Le non-paiement des impôts par les paysans constitue, depuis 1919, un des points essentiels du programme d'action du Congrès national indien. Pourtant, ce dernier a toujours hésité à l'introduire de façon générale dans toute l'Inde. Son introduction a été restreinte à certaines zones où fonctionne le système ryotwari, par exemple, le district de Bardoli (Bombay), où les paysans détiennent directement de la part du Gouvernement la terre qu'ils cultivent et lui en payent le revenu. Quelques Comités villageois locaux du Congrès dans les U. P., par exemple, dans le district d'Allahabad (où les paysans détiennent la terre qu'ils cultivent au nom de propriétaires et de tenanciers auxquels ils payent un fermage), de leur propre initiative ont demandé aux paysans de refuser le paiement de ces fermages aux propriétaires, mais les chefs du Congrès leur demandèrent d'interrompre cette campagne. Le 1^{er} janvier 1932, le Comité du Congrès pour toute l'Inde vota une résolution « assurant les Zamindars que la campagne, pour le non-paiement du fermage, ne serait pas

dirigée contre eux, affirmant que l'action du Congrès ne vise pas les intérêts légitimes qu'ils ont acquis et réclame l'aide des classes pourvues de terre et de capitaux (1) ».

Mais les propriétaires du Bengale, du Nord Madras et Bénarès furent les plus heureux. Leurs confrères des autres parties de l'Inde n'obtinrent pas la fixation permanente de leurs impôts. Leurs derniers espoirs s'évanouirent en 1883, lorsque le Gouvernement déclara qu'il n'avait pas l'intention d'étendre le *Permanent Settlement*. Sans doute, estima-t-on que c'était payer trop cher leur appui. En vain M. Dutt protesta plus tard que le Gouvernement n'avait pas tenu sa promesse. Il dit : « Vingt ans d'une paix ininterrompue dans les frontières naturelles de l'Inde et d'un loyalisme dévoué, de la part du peuple, ont affaibli au lieu de fortifier ce désir très louable de la part de leurs gouvernants, et la proposition du *Permanent Settlement* (pour le reste des Zamindars) fut finalement abandonnée en 1883 (2). » Mais Dutt oubliait, en écrivant ces lignes où s'exprimait le loyalisme offensé des Zamindars, que le « louable désir de la part des maîtres » avait été abandonné parce que les temps avaient changé. La domination étrangère était consolidée et, d'autre part, il s'était constitué une nouvelle classe d'Indiens « éduqués, modérés et loyaux, qui ont étudié soigneusement les problèmes et les choses de l'Inde, et sont animés d'un sincère désir de soutenir et aider l'administration britannique dans l'Inde ».

La paysannerie. — La population de l'Inde britannique est de 246.939.248 rentiers (grands et petits propriétaires), avec leurs familles qui s'élèvent à 7.766.239. Le nombre des paysans vivant dans 500.000 villages, et cultivant la terre qui les environne, est de 177.129.093 (avec leurs familles).

Sur ce chiffre :

1° Les paysans ayant de la terre (fermiers ou autres) sont 113.626.056 (travailleurs réels), ou 138.176.016 (avec leurs dépendants).

2° Les paysans sans terre sont : 37.391.671 (avec leurs dépendants).

Ces derniers sont occupés comme ouvriers agricoles.

En dépit du fait que la surface cultivée s'est accrue de 14 p. 100,

(1) Cf. *Liberty*, Calcutta, 2 janvier 1932.

(2) DUTT, *Famines of India*, p. xii.

comme nous l'avons montré dans la première page de ce chapitre, au cours des trente dernières années (199,71 millions d'acres en 1901-1902 contre 228,17 millions d'acres en 1928-1929), elle est absolument insuffisante pour cette énorme masse de 177 millions de paysans, ce qui donne une moyenne de 10 acres 3 par tête. 138.176.016 seulement ont de la terre, soit à eux, soit comme fermiers des propriétaires ; mais le reste : 37.391.617 sont des ouvriers agricoles sans terre : le prolétariat rural.

Les lois sur les fermages. — Jusque vers le milieu du XIX^e siècle, la situation des paysans indiens, était un peu meilleure. La terre était abondante. Il était relativement difficile aux propriétaires de trouver des paysans pour cultiver leurs domaines. Les loyers étaient très bas, les expulsions inconnues. Lorsque les effets de l'agrarisation incessante du pays devinrent plus manifestes et plus prononcés et que le trait saillant de la vie économique du pays fut un mouvement général vers la terre, la « traditionnelle affection » des propriétaires pour leurs fermiers disparut. Le refus de payer l'augmentation entraînait l'expulsion. Le Gouvernement ne voulut pas intervenir, pour ne pas déplaire au propriétaire. Mais les révoltes des paysans contre les expulsions, et la crainte de perdre les impôts, l'obligèrent à intervenir. Il lui fallut limiter l'autorité de son imprudent allié, le propriétaire, sur les fermiers. En effet, « lorsque, dit Moreland, il n'y a en pratique aucune sécurité de possession, le genre de culture sera tel qu'il diminuera la productivité du sol, autrement dit menacera la stabilité du revenu (donc du Gouvernement), tandis qu'avec la sécurité de possession et une culture suffisamment soignée, on peut raisonnablement espérer que la productivité du sol restera au moins constante ou même s'améliorera lentement ».

En 1859, fut promulguée une loi sur les fermages. Les fermiers qui occupaient la terre reçurent des « occupancy rights » (droits d'occupation). Ils étaient ainsi assurés contre les expulsions, s'ils continuaient à payer le loyer. D'autre part, leurs fermages ne pouvaient être augmentés que par décision des tribunaux des loyers.

Le reste des fermiers devait accomplir une période probatoire de 12 ans, à l'expiration de laquelle ils pouvaient obtenir « l'occupancy right ».

Pendant cette période, ils étaient à la merci du propriétaire, qui pouvait les expulser à son gré.

Les propriétaires n'acceptèrent pas cette loi sans protestations contre l'atteinte portée à leurs « droits acquis ». Ils essayèrent de toutes les façons possibles de tourner la loi. A Agra, les expulsions continuèrent après la promulgation de la loi. Elles affectaient les paysans encore dans la période probatoire. Elles coïncidaient, soit avec la saison des bonnes moissons, soit avec la onzième année d'épreuve. Les anciens fermiers étaient expulsés et de nouveau installés contre un loyer plus élevé. Par la suite, après avoir été amendée deux fois, en 1873 et 1881, la loi fut réformée en 1901. Mais elle le fut encore en 1926 (*Rapport Simon*, vol. IX, p. 78). Les expulsions, juridiquement parlant, ont été rendues plus difficiles. D'autre part, les propriétaires peuvent louer leur terre pendant sept ans, cette période ne comptant pas dans la période probatoire des « occupancy rights ».

Introduite au Bengale, après son amendement en 1886, la loi a assuré 90 p. 100 des paysans contre l'expulsion, en leur donnant le droit d'occupation. De plus, elle a donné les mêmes droits à une classe de propriétaires intermédiaires, qui tiennent leurs terres des grands Zamindars mais les sous-louent à leur tour à d'autres.

Dans la province d'Oude, les droits conférés par la loi furent reconnus aux paysans qui avaient été autrefois propriétaires des terres qu'ils cultivaient eux-mêmes, mais en avaient été dépossédés. Mais un système de bail de sept ans fut introduit pour les autres paysans.

Dans le Pendjab, les « occupancy rights » sont accordés aux fermiers qui avaient été propriétaires de la terre qu'ils cultivent pendant au moins deux générations.

Des lois analogues, destinées à protéger le paysan contre les expulsions, existent à Bombay, Madras et le reste de l'Inde.

Les fermiers peuvent donc se diviser en deux catégories :

1^o Occupancy tenants : fermiers qui ne peuvent être expulsés ;

2^o Non-occupancy tenants : fermiers qui peuvent être expulsés.

Un mot au sujet de ces lois sur les fermages. Si une loi ou une mesure législative est contraire aux forces économiques, elle est destinée à un

échec. La disparition de la poussée vers la terre n'est pas une question immédiate. La *Pax Britannica* qui l'a amenée à sa suite, suivant M. Moreland, ne peut que l'emmener avec elle. Au contraire, dans les années à venir, elle aura tendance à croître plutôt qu'à décroître. L'industrialisation rapide du pays, qui pourrait l'arrêter, n'est pas possible dans le cadre impérial.

Et tant que cette poussée vers la terre existera, le cerveau fécond du propriétaire trouvera toujours ici ou là quelque échappatoire pour tourner les lois sur les fermages, destinées à protéger le paysan contre les expulsions et les loyers excessifs. La situation du paysan indien est analogue à celle du chômeur dans les pays capitalistes.

La surface du domaine du paysan est très faible, et il n'en saurait être autrement. Dans le rapport sur le recensement de 1921, on trouve les moyennes suivantes pour les différentes provinces de l'Inde britannique :

Bombay	12,2 acres
Pendjab	9,2 —
Provinces centrales	8,5 —
Berar	8,5 —
Birmanie	5,6 —
Madras	4,9 —
Bengale	3,4 —
Behar et Crissa	3,1 —
Assam	3 —
Provinces Unies	2,5 —

Ces chiffres sont trompeurs. Il semble qu'ils tiennent compte des propriétés des petits propriétaires, c'est-à-dire de ceux qui cultivent leur terre eux-mêmes ou non. En général, les domaines sont si petits dans toutes les provinces qu'ils sont devenus absolument antiéconomiques. M. Keatings dit : « Les domaines agricoles (autrement dit ceux des paysans réels) ont, dans une large mesure, été réduits à un tel point que leur culture effective est impossible. » Et le docteur Sator (1) exprime la même opinion au sujet de Madras. Dans le reste de l'Inde, les conditions sont analogues. La Birmanie seule fait exception. Il existe encore une surface considérable à cultiver. Et cependant, 55 p. 100 des habitants de la Basse-

(1) *Royal Agricultural Commission Report*, p. 132

Birmanie et 62 p. 100 des paysans de la Haute-Birmanie ont des domaines de moins de 5 acres. Ceci démontre que les paysans de cette région ne peuvent acheter la terre dont ils auraient besoin.

En tout cas, si l'on tient compte des enquêtes faites récemment dans le Pendjab (où la situation est la même que dans le reste de l'Inde), on peut, pour le but qui nous occupe, diviser la population paysanne ayant des terres comme suit :

Pourcentage de paysans.	Dimension du domaine.
1 ^o 23.	1 acre et au-dessous
2 ^o 33.	1 à 5 acres.
3 ^o 20.	5 à 10 acres.
4 ^o 24.	Plus de 10 acres.

Ces chiffres, qui ont été publiés par l'*Agricultural Journal of India*, en mars 1926, montrent qu'environ 56 p. 100 des paysans ont des domaines ne dépassant pas 5 acres. Et si nous considérons que, parmi les paysans, possédant de 5 à 10 acres, près de la moitié n'en ont pas plus de 5, il résulte que 66 p. 100 des paysans ont des terres ne dépassant pas 5 acres tandis que les 34 p. 100 restant en ont plus de 5.

Parlant de la surface des fermes dans le Pendjab, Darling dit : « Les budgets familiaux montrent qu'un Jat (paysan de la tribu Jat) ne peut entretenir une famille de 5 personnes (lui compris, naturellement) sur une terre de 14 acres sans s'endetter et que si, dans une année ordinaire un Gujar (paysan de la tribu Gujar) cultivant six acres et demi, et ayant une famille de quatre personnes, arrive tout juste à joindre les deux bouts, il ne pourra se dispenser de recourir à l'emprunt dans une année mauvaise. » Si tel est le cas pour des domaines de plus de 5 acres, il est évident que 66 p. 100 des domaines de l'Inde, qui varient de 1 à 5 acres, sont anti-économiques. D'après M. Keatings, le domaine économique serait celui « qui donne à l'homme la possibilité de produire suffisamment pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille dans un confort raisonnable, après paiement des dépenses nécessaires. Dans le Deccan, le domaine économique idéal consisterait en 40 à 50 acres de bonnes terres d'un seul tenant, avec au moins un bon puits d'irrigation et une maison située dans

le domaine (1) ». MM. Jathar et Beri (2) considérèrent que 20 acres de terre moyenne d'un seul tenant constitueraient un domaine économique. Nous laisserons de côté ces controverses, tout en faisant remarquer cependant que même la conception la plus modeste, celle de Beri n'a qu'une valeur théorique dans le cadre social actuel. Il en résulte que 74 p. 100 des domaines de l'Inde, qui n'ont pas plus de 10 acres, sont loin d'être économiques.

Les fermes de l'Inde sont non seulement peu étendues, elles sont encore fragmentées. A Bairampour, l'enquête de M. Bhalla a montré que 34,5 p. 100 des paysans possédaient plus de 25 parcelles chacun. A Pimpla Soudager, le docteur Mann a constaté que 62 p. 100 des parcelles des paysans étaient de moins d'un acre et qu'à Jat Gaon la moyenne des parcelles d'une ferme était de 31 (3). A Bairampour, on a constaté que les terres du village étaient divisées en 1.598 champs d'une moyenne d'un cinquième d'acre chacun (4). 20 p. 100 des domaines se composaient de plus de 30 champs et, dans trois cas, les parcelles étaient si petites — la plus petite n'avait que 0 acre 014 — qu'elles avaient été perdues de vue par leurs propriétaires et étaient passées entre les mains d'autres. Même les puits étaient subdivisés et la part de chaque individu pouvait être infime. Cet inconvénient de la fragmentation ne se limite pas au Pendjab, mais se rencontre dans toute l'Inde.

La fragmentation des terres se rencontre également dans les pays européens, mais à un degré moindre que dans l'Inde, et, comme nous le verrons, la surface des fermes est plus considérable.

Une tentative a été faite pour fusionner, par le moyen de sociétés coopératives, les domaines éparpillés en petits fragments dans le Pendjab, pour en former des terres d'un seul tenant. Elle a obtenu quelque succès. Jusqu'en 1927, l'opération de fusion avait été poursuivie dans 361 villages; elle avait porté sur 133.000 parcelles en tout, qui avaient été réduites à 25.000.

(1) JATHAR et BERI, *Indian Economics*, vol. 1, p. 206.

(2) *Id.*, p. 208.

(3) *Agricultural Commission Report*, p. 135.

(4) DARLING, p. 29.

Un grand nombre d'économistes attribuent la petitesse et la fragmentation des domaines aux lois hindoues et musulmanes sur l'héritage, en vertu desquelles la propriété doit être divisée également entre les héritiers. Ces auteurs font ressortir que les domaines sont restés importants en Angleterre, par exemple, où la loi de primogéniture est toujours en vigueur et a empêché leur division. Ces gens semblent ignorer qu'après tout, il n'y a rien de divin dans les lois établies par les humains suivant les besoins sociaux de l'époque où ces lois ont été faites. La loi de primogéniture a tenu bon jusqu'à présent en Angleterre, en raison de l'absence de toute poussée vers la terre, car il y existe, au contraire, un mouvement constant de population des villages vers les centres industriels à la vie plus agréable. Si le développement industriel de l'Angleterre avait été retardé comme celui de l'Inde, la loi de primogéniture aurait succombé aux assauts des lois économiques. Dans l'Inde, au contraire, si le pays avait pu suivre le cours naturel de l'évolution, et si l'industrialisation avait offert une occupation nouvelle et attrayante au villageois, les domaines ne seraient pas infimes comme ils le sont aujourd'hui, quelles que fussent les lois d'héritage. Les héritiers auraient été heureux de céder leur part à leurs parents pour aller vivre à la ville.

Darling fait le parallèle avec la France où existe également la loi de division égale de la propriété. Or, ici, le domaine moyen est beaucoup plus grand : 20 acres 5, suivant les chiffres indiqués par Darling lui-même, comme nous le verrons plus loin. En outre, s'il arrive que dans certains cas les domaines soient petits, ils offrent une source d'occupation secondaire aux ouvriers de l'industrie. Ils sont utilisés pour le jardinage pendant les heures de loisir, soit par eux, soit par leur famille.

La Royal Agricultural Commission observe : « La fragmentation se trouve aggravée chez les cultivateurs, du fait de l'absence de tout autre moyen d'existence, qui pousse les foules à cultiver des denrées alimentaires pour assurer leur subsistance (1). » C'est une autre façon de dire que la poussée vers la terre est due à l'absence d'occupation industrielle, ou à l'agrarisation de l'Inde, plutôt qu'aux lois sur les successions.

(1) *Agricultural Commission Report*, p. 143.

En Europe, les domaines moyens sont suffisamment étendus, comme l'indique à l'évidence le tableau suivant :

Pays.	Étendue moyenne en acres
Danemark (1919)	40
Hollande (1910)	26.
Allemagne (1907)	21,5
France (1892)	20,5
Angleterre (1911)	17
Belgique (1905)	14,5

La subdivision des terres, au point de rendre leur culture antiéconomique est empêchée dans les pays européens : 1^o par l'absence d'agrarisation du pays, et 2^o par certaines lois qui interdisent la division de la terre au delà d'une certaine limite.

En 1925, au Danemark, toutes les fermes existantes furent déclarées par la loi entités indépendantes, et leur aliénation fut interdite si la culture de ce qui en restait devenait antiéconomique. Les limites minima pour les bonnes terres et les mauvaises furent fixées à 17 acres 5 et 35 acres respectivement. Les États-Unis, l'Allemagne, la France et la Suisse ont promulgué des lois sur la propriété inaliénable qui, destinées à assurer le paysan contre l'aliénation et la saisie de ses biens, ont empêché la subdivision des terres indirectement par l'action des usuriers et autres créanciers.

Tout dernièrement, une tentative du même genre fut faite à Madras en vue de rendre la terre indivisible au delà d'une certaine limite et d'encourager son inscription comme entité inaliénable au nom d'un seul possesseur. La loi n'était pas obligatoire. L'initiative devait émaner du propriétaire lui-même. Les héritiers devaient s'entendre au préalable entre eux au sujet de celui qui serait inscrit comme propriétaire de la terre inaliénable. Le Gouvernement s'est opposé à cette loi en objectant qu'elle accroîtrait « le chiffre du prolétariat dépourvu de terre, qui constitue toujours un danger ».

Le bétail. — Pour labourer ses champs, le paysan indien utilise des bœufs. Il est rare qu'il emploie des chevaux dans ce but. Il s'en sert, soit comme

bêtes de selle, soit comme animaux de transport. Il utilise les ânes, mulets et chameaux comme bêtes de somme. Les brebis, les vaches et les chèvres lui fournissent le lait et la viande. Généralement, il n'aime pas la viande. Il préfère les légumes verts ou secs. Seuls, les paysans convertis à l'islamisme n'ont pas conservé les goûts de leurs ancêtres au point de vue de la nourriture. D'autre part, le paysan d'aujourd'hui ne se tourmente pas beaucoup pour le choix de sa nourriture. Il a été obligé d'abandonner ce privilège au propriétaire et au prêteur.

Dans l'Inde britannique, il y a :

Bestiaux et buffles	131 millions.
Moutons et chèvres	62,5 —
Chevaux, mulets et ânes	3,2 —
Chameaux	0,5 —

Le pâturage. — Dans l'Inde libre, chaque village possédait son pâturage, où le paysan faisait paître ses bestiaux. L'usage en était gratuit. « Pour chaque charrue, il sera autorisé 4 bœufs, 2 vaches et un buffle pour lesquels il ne sera également levé aucun droit de pâturage (1). » Seuls, les éleveurs payaient une taxe. « S'il ne cultive pas la terre Kherajee, mais la conserve pour le pâturage, il sera perçu de lui 6 dams par buffle. » Dans tous les cas, les veaux paissaient gratuitement : « mais les veaux seront autorisés à paître sans payer de droits. »

L'occupation britannique a amené à sa suite l'agrarisation du pays. Non seulement les terres incultes ont été absorbées, mais les pâturages ont disparu. Ceux des pâturages qui n'ont pas rendu le dernier soupir sont « extrêmement surpeuplés ».

Les paysans n'avaient pas l'habitude de cultiver les fourrages, et l'élevage à l'étable était rare dans l'Inde. Comme nous l'avons vu plus haut, l'exiguïté de son domaine interdit au paysan de cultiver des fourrages, même s'il essayait de modifier les habitudes ancestrales (2). Et les pâturages ? « Après une étude détaillée des possibilités, nous estimons qu'aucune addition importante aux pâturages existants n'est possible. » La

(1) AIN-I-AKBARI, vol. I, part. III, p. 382.

(2) R. A. C., p. 21.

seule solution possible réside dans l'élévation de la productivité des pâturages existants. Il faudra beaucoup de temps avant qu'il puisse être fait quelque chose pour le bétail. La sous-alimentation du bétail le rend impropre au labourage. En nombre, il est plus considérable que dans les autres pays, mais il est généralement de petite taille.

Le paysan indien utilise les mêmes instruments aratoires que ses ancêtres d'il y a plusieurs siècles. La vieille charrue a survécu. Il est vrai que quelques propriétaires en Gujerat et Sindh, emploient des tracteurs modernes. Mais leur utilisation est incompatible avec les fermes exiguës des paysans. De plus, le Gouvernement estime inopportun de les encourager ; il lui répugne d'introduire dans le village indien ces instruments révolutionnaires. Si les gros propriétaires qui possèdent les terres de plusieurs villages introduisent les tracteurs pour la culture, une grande partie de la population sera expulsée de ses terres. Le prolétariat agricole croitra, ce qui est « dangereux ». Et la Royal Agricultural Commission, pour la même raison, a refusé d'appuyer la proposition de loi sur les fermes économiques (*Economic Holding Bill*), comme nous l'avons vu plus haut.

On a essayé d'inciter les paysans à utiliser des charrues perfectionnées, mais jusqu'à présent leur introduction a été très limitée. Il y a là une question de prix.

Les paysans possèdent en tout 25 millions de charrues. Bien que d'un type ancien, « elles sont bien adaptées aux conditions locales ». Elles peuvent être tirées par les bœufs, sont d'une construction facile, et, ce qui est peut-être encore plus important, faciles à réparer, et fabriquées avec des matériaux faciles à obtenir.

Les méthodes de culture du paysan indien n'ont subi aucun changement. Il n'en résulte pas nécessairement que ses méthodes sont défectueuses. Au contraire, elles montrent à quel niveau relativement élevé était l'agriculture dans l'Inde libre. Le docteur Voelcker, chimiste agricole, qui fut envoyé d'Angleterre dans l'Inde, en 1889, pour étudier la situation agricole du pays, rend hommage au paysan indien en ces termes :

« Sur un point, il est incontestable que les idées généralement

admises en Angleterre et souvent exprimées, même dans l'Inde, que l'agriculture indienne dans l'ensemble est primitive et arriérée, et que l'on a fait peu de chose pour essayer d'y remédier, sont absolument erronées. Il est vrai que toute affirmation que l'on pourra faire en se basant sur l'agriculture d'une région pourra être contredite absolument en invoquant les méthodes d'une autre région ; cependant, j'ai été amené à cette conviction que, tout bien considéré, et tout spécialement les conditions dans lesquelles les plantes sont cultivées dans l'Inde, elles sont remarquablement bonnes. Les meilleurs des cultivateurs indiens valent, et à certains égards surpassent les fermiers britanniques ; pour les pires, tout ce que l'on peut dire c'est que leur situation est due à l'absence de possibilité d'amélioration qui n'a probablement d'égale dans aucun autre pays, et que le paysan continue à lutter patiemment contre les difficultés comme aucun autre ne le ferait. » Plus loin, le Docteur Voelcker dit encore : « Si l'on considère les travaux agricoles ordinaires, on ne trouverait nulle part de meilleurs exemples d'extirpation scrupuleuse des mauvaises herbes, de dispositifs ingénieux, d'appareils d'élévation des eaux, de connaissance des sols, de leurs possibilités, de la connaissance précise des époques des semailles et des moissons que dans l'agriculture indienne, et ce non seulement dans sa fraction la plus avancée, mais encore à son niveau ordinaire. Chose étonnante aussi, on y connaît fort bien les méthodes d'assolement, de cultures mixtes, les jachères. Il est certain que pour moi, tout au moins, je n'ai jamais vu un tableau plus parfait de culture soignée, alliée à un labeur acharné, à la persévérance, la fertilité et les ressources que celui qui m'est apparu dans nombre des endroits où je me suis arrêté au cours de mon voyage (1). »

L'hommage que rend le Docteur Voelcker au cultivateur d'aujourd'hui est en réalité un hommage au cultivateur de l'Inde libre. Depuis un peu plus d'un siècle que dure la domination étrangère, le paysan indien n'a rien appris de nouveau. Si l'Inde avait suivi le cours de l'évolution naturelle sous son gouvernement national, il n'y aurait pas eu d'agrarisation. Par suite, en l'absence d'un afflux de population vers les campagnes, les

(1) Cité par MORRISON, *Industrial Organisation in an Indian Province*, p. 211.

domaines agricoles auraient été suffisamment grands pour permettre l'emploi de l'outillage moderne. Les pâturages n'auraient pas été absorbés, les bestiaux, suffisamment nourris, ne seraient pas malades, maigres, petits, et pour la plupart inaptes au labourage. Le paysan ne serait pas pauvre au point d'utiliser le fumier des vaches comme combustible. Il l'aurait employé comme engrais, et aurait pu s'en procurer d'autres. Une meilleure situation matérielle et une éducation bienveillante sous son propre gouvernement lui auraient permis d'accroître ses connaissances, qui lui ont été transmises de génération en génération; car l'intérêt personnel, l'espoir d'une meilleure vie, brisent les barrières les plus réactionnaires du conservatisme que MM. Jathar et Beri lui reprochent tant. Et, pour convaincre ces auteurs que le conservatisme du paysan indien n'est pas la cause, mais l'effet du milieu, nous nous permettrons de citer les passages suivants de l'ouvrage de M. Crooke, *North Western Provinces of India* : « Il est deux accusations que l'on porte habituellement contre le cultivateur indien et que toutes deux sont largement imméritées. L'une est son soi-disant respect stupide pour les méthodes traditionnelles, et l'autre, c'est qu'il se borne à gratter simplement la surface de la terre au lieu de labourer convenablement son champ. Pour ce qui concerne sa prudence et son manque d'entreprise, il faut dire tout d'abord qu'il est bien vrai qu'un appel aux coutumes de ses ancêtres ne manque jamais de l'impressionner, mais d'autre part ses méthodes sont basées sur une somme d'expériences traditionnelles que peu de cultivateurs européens possèdent; et, en l'absence de livres, ses méthodes sont réglées par la tradition et une foule de dictons et proverbes rustiques qu'il a toujours sur les lèvres. Il est prudent, mais la prudence lui est imposée par la situation dans laquelle il vit. Le climat est toujours rigoureux et souvent très incertain. Il dépend pour sa culture de la quantité et de l'opportunité des chutes de pluie annuelles, ce qui dans certaines régions du pays est fort aléatoire. Ses cultures sont exposées à de nombreuses calamités; un jour ou deux de soleil brûlant, quelques heures de pluie diluvienne, la gelée et la grêle, les sauterelles et mainte autre forme d'insectes, la rouille des blés, un accès de fièvre à un moment critique quelconque, les épizooties qui sont endémiques dans le pays, atta-

quant ses bêtes de labour. Et lorsque la moisson est mûre, une nuit de repos prise peut faire entrer le voleur, le sanglier, l'antilope, ou une matinée de négligence suffit pour que les perroquets verts lui pillent ses épis. Tels sont quelques-uns des ennuis auxquels il est exposé. Son capital est réduit à l'extrême et il est souvent obligé d'emprunter les graines pour ses semailles. Dans cette situation, un homme ne se risque pas à faire des expériences. La vie est beaucoup trop sérieuse pour lui permettre de laisser quelque chose au hasard. Encore moins peut-il se permettre de prêter l'oreille aux censeurs mal avertis qui se permettent de critiquer ses méthodes alors qu'ils devraient eux-mêmes aller à l'école. *C'est encore une erreur de dire que le cultivateur est entièrement dépourvu d'initiative et réfractaire à toute amélioration.* En réalité, il est tout disposé à cultiver de nouvelles denrées, si elles conviennent à sa terre et à ses modes de culture, et promettent d'être profitables. Ainsi, pendant la guerre américaine, il tourna son attention vers le coton, et, tout dernièrement, il a fortement étendu la culture de plantes telles que le sucre, les pommes de terre, l'indigo et l'opium, dont les avantages lui étaient apparus.

« Il est vrai, continue M. Crooke, qu'il n'a adopté sur une grande échelle qu'une seule machine moderne : le moulin à cannes à cylindres de fer, mais en ce qui concerne la plupart des autres machines qu'un zèle bien intentionné mais malavisé a essayé de lui imposer, il peut fournir des raisons plausibles de sa désapprobation. Elles sont dans certains cas trop onéreuses pour ses faibles moyens; trop compliquées pour être réparées par un artisan de village malhabile. Leur but est souvent d'épargner un gros travail à un cultivateur des pays occidentaux, chose inutile ici où la main-d'œuvre est une denrée abondante sur le marché. » Il continue : « ... ou, comme la charrue, ils heurtent les principes essentiels de la science, telle qu'il l'a reçue de la sagesse de ses ancêtres. Il regarde une batteuse moderne, ou un scarificateur avec étonnement, mais sans enthousiasme. Ce sont des inventions, comme la locomotive, parfaitement en dehors de son expérience pratique, et bonnes tout au plus pour de riches sahibs (maîtres, généralement utilisés dans l'Inde pour désigner un Anglais) qui peut se permettre de les acheter et de les utiliser, mais inutiles pour un brave homme de son espèce.

« Et même son affection pour son ancienne charrue, qui n'est encore qu'un faible perfectionnement du morceau de bois avec lequel le sauvage gratte le sol, ne va pas sans bonnes raisons. Un instrument plus lourd exténuerait ses bêtes à demi mortes de faim ; s'il creusait plus profondément et retournait les mottes, il lui serait également nuisible. Il pourrait amener à la surface du sable ou de l'argile stériles, retournée et exposée aux ardeurs d'un soleil impitoyable, la tranche humide cuirait comme une brique, et il n'a pas la force de la pulvériser. La machine ne lui donnerait pas le beau labour qui absorbe la moindre goutte de la précieuse rosée ou de tout autre humidité qui tombe sur lui ; elle pourrait enterrer les herbes nuisibles au lieu de les amener à la surface où l'on peut les recueillir et les brûler. Mais surtout, elle augmenterait la surface à fumer. Sa modique provision actuelle d'engrais suffit à peine à fertiliser la mince couche supérieure du sol. Qu'en adviendra-t-il, pense-t-il, si un pied ou plus du sous-sol qui n'a jamais été aéré ou fumé est subitement amené à la surface ? Arguments qui peuvent sembler grossiers et stupides à l'agriculteur capitaliste qui dispose de gros capitaux, d'abondance d'engrais et de puissance de traction, mais qui sont très réels et très puissants pour le paysan, dont les ressources sont extrêmement limitées (1) ».

Les conditions défavorables dans lesquelles la terre est cultivée dans l'Inde a beaucoup diminué sa productivité en comparaison de celle d'autres pays qui utilisent des méthodes de fumure modernes, et les dernières méthodes scientifiques de protection des cultures contre les insectes, sans parler des dispositifs économisant le travail humain.

Le tableau ci-dessous donne le rendement par acre de différentes cultures dans divers pays (2) :

(1) MORRISON, p. 221.

(2) JATHAR et BERI, p. 191.

Pays	Blé (bushels : 60 liv.).	Maïs (bush. : 56 liv.).	Orge (bush. : 48 liv.).	Riz Liv.	Coton Liv.	Tabac. Liv.
Canada	17,8	43,4	27,6			
États-Unis	13,9	28,3	24,9	1.090	141	735,6
Danemark	39		45,6			
France	18,6	16	23,9			1.426,4
Italie	14,1	20,2	14,3	2.151		917,9
Allemagne	20,5		25,7			2.639,2 (1921)
Égypte ,	24,1	36,3	30,1	1.456 (1921)	299 352 (1923-1924)	
Inde	13	15,6	19,8	911	98	
Japon	22,5	27,7 (1921)	31,7	2.477		
Australie	11,2	25,7	21,3 (1921)			

Le tableau ci-dessus montre que le *rendement moyen par acre dans l'Inde est de beaucoup le plus faible* pour tous les pays comparés, sauf pour le blé, où il dépasse celui de l'Australie. Pour le coton, le rendement par acre dans l'Inde est d'environ 40 p. 100 plus faible qu'aux États-Unis, son principal concurrent sur le marché mondial. Cela veut dire que si l'on tient compte uniquement du rendement par acre, le paysan indien produit 40 p. 100 de moins, en travaillant le même nombre d'heures, et sans qu'il y ait faute de sa part. Les passages du Dr. Voelcker, que nous avons cités plus haut, témoignent de l'ardeur au travail du paysan indien. Non seulement le rendement par acre est moindre, mais il faut au paysan indien plus de temps pour le cultiver qu'à ceux des autres pays, qui utilisent un outillage moderne, par exemple des tracteurs, ce qui lui est impossible. Comparant la situation dans l'Inde avec celle de l'Angleterre, M. Martin dit dans le rapport sur le recensement de l'Inde en 1921 : « La surface cultivée de l'Angleterre et du pays de Galles est un peu supérieure à 26 millions d'acres, et, suivant le recensement de 1911, le nombre des hommes travaillant dans l'agriculture était de 1.253.859. Ces chiffres donnent environ 21 acres par ouvrier, soit dix fois plus qu'au Bengale. « Autrement dit, un culti-

vateur moyen d'aujourd'hui peut cultiver, en utilisant un outillage moderne, 21 acres, comme l'indique l'exemple de l'Angleterre. D'autre part, M. Calvert estime « que le travail moyen fait par le cultivateur » — il s'agit du Bengale — « ne représente pas plus de 150 jours environ de travail complet en 12 mois. Par conséquent, si la surface moyenne de terre cultivée par un paysan du Bengale (et la situation est analogue dans le reste du pays) était deux fois et demie plus considérable qu'aujourd'hui, soit 5,5 acres, il serait entièrement occupé toute l'année, tout en utilisant le même outillage qu'aujourd'hui. En comparant cette surface avec celle (21 acres) cultivée par le paysan anglais moyen utilisant les machines modernes, il nous est facile d'établir la productivité relative du travail du paysan indien, soit $5,5/21 = 1/4$ environ de celle du paysan anglais, en raison de la différence d'outillage.

Dans le tableau ci-dessous, nous donnons le rendement moyen dans les autres pays énumérés ci-dessus, comparé à celui de l'Inde :

	Blé (bushels : 60 liv.).	Maïs (bush : 56 liv.).	Orge (bush : 48 liv.).	Riz Liv.	Coton. Liv.
Autres pays	212	28,2	27,6	1.543	220
Inde	13	15,6	19,8	911	98
Infériorité p. 100 de l'Inde par rapport aux autres pays . . .	61	55,7	71,7	59	44,4

Il en résulte que le rendement moyen par acre dans l'Inde est 59 p. 100 plus faible que dans les autres pays. Ou encore qu'en raison de la moindre productivité du sol (qui résulte à son tour du manque d'engrais convenables) le paysan indien perd environ 40 p. 100 de son travail, et que la productivité de son travail n'est que d'environ les $3/5$ de celle des autres pays. Si l'on tient compte, d'autre part, de la perte résultant de l'absence d'outillage moderne, on constate que la productivité de son travail est $3/5 \times 1/4 = 3/20$ de celle du paysan des états avancés.

Mais si nous prenons comme terme de comparaison le rendement par acre en Angleterre et pays de Galles, nous trouvons que celui de l'Inde lui est inférieur de 40 p. 100. Par conséquent, en tenant compte comme ci-dessus de la perte due aux deux facteurs, nous trouvons qu'en

travaillant le même nombre d'heures, le paysan indien produit environ $1/4 \times 2.5 = 1/10$ du rendement de son camarade anglais. Ou, si l'on établit la comparaison d'après le travail fourni, 1 livre de maïs produit dans l'Inde par le paysan égale 10 livres produites en Angleterre.

A l'heure actuelle, les prix sont des prix mondiaux. Ils sont fixés par les qualités et les quantités relatives des produits sur le marché mondial. En développant les moyens de communication et de transport, le capitalisme a brisé les frontières nationales. Si ces barrières existent cependant dans une certaine mesure, elles sont refusées aux pays qui, comme l'Inde, n'ont aucun contrôle sur leur politique fiscale nationale, et qui, dans les circonstances présentes, dépendent pour toutes les nécessités de l'existence des marchés étrangers. Or, les marchés mondiaux ne tiennent aucun compte du travail dépensé pour toute la production d'une marchandise. Plus un pays est avancé au point de vue technique, mieux il est placé. Dans quel but ? Pour faire baisser sur le marché le prix du travail des autres pays moins fortunés et techniquement en retard, ou, en d'autres termes, pour exploiter les producteurs des autres pays qui reçoivent moins qu'ils ne dépensent en travail pour produire la marchandise en cause.

Il est évident que *lorsqu'un paysan indien vend ses propriétés, il perd sur chaque opération les 9/10 de sa puissance de travail.* Et, en supposant que la mécanisation de l'industrie et de l'agriculture ait suivi le même rythme dans les pays avancés, et que l'on y obtienne, pour la même somme d'argent, les marchandises agricoles et industrielles, il en résulterait que le paysan indien est spolié des 9/10 de son travail lorsqu'il échange ses produits, le coton ou le blé, par exemple, contre une pièce d'étoffe du Lancashire pour couvrir son corps, un miroir anglais pour voir son visage, un rasoir de Sheffield pour se raser, ou quelques clous anglais pour pendre ses vêtements.

Les paysans indiens arrosent leurs cultures au moyen de puits, de canaux et de réservoirs. Et, dans certaines régions, ils sont tributaires de l'eau de pluie. Au crédit de l'Angleterre, il faut porter un grand réseau de canaux d'irrigation. En 1929-1930, la surface totale irriguée par canaux dans l'Inde britannique était de 31.700 acres, soit environ 15 p. 100 de la

surface cultivée totale. On estime que dans quelques années elle sera portée à 50.000.000 d'acres. Dans des circonstances normales, cette extension de l'irrigation et l'accroissement corrélatif de la surface cultivable de terre fertile auraient rendu le paysan prospère et heureux. L'agrariation du pays en a minimisé les effets. La disette de terre dont souffre le paysan ne peut être combattue par l'accroissement de l'eau, pas plus que son intensité ne peut être réduite par l'adjonction de petites surfaces de terre bénéficiant de l'irrigation, ou dont la fertilité se trouvera accrue par la proximité des canaux.

Le seul avantage des nouveaux plans d'irrigation, et notamment du barrage de Sukkur, qui vient d'être inauguré par le vice-roi, c'est que le Lancashire aura le coton à meilleur marché, grâce à l'exploitation du paysan indien, et, par conséquent, cessera d'être tributaire de l'Amérique. « Des travaux de recherches physiologiques sont déjà entrepris pour faire la lumière sur certains problèmes relatifs aux besoins en eau, aux questions de semis et à la physiologie générale du cotonnier soumis à l'irrigation constante, en prévision du changement dû à l'irrigation par inondation qui sera réalisée lorsque le barrage de Sukkur sera en plein fonctionnement (1). » Il ne faut pas oublier, d'autre part, que le cotonnier américain couvre déjà 1.000.000 d'acres dans le Pendjab.

Le paysan indien cultive les plantes alimentaires : riz, blé, gram, orge, javar, bajra, etc., et des plantes non alimentaires : coton, jute, chanvre, tabac, canne à sucre, arachides, colza et moutarde, indigo, opium, fourrages et caoutchouc.

Le tableau ci-dessous indique les surfaces cultivées chaque année dans l'Inde britannique pour chaque nature de plante (Voir : *Moral and Material Progress of India*, 1930-1931, p. 171-178).

(1) *Moral and Material Progress of India*, p. 180.

PLANTES ALIMENTAIRES		PLANTES NON ALIMENTAIRES	
Nature.	Surface cultivée (acres).	Nature.	Surface cultivée (acres).
Riz	83.000.000	Coton	26.000.000
Blé	31.000.000	Jute.	3.500.000
Gram	11.400.000	Chanvre	646.000
Orge	5.670.000	Tabac	1.300.000
Javar.	29.660.000	Canne à sucre	2.750.000
Bajra.	15.450.000	Arachides	6.000.000
Autres	7.850.000	Plantes oléagineuses	
Surface totale (1)	<u>186.830.000</u>	(colza et moutarde).	6.000.000
		Indigo	76.000
		Opium	49.000
		Fourrage	9.180
		Caoutchouc	167.000
		Surface totale	<u>46.497.499</u>

(Inde
entière.)

Les paysans indiens perdent les 9/10 de leur puissance de travail lorsqu'ils vendent cette énorme quantité de produits agricoles, parce que, comme nous l'avons dit plus haut, le prix du marché est établi en concurrence avec les produits des pays où les derniers dispositifs mécaniques sont en usage, et où la puissance de travail de l'homme est dix fois plus grande. D'après les chiffres de M. Shaw, la valeur marchande de la production totale des paysans indiens est d'environ 20.978.000.000 roupies dans l'Inde britannique (2). En divisant ce chiffre par celui de la population paysanne, on obtient 118,9 roupies par tête et par an. En réalité, d'après la puissance de travail dépensée, sa valeur devrait être de 1189 roupies. La vente leur enlève 1070,1 roupies.

Tel est le principal intermédiaire qui enlève la part du lion sur le produit du travail du paysan. Il ne le voit pas. Mais beaucoup de personnes qui éprouvent de la sympathie pour lui ne le voient pas plus. Et, en général, les économistes indiens s'abstiennent d'en parler.

Après avoir étudié comment disparaissent, sans qu'il s'en rende compte, les 9/10 du produit du travail du paysan, nous allons rechercher maintenant *ce qu'il fait du reste*.

(1) Ce chiffre contient environ 4.357.499 acres des États indiens pour les cultures de javar et bajra pour lesquelles nous avons indiqué les chiffres relatifs à l'Inde tout entière

(2) SHAW, *Wealth and Taxable capacity of India*, p. 199-200

Sous le règne d'Akbar, les paysans indiens payaient un tiers du produit brut de la terre comme impôts d'État. Il n'était pas levé d'impôts sur les jardins et les vergers. Les bestiaux avaient des pâturages gratuits. Il n'était imposé aucune restriction à la pêche ni à l'abatage du bois dans les forêts avoisinantes. L'impôt se payait en nature et en espèces. Pas de récoltes, pas d'impôts. Aurangzeb semble avoir majoré les impôts pour faire face à ses guerres constantes dans le Sud. Et l'on sait qu'à sa mort le trésor était vide. Mais il semble exagéré d'affirmer qu'il porta l'impôt à 50 0/0, d'autant plus que le développement de l'industrie artisanale attirait les villageois vers les villes, et que le Gouvernement était obligé de publier des instructions spéciales pour encourager l'agriculture. Après sa mort, les éphémères prétendants au pouvoir peuvent bien avoir intensifié l'exploitaon du paysan. Ils dépouillaient la classe paysanne d'autres manières par leurs exactions, mais en aucun cas ne fut introduite la pratique de l'impôt de 50 0/0.

La politique fiscale du régime actuel est guidée par la théorie de la *rente économique*. Elle vise à laisser au paysan « autant qu'il lui est nécessaire pour sa subsistance ». Or, la définition de ce qui est « nécessaire pour sa subsistance » varie suivant la conception que l'on se fait de la subsistance du paysan. Si celui-ci prétendait que ses besoins sont les mêmes que ceux d'un Sahib qui habite un bungalow, M. Moreland serait fort scandalisé.

La Compagnie des Indes orientales était dominée par l'idée d'accroître ses placements en marchandises indiennes à exporter en Angleterre. Les achats annuels moyens de la Compagnie, et dont les bénéfices allaient à ses actionnaires en Angleterre, s'élevèrent à 1.200.000 livres sterling jusqu'en 1813. La définition de la « rente économique » fut déterminée par les craintes relatives aux achats qui étaient payés sur les impôts de l'Inde. Après 1813, les achats furent remplacés par les « Home charges » sur le produit de l'impôt indien. Un cinquième seulement des home charges représentait le prix des marchandises fournies par l'Angleterre à l'Inde, tandis que pour le reste il n'y avait pas de contre-partie (*Sixty years of Indian finance*, SHAW, p. 28).

Au début, la Compagnie, pour accroître le montant de ses « place

ments » au Bengale (qui fut le premier à tomber entre ses mains) vendit, la ferme de l'impôt au plus offrant. En 1771, l'impôt fut levé au Bengale au taux de 80 0/0. « Malgré la perte d'au moins un tiers des habitants, écrivait Warren Hastings (1) au sujet de cette période, et la diminution constante de la culture au Bengale, les perceptions nettes de l'année 1771 excèdent même celles de 1768. » Le tableau ci-dessous indiquera la hausse constante du chiffre de l'impôt du Bengale :

Années (2).	Impôts.
1771-1772	2.341.951 L. st.
1772-1773	2.298.441 —
1773-1774	2.438.405 —
1774-1775	2.777.870 —
1775-1776	2.818.017 —
1776-1777	2.755.043 —
1777-1778	2.530.042 —
1778-1779	2.636.809 —

Lorsque le Bengale était libre, l'impôt payé par les paysans s'élevait à 13.000.000 de roupies (une roupie valant alors 1/15 de livre sterling), soit 813.333 livres jusqu'en 1720, et, en 1765-1766, il s'élevait à 980.325 livres. En 8 ans, la Compagnie tripla à peu près le rendement de l'impôt.

Les chiffres que nous donnons ci-dessus ne représentent que la part entrant dans le Trésor de la Compagnie, mais la somme réellement extorquée aux paysans doit avoir été bien supérieure. Les fermiers de l'impôt interprétaient à leur guise la « rente économique » et ils essayaient de tirer le maximum de leur contrat de ferme. On imagine facilement la condition pitoyable de la classe paysanne.

Non seulement le Bengali perdait la majeure partie de son produit sous forme d'impôt, mais il était encore persécuté par les agents de la Compagnie. Ces derniers forçaient les paysans à cultiver l'indigo et à le leur vendre à des prix arbitraires. En fait, les prix étaient fixés d'avance et les paysans étaient obligés d'accepter l'avance sur les cultures qu'ils

(1) DUTT, *Economic History of India*, I, 53.

(2) M. SHAW, p. 6.

hésitaient à entreprendre. Voici des extraits des *Bengal Judicial Consultations*, datées du 20 juillet 1810 (1) :

« M. Turner, du district de Tirhoot, était inculpé de meurtre. D'après les dépositions, il avait frappé de plusieurs coups de pied et de poing un paysan qui ne voulait pas semer de l'indigo. Le paysan mourut la nuit alors qu'il était aux fers. Le jury acquitta M. Turner qui alléguait pour sa défense que le décédé avait été mordu par un serpent. » M. Clark, du district de Purneah, « était accusé du meurtre d'un ryot (paysan). Les dépositions établissent que le décédé avait été convoqué pour recevoir des avances pour la culture de l'indigo, mais qu'ayant répondu qu'il n'avait pas de bœuf et par suite ne pouvait accepter d'avances ni cultiver la quantité demandée, il fut frappé à plusieurs reprises à coups de pied et de poing par M. Clark. Il mourut le lendemain matin. Verdict : assassinat. Sentence : amende de 400 roupies et 12 mois de prison ».

Le Permanent Settlement remit les destinées du paysan bengali entre les mains des Zamindars.

Les maîtres du pays fixaient une fois pour toutes ce qu'ils demanderaient au Zamindar, sous forme d'impôt, mais ils ne spécifiaient pas ce que le Zamindar exigerait du paysan sous forme de loyer.

Dans les autres régions de l'Inde qui tombèrent sous la domination de la Compagnie, nous avons vu que le Permanent Settlement n'avait pas été introduit (sauf à Bénarès et le Nord Madras). La Compagnie continuait à accroître l'impôt.

Le tableau ci-dessous (2) montre que l'impôt des Provinces Unies s'est accru constamment de 1807 à 1817 :

Années.	Impôt foncier.
1807	2.008.955
1808	2.042.347
1809	2.254.791
1810	2.392.852
1811	2.414.737
1812	2.224.709

(1) *Economic Annals of Bengal*, SINHA, p. 281.

(2) SHAW, p. 14.

Années.	Impôt foncier.
1813	2.508.681
1814	2.502.223
1815	2.483.133
1816	2.665.667
1817	2.626.761

L'augmentation de l'impôt était si constante que Lord Minto ne put s'empêcher de protester contre cette politique consistant à « exiger le maximum d'impôt et à arracher à nos paysans le loyer le plus élevé ».

L'accroissement de l'impôt exigé des Zamindars dans les Provinces Unies se résolvait en une augmentation proportionnelle, sinon plus forte, du loyer du paysan. Le tableau ci-dessous montre qu'à Madras, où la Compagnie percevait directement l'impôt sur les paysans, l'impôt augmenta constamment entre 1792-93 et 1837-38 (1):

Années.	Impôts.
1792-93	742.760 L. st.
1801-02	1.095.972 —
1812-13	1.159.778 —
1814-15	3.887.555 —
1837-38	3.431.270 —

Nous ne parlons ici que de l'impôt foncier, mais non des taxes indirectes de la Compagnie, telles que l'impôt sur le sel. Les taxes indirectes produisaient environ 50 0/0 de l'impôt foncier. Pour prendre le cas du Bengale, si l'impôt foncier avait donné en 1778-79 2.656.809 L. st., la totalité des charges fiscales avait produit 3.782.690 L. st. la même année (2).

La Compagnie des Indes orientales, si elle dépensait tout le produit de l'impôt dans l'Inde à ses « placements » et à ses soi-disant « home-charges », assurait l'administration du pays en empruntant de l'argent sur la garantie de l'impôt indien. Jusqu'en 1858, ses emprunts cumulés s'élevaient au total à 71.557.369 L. st. Ce furent là les origines de la Dette Nationale de l'Inde (3).

(1) SHAW, p. 13.

(2) SHAW, p. 6.

(3) SHAW, p. 28.

Depuis que le gouvernement de l'Inde est passé aux mains du Secrétaire d'État pour l'Inde, la définition de la « rente économique » n'a subi aucune modification appréciable. Les sommes exigées de la classe paysanne ont crû comme auparavant. En 1859-60, l'impôt foncier était de 20 crores de roupies; en 1918-19, il était de 33 crores, soit une augmentation de 57 0/0 du produit brut. Si nous considérons l'accroissement du produit net, déduction faite des frais de recouvrement, on voit qu'il est passé de 18,8 crores de roupies à 25, soit une augmentation de 35 0/0 (1).

Le seul changement qui se soit produit en pratique depuis l'époque de la Compagnie, c'est que la majoration a été réglée par la loi. Une mesure précise du domaine du paysan, le genre de sol, sa production moyenne, l'accroissement de la productivité, la hausse des prix, tout entre en ligne de compte pour déterminer combien un paysan est susceptible de payer sans être frappé d'incapacité pour l'avenir. La décision de l'agent répartiteur est définitive et sans appel (2).

Que paie actuellement le paysan indien pour l'utilisation de la terre? S'il est fermier d'un propriétaire, il paie $\frac{1}{3}$, $\frac{2}{5}$ et même $\frac{1}{2}$ du produit brut de la terre. « La part du propriétaire est généralement de moitié, de deux cinquièmes ou d'un tiers de la récolte (3). »

En prenant la moyenne, il s'ensuit qu'en ce cas le paysan paie au propriétaire, en tant que fermage, environ 40 0/0 de la valeur du produit. En admettant que les dépenses du propriétaire provenant de la perception des fermages soient de 20 0/0 des loyers encaissés, il en résulte évidemment que sa part nette dans le produit du travail du fermier est 32 0/0. Il partage cette dernière avec le Gouvernement qui en reçoit moitié, soit 16 0/0 du produit du paysan.

Il en résulte que le produit du travail du fermier peut se répartir comme suit :

(1) SHAW, p. 201.

(2) SARKAR, p. 124.

(3) MORRISON, p. 55.

Part du paysan.	60 0/0	
Dépenses d'encaissement des fermages		
par le propriétaire.	8 —	
Part réelle du propriétaire.	46 —	} 32 0/0 recettes nettes du propriétaire.
Part du Gouvernement.	46 —	

Si le paysan cultive son propre domaine et paie l'impôt directement à l'État, il a à payer la moitié des recettes nettes, soit 16 0/0 de son produit d'après notre calcul.

Parlant de l'impôt qui est exigé des propriétaires, M. Sarkar dit: « Le Gouvernement exigeait autrefois 90 0/0 des recettes nettes, mais il a maintenant réduit ce taux jusqu'à 50 0/0 ou même moins, sauf à Bombay, où il n'y a pas de limite au maximum. On prend comme recettes nettes la rente économique que paie le cultivateur réel au propriétaire immédiatement supérieur lorsqu'il y a sous-location. Ailleurs, on calcule les recettes nettes en déduisant du prix supposé de la récolte les frais de production approximatifs (y compris la subsistance du paysan, la dépréciation de son outillage et la rémunération des ouvriers agricoles), et un petit supplément pour ses fantaisies), mais tous ces calculs sont effectués à la discrétion de l'agent répartiteur qui, cependant, est invité par les règlements à tenir compte de la nature du sol, du prix de la récolte et du *loyer des champs voisins lorsqu'il y a sous-location*. Il n'existe aucune juridiction d'appel de ses décisions (1).

Si l'agent répartiteur prend en considération le « loyer des champs voisins lorsqu'il y a sous-location », il ne peut prendre plus de 16 0/0 du produit du paysan propriétaire. Il semble que la « discrétion » du fonctionnaire du fisc joue un rôle important et nous craignons bien que ses exigences ne surpassent en moyenne les 16 0/0 du produit.

D'autre part, il est un fait bien connu, c'est que pour une bonne année, il y en a une mauvaise et une moyenne. Il en résulte que le paysan locataire paie en réalité au propriétaire, non pas 40 0/0, mais 53,3 0/0, et le paysan propriétaire 21,3 0/0 en moyenne de son produit au fisc.

Mais tous ces pourcentages sont perçus en nature. A chaque nouvelle imposition, l'estimation du rendement de la terre est révisée. Et cette

(1) SARKAR, p. 121.

estimation croît toujours, sans jamais décroître, et sans aucun égard pour l'accroissement de productivité du paysan (bien que les pourcentages restent en général les mêmes). Le loyer et l'impôt sont quelquefois accrus de 100 0/0.

C'est le propriétaire qui fixe les fermages en général, mais dans les Provinces Centrales, le Gouvernement intervient dans cette fixation.

Le Gouvernement a introduit différentes « réformes » touchant l'augmentation de la répartition de l'impôt foncier et les exonérations de taxes. Nous croyons nécessaire de les faire connaître au lecteur ; elles contribueront à lui faire comprendre ces « réformes » et la position du paysan indien en face du propriétaire et du fisc.

1° La répartition ne doit plus être faite comme autrefois sur la base des rendements probables de la terre pendant la période de taxation à venir, mais sur le rendement réel à l'époque de sa répartition ;

2° On étendra le principe des exemptions ou allocations pour permettre aux paysans de faire des améliorations ;

3° Lorsque les majorations sont considérables, elles doivent être imposées suivant une échelle progressive et réparties sur un certain nombre d'années pour adoucir les rigueurs d'une hausse soudaine. A Madras, le code de l'assiette de l'impôt limite à 25 0/0 la hausse qui peut être imposée en une seule fois, le reste étant imposé par annuités progressives, chacune d'elles n'excédant pas 12 0/0 du montant primitif. A Bombay, *l'impôt majoré ne doit pas dépasser le double de l'impôt primitif*. Mais, dans les provinces qui se développent rapidement, comme les Provinces centrales et le Pendjab, il n'existe pas de limite de ce genre ;

4° Il sera automatiquement fait remise totale ou partielle de l'impôt foncier, les années où la culture aura été mauvaise. La perception de l'impôt sera rendue plus souple dans l'avenir et rapidement adaptée aux saisons et aux contingences. Il y a là une nécessité, car le ryot n'est pas assez prévoyant pour faire des économies dans les bonnes années ; et d'autre part, il est difficile de prévoir combien il y aura de mauvaises années dans la prochaine période ;

5° On recourra d'une façon plus générale et plus prompte à la réduc-

tion de l'assiette, même au cours d'une période de révision, en cas d'aggravation de la situation locale par suite de famine, d'épidémies ou d'autres causes qui diminuent le chiffre de la population ;

6° Lorsqu'une région a été convenablement arpentée aux opérations fiscales précédentes, et que les plans et cadastres du village ont été corrigés et mis à jour ponctuellement, ils sont habituellement considérés comme valables lors de la nouvelle assiette, et l'on ne répète pas les enquêtes locales et arpentages détaillés pour éviter aux paysans les ennuis et les exactions ;

7° Les méthodes de répartition ont été simplifiées et il faut maintenant 4 ans pour refondre la répartition d'un district entier (contre 8 ans auparavant) ;

8° A Bombay, une classification du sol faite pour la seconde fois est acceptée comme définitive par la loi (1).

Ces « réformes » furent insérées dans la résolution du Gouvernement de l'Inde, en 1902, lorsque Lord Curzon était vice-roi. Quant aux réformes, il convient d'observer que, par cette résolution, le Gouvernement légalisait au paragraphe 4 une augmentation de l'impôt foncier de 100 0/0, et même plus dans le Pendjab et les Provinces centrales. Au sujet des exonérations dont parle le Gouvernement, des témoignages suffisants prouvent que, si elles ont lieu, elles sont souvent mal appropriées par les agents du fisc qui sont mal payés. Dans sa résolution, Lord Curzon dit :

« Des exonérations en cas de mauvaises récoltes sont accordées par le Gouvernement, mais elles sont mal affectées par les fonctionnaires des villages qui sont fort mal payés, tandis que par leur intermédiaire, s'est généralement introduit dans tout le district le système des perceptions non autorisées. Cette dernière pratique aurait, paraît-il, atteint une ampleur telle que, dans bien des cas, les perceptions irrégulières dépassaient les perceptions autorisées dans un village. Le Commissaire aux Finances cite un cas dans lequel les perceptions non autorisées se sont élevées à 357 roupies, alors que le Gouvernement n'en demandait que 137,

(1) SARKAR, p. 131-32.

et un autre où elles atteignaient 789 roupies, contre 255 demandés (1). »

La situation n'a pas beaucoup changé depuis ces déclarations de Lord Curzon, car « les fonctionnaires de village mal payés » continuent à être mal payés.

Non seulement les agents du fisc affectent à leur manière les exonérations d'impôts, mais ils ont leurs propres exactions illégales. Lorsqu'un Tahsil-dar, ou un Kanungo ou un Patwari (2) entre dans un village au cours de sa tournée, il n'en sort qu'après avoir été bien récompensé pour sa visite amicale. Ils sont disposés à accepter tout ce qui peut leur être offert : du beurre, des grains, des fourrages et même des dons en espèces.

La situation du fermier est encore pire. Il est la victime des amlas, ou receveurs des loyers des Zamindars. Ces derniers sont encore plus mal payés et ils « complètent généralement leurs salaires par des exactions au détriment du paysan ».

La *taxe d'irrigation* est encore une charge qui grève le produit du paysan indien utilisant l'eau du canal. Le Gouvernement exploite ce dernier comme une entreprise capitaliste. Par conséquent, il doit donner des dividendes. En 1925-1926, les recettes du chapitre de l'irrigation se sont élevées à 76.008.000 roupies, soit environ 21 0/0 de l'impôt foncier qui s'est élevé la même année à 355.529.000 roupies.

De plus, le paysan paye en général les *taxes et impositions locales* destinées à couvrir les dépenses publiques du village, par exemple, pour la construction de routes, de dispensaires, d'écoles, etc., et pour la rémunération des gardes du village. Légalement, c'est le propriétaire qui doit payer, mais on constate que « les propriétaires se déchargent sur leurs locataires de cette partie de fardeau que la loi leur impose (3) ».

Les taxes et impositions locales s'élèvent à 12,5 0/0 du fermage.

En dehors des empiétements directs ci-dessus sur le produit du paysan, il y a des charges indirectes. La plus importante de ces dernières est la gabelle, dont le produit a atteint en 1925-1926, 63.296.000 roupies, soit environ 17,7 0/0 de l'impôt foncier.

(1) *Land-Revenue Policy Government of India.*

(2) Pour ces termes techniques, voir H. H. WILSON, *glossary of judicial and revenue terms...*, Londres, 1854.

(3) *Land-Revenue Policy of the Government of India.*

En résumé, si le paysan est un fermier, il verse :

53,3 0/0 de son produit comme fermages	
5,3 — — —	impositions locales
8,2 — — —	taxe d'irrigation et gabelle.
Total . . 66,8 0/0 de son produit.	

et, s'il est propriétaire, il verse :

21,3 0/0 de son produit pour l'impôt d'État	
5,3 — — —	les impositions locales
8,2 — — —	la taxe d'irrigation et la gabelle.
Total . . 34,8 0/0 de son produit.	

(Il est évident que les exactions illégales de la part des agents du fisc ou du propriétaire viennent en supplément.)

Il est exact que tous les paysans n'utilisent pas l'eau du canal soumise à la taxe d'irrigation de l'État. Il en résulte immédiatement que ceux qui en font usage paient beaucoup plus de 4,4 0 0 sur leur produit. Mais pour faciliter notre analyse, nous avons réparti les recettes provenant de l'irrigation sur tous les paysans.

A côté de ces charges, il en est d'autres dont nous n'avons pas parlé. Il y a le saint homme, le prêtre du village. Lors des cérémonies du mariage, au moment de la mort, à la naissance d'un enfant, ses bénédictions sont recherchées et payées, même si le paysan n'a lui-même rien à manger. Plus que partout ailleurs, le saint homme du village indien insiste sur la renonciation à ce monde, qu'il faut laisser au propriétaire, au prêteur et au Sahib. Sa part de la récolte est également fixée.

Et, *last but not least*, l'homme qui contrôle toute la vie économique du village est le prêteur. Avec sa petite ferme, antiéconomique comme nous l'avons vu dans 66 à 76 p. 100 des cas, avec tous les intermédiaires indiqués ci-dessus à nourrir, le paysan, fermier ou propriétaire, est obligé d'emprunter de l'argent.

Le prêteur ou l'endettement du paysan. — En 1921, les paysans de l'Inde britannique devaient aux prêteurs environ 6 milliards de roupies, soit environ 33.5 par tête (la population paysanne totale, étant en 1921, de 177 millions). Au cours de la dernière décade, la dette paysanne totale s'est élevée de 50 0 0, passant de 6 milliards en 1921 à 9 milliards en 1929.

Si l'on considère que pendant cette période, l'accroissement de la population a été de 10,4 p. 100 (autrement dit la population paysanne est passée de 177 millions à 196 millions) il s'ensuit que la dette moyenne par habitant de l'Inde britannique s'est élevée de 33,5 roupies par tête à 50, malgré l'accroissement de 10,4 p. 100 du nombre de personnes à nourrir.

En outre, tandis que la dette de la paysannerie augmentait de 50 p. 100, la valeur de son produit baissait de 46 p. 100. Il en résulte que sa dette a presque doublé depuis 1921.

L'endettement paysan varie d'une province à l'autre. M. Darling (1) montre que les paysans du Pendjab sont plus durement touchés que leurs confrères des autres provinces. Leur dette par tête était en 1921 de 44 roupies, soit 600 millions pour 13.760.000 habitants. En 1929, la dette était passée à 900 millions, ce qui donnerait une moyenne par tête de 66 roupies. Comme la population du Pendjab s'est accrue de 14 p. 100 dans le même temps, il s'ensuit que les membres de la famille paysanne à soutenir se sont accrus de 14 p. 100. Par suite, l'accroissement réel de la dette est non pas de 50 p. 100, mais bien plus élevé.

Le prix de vente de la production agricole totale du Pendjab était, en 1921, d'environ 1.400 millions de roupies. Il a diminué de 46 p. 100 en raison des crises agricoles. Si le prix de vente de la production annuelle par tête des paysans du Pendjab était de 100 roupies, il n'est plus à l'heure actuelle que de 39 roupies.

Il s'ensuit que si le paysan du Pendjab veut se libérer du prêteur, il faut qu'il travaille toute l'année pour ce dernier, sans songer à nourrir sa famille ni à payer son impôt ni ses fermages, le prix de vente annuel de sa production et le montant de la dette à rembourser étant à peu près égaux : 59 et 60 roupies respectivement.

Tous les paysans de l'Inde ne sont pas endettés. Il en existe qui ne sont pas hantés par le spectre de Shylock. On les trouve dans les couches supérieures de la paysannerie, disposant de plus de 8 à 10 acres de terre fertile. Il en est d'autres qui, s'ils ne sont pas endettés, ne sont cependant pas très à l'aise. Ce sont ceux auxquels le prêteur ne veut pas

(1) p. 19.

avancer d'argent faute de garanties. Ils appartiennent, soit à la catégorie des petits paysans ayant une petite pièce de terre, soit à eux, soit affermée, ou bien à celle des ouvriers agricoles dépourvus de terre, qui n'ont à offrir au prêteur en garantie que leurs bras, mais en vain.

L'enquête menée par Darling dans dix districts du Pendjab a montré que :

18 p. 100 des grands paysans-propriétaires (ayant plus de 8 acres de terre) n'ont pas de dettes;

17 p. 100 des petits paysans-propriétaires (moins de 8 acres de terre);

20 p. 100 des fermiers et 22 p. 100 des domestiques de ferme également.

Si le chiffre de 18 p. 100 des grands propriétaires cultivants possédant plus de 8 acres dans le Pendjab donne, dans une certaine mesure, une bonne idée de la proportion des couches paysannes supérieures exemptes de dettes, les autres chiffres : 17 p. 100 pour les petits propriétaires fonciers, 20 p. 100 pour les fermiers et 22 p. 100 pour les domestiques de ferme ont un sens tout différent. Ils indiquent seulement la proportion des couches paysannes inférieures qui n'ont pu obtenir d'avances faute de garanties.

Parmi les paysans indiens, les couches supérieures, si elles ont des dettes plus considérables, sont cependant moins touchées.

Pour prendre le cas du Pendjab, nous voyons, d'après Darling (p. 13), que les dettes moyennes sont de :

Grands propriétaires	570 roupies.
Petits propriétaires.	310 —
Occupancy tenants	290 —
Fermiers ordinaires	130 —

autrement dit, les fermiers ordinaires, sans « occupation right », sont les plus touchés.

Si l'on fait entrer en ligne de compte la surface de terre qu'il cultive, 5 acres et peut-être moins, sa dette de 130 roupies est bien plus lourde que celle du propriétaire de son terrain.

Les paysans cultivant de petites surfaces de terrain (moins de 8 acres), qu'ils en soient propriétaires ou fermiers, ainsi que les couches inférieures à ceux de la classe paysanne sont lourdement atteints.

Par conséquent, à l'exception d'une fraction (18 p. 100) de la partie la plus riche de la classe paysanne, qui a des domaines de plus de 8 à 10 acres, tout le reste est non seulement endetté, mais dans une grande gêne.

Or, les grands paysans (possédant plus de 8 à 10 acres) ne constituent que 24 p. 100 de la population paysanne (cf. p. 39). Il en résulte que 4 à 3 p. 100 seulement sont exempts de dettes et à l'aise.

La forme de la dette. — Le paysan indien emprunte de l'argent en donnant en garantie sa terre, s'il en possède, ou des bijoux, ou encore sans garantie. Il emprunte en espèces ou en nature.

S'il emprunte du grain du prêteur, il doit rembourser son emprunt à l'époque de la moisson avec un intérêt de 25 à 50 p. 100. En général, il emprunte des grains pour les semailles. S'il emprunte de l'argent, et qu'il offre en garantie sa terre, des bijoux, des ornements de famille, il paie en sus de sa dette un intérêt variant de 6 à 12 p. 100.

Si l'emprunt n'est pas garanti, l'intérêt varie de 12 à 37,5 p. 100 (1). Il est évident que les couches les plus pauvres de la population rurale, qui n'ont aucune garantie à fournir, versent des intérêts de 32 à 37 p. 100.

En général, le paysan qui s'endette n'échappe plus jamais aux serres du prêteur. Le principal n'est jamais payé et les intérêts composés s'accumulent jusqu'au moment où le prêteur offre à son débiteur de vendre ce qu'il possède en garantie pour liquider le compte.

Les paysans ayant une parcelle de terre empruntent généralement en donnant leur bien en garantie. Les bijoux de famille sont les derniers à être touchés dans les cas absolument extrêmes.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, plus d'un million d'acres de terres hypothéquées (1.179.000 acres) est passé aux mains des prêteurs dans le Pendjab (2).

Les prêteurs rendaient la terre à ses anciens propriétaires dépossédés et devenus fermiers. Une nouvelle catégorie de propriétaires spéculants commença à surgir. Et l'impôt baissa, parce qu'en ce cas l'État devait partager la « rente économique » avec cet intermédiaire nouveau.

(1) JAIN, p. 93.

(2) DARLING, p. 188.

Mais, en perdant la terre, et se voyant réduit au rôle de fermier, le paysan s'exaspéra. Des émeutes eurent lieu dans toute l'Inde, des prêteurs furent tués et leurs maisons brûlées, comme dans la rébellion des Santhal et les émeutes du Deccan (1874).

Les amis de la propriété foncière n'assistèrent pas avec enthousiasme à cette évolution. En 1901, une loi fut promulguée au Pendjab, sous le nom de « Land Alienation Act », qui interdisait tout nouveau transfert des terres à des non-agriculteurs. Dans le Bundelkhand (provinces du Nord), une loi analogue fut mise en vigueur.

Ces lois donnèrent naissance à la classe des agriculteurs-prêteurs. Dans le Pendjab, si les prêteurs professionnels comptent 35.000 familles, les prêteurs-agriculteurs sont de 19.000. Il est évident que la « Land Alienation Act » n'a eu que peu de succès. Si elle interdisait le transfert des terres par hypothèques aux mains du prêteur professionnel, elle créait le prêteur-agriculteur. Autrement dit, dans quelques années, si les circonstances ne se modifient pas, le prêteur-agriculteur deviendra un propriétaire spéculateur et il serait peut-être exagéré d'attendre de lui qu'il soit plus indulgent et moins cupide en face des paysans.

Cette loi contre l'aliénation de la terre a créé l'hypothèque usufruitière.

Dans le Pendjab, par exemple, 40 p. 100 de la dette de la paysannerie est garantie par hypothèque usufruitière (1).

Si le paysan emprunte des grains (pour les semailles en général), le prêteur ou son agent vient à l'époque de la moisson et emporte sa part du produit dès que la récolte est faite.

Dans certains cas, lorsque le paysan est hors d'état de rembourser son emprunt, il donne ses bestiaux qui sont acceptés par les prêteurs à un « prix convenu ».

Ces bestiaux sont ensuite soit prêtés, soit vendus directement — sans l'assistance d'un intermédiaire — à des personnes qui ne sont pas emprunteurs, mais peuvent avoir besoin de bêtes. Souvent, les marchands de bestiaux circulent dans les villages pour acheter des bêtes, non seulement en vue de la boucherie, mais aussi pour la vente.

(1) JAIN, p. 107.

Parfois le paysan est obligé d'acheter des bestiaux à crédit. Sous l'empire de la nécessité, il convient de payer deux ou trois fois le prix (1).

En tout cas, que son emprunt soit en nature ou en espèces, le paysan une fois endetté n'en sort pas.

Parlant de l'emprise du prêteur sur le paysan, Darling dit : « Mais que ce soit la terre ou la récolte qu'il ait eu en vue, il ne désirait rien moins que le remboursement total qui signifie la perte d'un client, et peut-être des difficultés pour trouver un nouveau placement à son argent. Heureusement pour lui, le taux de l'intérêt a toujours été si élevé dans l'Inde que l'on peut presque dire que lorsqu'on s'endette, c'est pour toujours. Cependant, ce n'est pas entièrement sa faute. »

Le fait même que la dette paysanne se soit élevée de 50 p. 100 depuis 1921, montre que les dettes contractées en 1921 n'avaient pas été remboursées. L'accroissement est dû, soit à de nouveaux emprunts, soit à l'accumulation des intérêts non payés. On estime que le paysan du Pendjab paie environ 15,32 crores de roupies d'intérêt annuel aux prêteurs.

Étant le maître des paysans endettés, le prêteur, qui est souvent le marchand de matières premières, contrôle virtuellement les opérations agricoles. Il fournit des avances aux paysans, à condition qu'ils lui vendent les récoltes à l'époque de la moisson. En ce qui concerne les prix, il leur offre le « prix de moisson » qui est bien inférieur au prix du marché.

Généralement, il existe une différence de 50 p. 100 entre les deux, dit un rapport d'agent de répartition de l'impôt (2). Il est nécessaire qu'il y ait une différence, représentant le bénéfice du marchand de grains après son achat, et le paiement du prix du transport au marché. Son bénéfice est donc parfaitement légitime. Mais la classe des marchands de grains constitue une corporation à laquelle aucun étranger ne peut avoir accès, et qui monopolise également le prêt d'argent et le commerce de banque.

En outre, dit Morrison, de la sorte, les membres de cette commu-

(1) JAIN, p. 95.

(2) MORRISON, p. 218.

nauté, les Baniyas ou Zamindars peuvent obliger les producteurs qui ne vivent que des avances qu'ils leur consentent, à amener toute la production à leurs boutiques, et les empêcher de recevoir la valeur marchande totale de leurs produits (1).

Le prêteur avance souvent l'argent à condition que le paysan cultive une certaine plante : le coton, par exemple, ou l'arachide. « Les prêteurs sont des commerçants et commissionnaires florissants, qui achètent et vendent en grandes quantités, soit pour leur propre compte, soit pour celui de leurs clients à Bombay et dans l'Inde centrale, par exemple (2). »

C'est donc par l'intermédiaire du prêteur qu'un homme qui se trouve dans le Lancashire commande au paysan indien et l'oblige à cultiver le coton.

Le prêteur est souvent le boutiquier du village, qui vend les étoffes ou autres articles faits à la machine et importés dans l'Inde. Ils sont aussi bijoutiers et marchands en détail, ou commerçants en opium et en grains (3).

Il en résulte que le prêteur est l'agent de l'exportateur britannique dans le village indien. C'est par son intermédiaire que les maisons étrangères prélèvent sur le marché les 9,10 du produit du travail des paysans.

Nous avons montré dans notre analyse que le paysan doit abandonner 34,8 à 66,7 p. 100 de son produit sous forme d'impôt ou de fermage, de taxes locales, d'irrigation et de gabelle. Mais si l'on fait entrer en considération le prêtre, les exactions des percepteurs et des receveurs des fermages, ainsi que la part du prêteur, nous ne pensons pas qu'il reste encore quoi que ce soit au paysan qui travaille toute l'année, et se trouve à la fin de l'année au même point qu'au début. En fait, le paysan donne presque tout ce qu'il a produit, et ensuite, il emprunte du grain pour la campagne suivante.

Il semble que le Gouvernement s'en soit bien aperçu.

En 1924, M. Maqbool Mahmood présenta une proposition de loi au Conseil législatif du Pendjab. L'objet de cette législation était de rendre

(1) MORRISON, p. 219.

(2) JAIN, p. 44.

(3) JAIN, p. 45.

obligatoire l'enregistrement des noms des prêteurs et de les obliger à tenir des livres de comptes réguliers en les pénalisant en cas de contravention. La proposition fut repoussée sous le prétexte que les emprunteurs ruraux avaient besoin chaque année pour l'agriculture de 10 à 12 crores de roupies (dans le Pendjab), dont 1/10 seulement était fourni par les Sociétés de crédit (1).

En d'autres termes, le Gouvernement estimait qu'il fallait éviter tout embarras aux prêteurs en l'absence desquels le paysan ne serait pas en état de travailler, ce qui ferait perdre au Gouvernement le produit de l'impôt.

M. Morrison, voulant décrire le contrôle exercé sur la vie économique des villages par le prêteur, cite M. Rose (2) : « Un grand nombre d'agriculteurs semble avoir une sorte de compte-courant chez le banya (prêteur), qui lui avance des graines, leur donnant un seer de moins que le prix du marché, placement qui exclut l'accident de la sécheresse ou d'une récolte déficitaire. A ce moment, plein de bonté et de compassion, le shylock de village laissera courir la dette jusqu'à une époque plus convenable, si l'on peut dire. C'est le moyen de prospérer, et il est bénin, et la prospérité est une bénédiction, si le vol de son prochain n'en est une. Dans d'autres cas, l'avance est faite à l'époque des semailles, suivant le principe *sawai*, qui comporte la restitution à l'époque des moissons d'un quart de plus que la quantité empruntée au moment des semailles. Il prête de l'argent d'autre part, comme je l'ai déjà dit, pour l'inévitable mariage et les non moins inévitables procès. Si le fermier a de mauvais jours, il lui avance le prix de son fermage pour lui éviter l'expulsion. Il est en fait à tout moment la source où va tout agriculteur dans le besoin pour chercher des secours, et la conséquence est qu'une grande partie de la paysannerie est rarement délivrée de l'influence du mahajan. Lorsque les récoltes sont mûres, la plus grande partie prend le chemin de sa grange. Le fermier en garde une partie pour son usage immédiat, mais rarement pour la consommation de son ménage et pour les semailles suivantes. Longtemps avant que les récoltes suivantes arrivent, il est en

(1) JAIN, p. 193.

(2) MORRISON, p. 10.

général obligé d'avoir recours au mahajan, dont, dans bien des cas, il est presque entièrement tributaire pour sa nourriture quotidienne à certaines saisons de l'année, et notamment à l'approche de chaque moisson. »

Causes de l'endettement des paysans. — Certains auteurs parlent de l'extravagance des paysans indiens. Mais ils voient essentiellement dans les dépenses de mariage et autres festivités la cause de l'endettement du ryot (paysan).

Les dépenses effectuées dans les occasions de ce genre peuvent évidemment être qualifiées d'extravagantes, lorsqu'on les compare à la fortune du ryot, mais ces occasions ne se présentent que rarement, et il est vraisemblable qu'à la longue les sommes ainsi dépensées par le paysan ne sont pas supérieures à celles qu'un homme de sa situation peut raisonnablement dépenser en plaisirs sociaux et domestiques. La dépense en elle-même semble rarement l'origine de son endettement. Les petits emprunts constamment renouvelés pour la nourriture et autres nécessités, pour les graines, pour les bœufs, pour l'impôt d'État font plus pour gonfler la dette du paysan qu'un mariage occasionnel (1).

Une autre école émet l'hypothèse que la *Pax Britannica*, et l'établissement d'un ordre fort et stable, joints à une imposition définie du sol, à de meilleures communications, le développement des villes, et les hauts prix, ont accru la valeur de la terre et la possibilité d'emprunter sur sa garantie.

MM. Jathar et Beri ne vont pas emprunter s'ils n'y sont pas obligés. La cause réelle de l'endettement de la classe paysanne doit donc être cherchée ailleurs.

M. Brain renvoyait tout dernièrement les paysans indiens à Socrate (2) pour leur apprendre à avoir plus d'initiative et à être plus énergiques. Le conseil a du bon, mais M. Brain oublie que l'initiative exige un milieu convenable. Ce dernier ne peut être créé lorsque la matière fait défaut. Avec sa petite ferme, et tant d'intermédiaires à nourrir, même Socrate perdrait la tête.

Le système de métayage pour le paiement de l'impôt, en usage dans l'Inde libre, était plus avantageux pour le paysan indien. Avec ses

(1) Commission d'enquête sur les émeutes du Deccan, 1875.

(2) *Socrates to an indian village*, 1930.

domaines économiques, la classe paysanne avait rarement besoin d'emprunter. Et ce n'est que les mauvaises années, en cas de sécheresse, par exemple, qu'elle y avait recours. Mais dans ce cas, elle pouvait obtenir des prêts *Takavi*, accordés sans intérêt par Akbar et ses successeurs.

Le paysan d'aujourd'hui doit payer un impôt toujours plus lourd en espèces. Les exonérations en cas de mauvaises récoltes sont peu nombreuses et insignifiantes. Et le paysan, s'il n'a pratiquement rien récolté, est obligé d'emprunter au prêteur pour payer son impôt. L'an dernier, malgré une baisse de 46 p. 100 sur les prix des produits agricoles les paysans du Pendjab furent obligés de payer leurs impôts presque en entier. Les exonérations étaient infimes et les journaux ont écrit que les paysans vendaient leurs enfants pour s'acquitter auprès des agents du fisc.

Un journal indigène *Inqilab*, dit : « Nous avons reçu plusieurs lettres touchant la situation misérable des paysans du district de Lyallpour. Ces paysans se trouvent dans une situation désespérée en raison des mauvaises récoltes successives et du bon marché des céréales. Jusqu'à présent, ils ont payé l'impôt en vendant leurs ornements de famille et leurs bestiaux. Mais maintenant ils sont dans une misère extrême, la valeur de la récolte est si faible qu'il est impossible de payer seulement l'impôt sur son produit. Beaucoup de parcelles de terre restent incultes par suite de la pauvreté. Il y a quelques jours, une délégation de paysans de ce district est allée trouver le ministre de l'Agriculture pour lui dire qu'ils ne pouvaient payer leurs dettes aux Sociétés coopératives de crédit, et qu'elles s'enflaient chaque jour. Il y a quelques jours, un respectable paysan demandait au Gouvernement d'accepter sa récolte en paiement de l'impôt foncier et de la taxe d'irrigation, parce qu'il n'était pas en mesure de payer en espèces. Sa requête a été repoussée, et il a été arrêté pour non-paiement de l'impôt (1). » Il est bon de se rappeler que le district de Lyelpour, dont parle le journal, est l'un des plus fertiles du Pendjab.

L'impôt est payable en espèces et ne cesse d'augmenter. En empêchant la formation du capital industriel, l'agrarisation a obligé le régime actuel à faire de l'impôt foncier l'une des ressources principales pour

(1) N° du 5 janvier 1933.

équilibrer les dépenses administratives. Le régime étant étranger est obligé d'entretenir une armée d'occupation mercenaire et un appareil policier considérable.

Comme nous l'avons vu, l'Inde libre n'importait pas de marchandises manufacturées, au contraire, elle en exportait. Non seulement l'Inde actuelle est importatrice, mais, comme nous l'avons vu, l'opération frustre le paysan des 9/10 de son travail. Nous avons déjà vu que la majorité des domaines est antiéconomique et que l'absence de méthodes modernes de fumure et de culture réduit leur rendement.

Une grande partie des dettes de la classe paysanne est *une dette ancestrale datant des famines du siècle dernier*. L'Inde libre connaissait les famines, cependant elles étaient peu nombreuses et rares. Une famine terrible sévit pendant trois ou quatre ans de suite sous le règne d'Akbar. « Le roi ordonna que des aumônes fussent distribuées dans toutes les villes. Le règne de Shah Djehan, le petit-fils d'Akbar vit une autre famine qui fut grave et l'une des plus grandes dont l'histoire se souvienne. Le règne d'Aurangzeb vit une autre grande famine. Les fermages et autres taxes furent supprimés. Le Trésor de l'empereur fut ouvert sans limite : des grains furent achetés dans les provinces où la production était meilleure, transportés dans celle où elle était déficitaire et distribués au peuple à des prix fixés (1). »

Nous voyons donc que dans l'Inde libre, pendant une période d'un siècle et demi (1556-1702), il y a eu trois famines. Pour venir en aide aux cultivateurs atteints, les empereurs leur faisaient remise des impôts et taxes, distribuaient les grains à prix réduit. En outre, l'exportation des grains à l'extérieur du pays était interdite et la spéculation des marchands de grains réprimée. Dans l'*Ain-i-Akbari*, on lit le passage suivant : « Sa Majesté, en échange des soins de la royauté, perçoit un tribut annuel de 10 seers de grain par bigah de terre cultivée dans tout l'empire, et des granges sont édifiées dans les différentes parties du royaume et qui fournissent la subsistance pour les bestiaux employés au service de l'État. Elles servent également à secourir les cultivateurs indigents, et, en période

(1) BANNERJEE, p. 266 (édition de James MILLS).

de disette, le grain est vendu à bas prix mais en quantité proportionnée aux besoins absolus de l'acheteur. De même une grande quantité de nourriture est commandée dans tout l'empire pour secourir les pauvres et nécessiteux. Des agents spéciaux sont chargés d'administrer ces magasins et de tenir un compte des recettes et des dépenses (1). »

Les famines de l'Inde libre étaient dues à la rareté de la pluie en général et l'on peut considérer que leur gravité résultait de l'absence de moyens de communication convenables.

« Sous le régime de la Compagnie des Indes orientales, il n'y eut pas moins de douze famines importantes et de quatre disettes (2). » En 1784, une grave famine dévasta tout le Nord de l'Inde. Dans la famine de Guntur, en 1833, environ 200.000 personnes périrent sur une population totale de 500.000 habitants que comptait le district. Les opérations de secours furent abandonnées aux institutions de charité privées.

Pendant cette période de famines successives sous le régime de la Compagnie, la spéculation des marchands de grains ne fut pas réprimée et l'on constate d'une manière irréfutable que des grains étaient exportés du pays. Aucune mesure de secours ne fut pratiquement adoptée (elles ne pouvaient être appliquées, parce que la Compagnie s'occupait plus de ses placements que des paysans affamés).

Depuis le transfert de l'administration de l'Inde de la Compagnie à la Couronne, il y a eu dix famines importantes, ainsi qu'un certain nombre de graves disettes. La première famine eut lieu en 1860-1861, la principale zone atteinte étant celle qui s'étend entre Delhi et Agra.

Ce fut la première famine de l'Inde britannique où l'on ait utilisé les asiles de pauvres comme moyens de secours. Ce fut aussi la première fois que les autorités crurent devoir faire une enquête sur les causes, l'étendue et l'intensité de la famine, ainsi que sur les mesures à prendre pour soulager la misère. Le colonel Bard Smith fut envoyé en délégation à cet effet.

La sécheresse de 1865 fut suivie l'année d'après par une grave famine. Cette calamité s'abattit surtout sur l'Orissa, mais atteignit également

(1) *Ain-i-Akbari*, p. 226.

(2) *Report (Famine commission)*, 1901, p. 1 (cité par BANNERJEE, 265).

Madras, le Nord du Bengale et Behar. Bien que prévenues, les autorités ne prirent aucune mesure pour combattre la famine à son début, de sorte que lorsqu'elle se produisit, elles furent absolument débordées. On estime qu'un million de personnes périt en Orissa seulement. Une année à peine s'était écoulée que le Nord et le Centre de l'Inde étaient frappés par l'une des plus grandes et des plus néfastes famines que l'histoire enregistre.

La situation était tout particulièrement grave dans le Rajputana et l'Inde centrale où les récoltes, ainsi que le fourrage et l'herbe furent entièrement perdus, et où l'eau manqua totalement. Et, pour ajouter aux malheurs du peuple, une épidémie de choléra se déclara et s'étendit dans toutes les directions.

Le Gouvernement intervint rapidement pour soulager la détresse, mais son assistance ne fut guère proportionnée à l'importance de la famine, et de nombreuses personnes y perdirent la vie.

En 1873, le Behar et les districts orientaux des provinces furent atteints par une famine. Le Gouvernement du Bengale prit cependant des mesures immédiates sur une échelle et avec un soin que l'on n'avait jamais encore rencontrés. Le prix total des mesures d'assistance s'éleva à 10 crores. La grande famine de 1876-1878 fut, tant au point de vue de la surface et de la population atteintes qu'à celui de la durée et de l'intensité de la détresse, la calamité la plus désastreuse survenue depuis le début du XIX^e siècle.

Elle sévit en Madras et Bombay, aux Provinces-Unies, en Pendjab. A cette occasion, les mesures d'assistance furent insuffisantes et imparfaitement organisées. « Le Gouvernement refusa de reconnaître qu'il était tenu de sauver les vies humaines, et déclara avec un sang froid cynique (1) que la tâche de sauver les vies humaines à tout prix était au delà de son pouvoir, et que dans l'intérêt de la population sinistrée elle-même, aussi bien que des contribuables en général, le Gouvernement de l'Inde était tenu de prendre des précautions contre l'indolence et l'imposture. »

Rien d'étonnant si une telle politique eut pour résultat une mortalité effrayante (2).

(1) Textuel.

(2) BANNERJEE, p. 269 (citation).

Entre 1878 et 1896, il se produisit 2 famines et 5 disettes, toutes d'un caractère plus ou moins local.

La grande famine de 1896-1897 affecta presque toutes les provinces, bien qu'à des degrés divers, et la population durement atteinte est évaluée à 34 millions d'hommes. Des travaux publics furent ouverts, des secours gratuits furent distribués libéralement, et, dans certaines régions du pays, les gens furent secourus à domicile. Les opérations d'assistance furent conduites avec un succès sensible, sauf dans les provinces centrales où la mortalité fut très élevée et bien supérieure à la normale.

« Le prix total des mesures d'assistance fut de sept crores vingt-sept lakhs de ruppees (1). Peu de temps après celle-ci, survint une autre calamité extrêmement grave, la famine de 1899-1900. La région et la population atteintes furent en chiffres ronds de 189.000 milles carrés et de 28 millions d'habitants, respectivement. Les autorités n'adoptèrent pas au début — et dans certains cas s'y refusèrent même — de mesures d'assistance, et lorsqu'elles s'y décidèrent, elles eurent à secourir un nombre de personnes tel que le système fut complètement débordé dans bien des cas. Les dépenses totales s'élevèrent à 10 crores, et l'excédent de mortalité par rapport à la normale à 1.236.855. Plusieurs famines et disettes de caractère local se produisirent après 1900, les plus importantes étant celles de 1906-1907 et 1907-1908. On n'envisagea cependant pas, dans ces occasions, d'adopter un vaste plan d'assistance. »

Trois famines dans un siècle et demi environ, à l'époque où l'Inde était libre, et vingt famines et quatre disettes pendant la même période sous la domination britannique, n'y a-t-il pas là un contraste surprenant ? Autant que les statistiques météorologiques entreprises permettent d'en juger, les conditions atmosphériques restant toujours les mêmes, les causes de la fréquence des famines doivent être cherchées ailleurs.

On admet de toutes parts que ce furent des famines d'argent. Il y avait suffisamment de nourriture, mais les masses atteintes n'avaient pas d'argent pour la payer. [La « Famine Commission » de 1880 conclut qu'il y avait assez de nourriture dans le pays pour satisfaire aux besoins de toute

(1) BANNERJEE, p. 270.

la population, même dans les mauvaises années, et les Commissaires de 1898 conclurent dans le même sens.

En outre, on a constaté que la partie de la population qui a le plus souffert, autrement dit, celle qui n'avait pas d'argent pour acheter de la nourriture et ne pas mourir de faim était essentiellement composée de travailleurs sans terre. Étudiant les causes des famines au cours du dernier siècle, M. Dutt dit : « L'examen des mesures d'assistance de grand style, s'il montre que la partie la plus pauvre de la classe des fermiers n'y manque pas, fera apparaître aussi que la grande majorité des assistés ne se compose pas de ryots (paysans), travaillant la terre, et que l'assiette de l'impôt foncier n'atteint pratiquement pas (1). » Nous savons déjà que les travailleurs dépourvus de terre sont pour la plupart des artisans ruinés qui ont été poussés vers la campagne par l'agrarisation du pays et sont devenus ouvriers agricoles faute de terre. Par suite, les famines ne furent pas dues à la disette, mais à l'absence d'occupation.

Ce qui rendit la situation encore plus grave, c'est que la terre disponible commença à servir à la culture de plantes industrielles, telles que le coton pour l'exportation.

En 1867-1868, les plantations de coton s'étendaient sur 2.165.173 acres, et en 1868-1869, sur 2.165.713. La même année, la quantité de coton exportée de Bombay s'éleva à 1.294.291 balles, soit 70.000 balles de plus qu'en 1867 (2).

En 1871-1872, la valeur du coton exporté s'éleva à 21.272.430 L. st. (89.246.087 balles).

En 1872-1873, les exportations de coton se montèrent à 494.214.447 balles, valant 14.022.108 L. st. (3).

Pendant les dix années de 1881 à 1891, les exportations de coton s'accrurent de 22,07 p. 100.

Ce n'est pas tout : pendant la même période de famines, la seconde moitié du XIX^e siècle, de la nourriture, des grains, des céréales furent exportés vers les pays étrangers, alors que des millions de personnes

(1) *Famines in India*, p. 36.

(2) *Moral and Material Progress of India*, 1871-1872.

(3) *Moral and Material Progress of India*, 1872-1873.

mouraient d'inanition. En 1877, la valeur du riz exporté s'éleva à 4.446.588 L. st. et le rapport officiel (*Moral and Material Progress of India*) ajoute : « Le principal article d'exportation de l'Inde, sinon en valeur, du moins en quantité, est le riz, sur lequel il n'y a pas de droits. » Noter les derniers mots : « sur lequel il n'y a pas de droits ». Ils signifient que le riz, principale nourriture de la population indienne, non seulement pouvait être exporté en période de famine, mais qu'il n'était soumis à aucune restriction.

En 1872-1873, la valeur du riz exporté fut de 5.701.439 L. st. — six millions de quintaux anglais de plus que l'année précédente.

Entre 1881 et 1891, la quantité de riz exportée augmenta constamment (1).

Nous avons vu que l'Inde libre n'autorisait pas l'exportation des céréales, notamment en période de famine et les plantes fournissant les matières premières étaient destinées à la consommation locale et non à l'exportation.

Il est donc évident que les famines furent provoquées par l'ébranlement subit de l'équilibre économique des différentes activités de l'organisme social indien par suite de l'agrarisation, de l'exportation des graines alimentaires, et de l'utilisation de terres cultivables pour la culture de plantes industrielles, destinées essentiellement à la consommation étrangère.

Autrement dit, le déséquilibre fut créé par la transformation de l'Inde en une dépendance de l'Angleterre qui avait besoin de matières premières à bon marché, de produits alimentaires à bon marché, et d'un placement pour ses produits manufacturés.

Pour lutter contre la famine, le Gouvernement, indépendamment des quelques travaux d'assurances entrepris, exécuta des programmes d'irrigation et construisit des chemins de fer.

Nous avons déjà parlé de l'irrigation et de son importance.

Un mot maintenant au sujet des chemins de fer. Leur longueur totale est de 42.281 milles. Le capital investi, de 856 crores 13 de roupies. Leurs recettes annuelles brutes s'élèvent à 116 crores 08.

(1) Rapport général sur le recensement de l'Inde, 1891, p. 84.

74 p. 100 de la longueur des chemins de fer est la propriété de l'État, et 44,70 p. 100 directement exploité par lui (1).

L'intérêt des chemins de fer n'est pas en cause. Un gouvernement national les aurait également construits. D'autres pays en ont établi de même, sans aucune aide de l'Angleterre.

Mais, nous voudrions faire remarquer que la situation étant toute différente dans l'Inde de ce qu'elle est dans les autres pays, le bien qu'ils ont fait ne va pas sans quelque mélange de mal.

1° Dans les autres pays, les chemins de fer furent suivis par le développement industriel. Le long de leurs lignes sont nés de nouvelles villes, des centres commerciaux et industriels.

Dans l'Inde, au contraire, leur construction étendit le marché des produits manufacturés importés, et accentua l'agrarisation du pays. Le long de leurs lignes, de vieilles villes furent détruites sans être remplacées par de nouvelles.

2° Dans les autres pays, les chemins de fer firent naître de nouvelles occupations pour les habitants dans les nouvelles usines et mines ouvertes.

Dans l'Inde, les chemins de fer firent disparaître les anciennes occupations sans en créer de nouvelles.

3° Dans les autres pays, les chemins de fer rendirent les habitants plus indépendants au point de vue économique, produisant de quoi satisfaire leurs besoins et moins dépendants des marchandises étrangères.

Dans l'Inde, les chemins de fer rendirent les habitants de plus en plus tributaires des marchandises manufacturées importées.

4° Dans les autres pays, les chemins de fer donnèrent aux habitants une plus grande conscience nationale, et les rendirent de plus en plus capables de se défendre contre tout empiétement sur leur liberté.

Aux Indes, au contraire, par le transport rapide des troupes, les chemins de fer aidèrent l'impérialisme à combattre l'émancipation nationale du peuple indien.

En ce qui concerne les famines, il est possible qu'ils aidèrent dans

(1) *Moral and Material Progress of India*, 1931, p. 24 et 25.

une certaine mesure les habitants à les combattre, mais il ne faut pas oublier que c'est grâce à eux que l'embarquement des céréales continua, même pendant les famines (voir plus haut).

Les *Famine commissioners* (Commissaires aux Famines) ne crurent pas devoir imposer de restrictions à l'exportation des graines alimentaires ni à la culture des plantes industrielles. Ils n'estimèrent pas nécessaire non plus de recommander l'industrialisation de l'Inde pour trouver de l'occupation aux artisans ruinés, et mettre fin ainsi au mouvement de population vers les campagnes. Ils suggèrent (1) :

1° Des avances libérales accordées pour la construction de puits temporaires et la réparation des puits permanents, et autres améliorations aux villages ;

2° Que la collaboration privée soit acceptée, et que l'organisation de la charité publique soit énergiquement inaugurée ;

3° Octroi d'avances libérales pour l'achat de semences pour la campagne suivante ;

4° Que la police dispose de fonds pour venir en aide aux vagabonds dans la détresse ;

5° Organisation de travaux d'essais et ouverture d'asiles de pauvres dans les principaux centres de peuplement ;

6° Enquêtes sur la suspension de l'impôt ;

7° Organisation de cercles d'assistance et des inspections nécessaires ;

8° Établissement de listes préliminaires des personnes admissibles à l'assistance gratuite ;

9° En cas de menaces de disette de fourrages, ou d'eau potable, prendre des mesures pour y faire face et encourager l'initiative privée à importer des fourrages et développer la fourniture de l'eau.

On peut dire qu'en l'absence de l'industrialisation, les chemins de fer ont fait plus de mal que de bien au pays. En accentuant le phénomène d'agrarisation de l'Inde, ils contrebalançaient le bien qu'ils faisaient en évitant au pays le retour des famines. Le caractère violent des famines a

(1) BANNERJEE, p. 271.

disparu, mais les famines silencieuses sont toujours la marque de la vie économique du pays. S'il en était autrement, « comment serait-on unanime à dire que la paysannerie indienne atteint la limite des privations (1) » ?

Les chemins de fer refusèrent donc au paysan indien la prospérité relative qu'ils avaient apportée à leur suite pour les paysans des autres pays.

Sans doute, ils ont apporté des bienfaits et des faveurs sans précédent. Mais pour qui ? Pour le marchand de grains, pour l'exportateur de matières premières, pour l'importateur de produits manufacturés, pour un groupe de financiers et d'industriels à des milliers de milles des rives de l'Hindoustan et qui font travailler pour eux la population rurale indienne, par l'intermédiaire du prêteur d'argent.

Que fait le Gouvernement pour aider le paysan à lutter contre l'endettement ? Le Gouvernement estime, ou plutôt a intérêt à estimer que la panacée réside dans le développement de la coopération. Le mouvement coopératif a été inauguré en 1904 par la *Cooperative Societies' Act*. Elle était limitée tout d'abord aux opérations de crédit jusqu'en 1912, où une seconde loi l'étendit également aux autres opérations. Mais le nombre des sociétés de crédit est plus considérable que celui des autres.

En 1928-1929, il y avait 88.000 sociétés agricoles primaires groupant plus de 3 millions de membres et disposant d'un capital d'exploitation de 32 crores de roupies (2).

Ces sociétés accordent des prêts à leurs membres à un taux d'intérêt qui est généralement de 12,5 p. 0/0 (3).

Les prêts sont accordés par les sociétés contre des garanties convenables et contre l'assurance d'un remboursement ponctuel.

Le mouvement coopératif a réussi dans une certaine mesure dans les pays européens. Mais la situation n'est pas identique en Europe et dans l'Inde. Les paysans ne perdent pas sur le marché les 9/10 de leur travail. En outre, les fermes ne sont pas aussi petites que dans l'Inde (4).

(1) A. C. Report.

(2) *Agricultural Commission Report*, p. 51.

(3) DARLING, p. 263.

(4) Pour une autre interprétation des faits observés, voir A. PHILIP, *l'Inde moderne*, Paris, 1930, 47-64.

Le seul fait que l'emprise du prêteur sur le paysan indien a doublé au cours de la dernière décade, et qu'elle a encore tendance à croître, ne parle guère en faveur du mouvement coopératif dans l'Inde.

On peut dire que la coopérative ne profitera dans une certaine mesure qu'aux paysans ayant un domaine de plus de 8 à 10 acres, mais les petits paysans qui constituent la majorité resteront plus pauvres que jamais.

Son but est d'assurer le rendement de l'impôt. Ce n'est pas tout. Elle vise à étendre la base sociale de l'impérialisme au village. Le Gouvernement cherche à obtenir l'appui, non seulement du propriétaire, mais encore du paysan coopérateur aisé pour empêcher la majorité des villageois de se révolter.

L'illusion d'un paradis proche par la coopération, alors que la coopération ne signifie pas autre chose que la perpétuation de la servitude économique, ne saurait durer longtemps.

Si le petit paysan réussit à obtenir un prêt de la coopérative, il aura des difficultés à le rembourser en temps voulu. Il est vrai que la coopérative lui évite les intérêts composés du prêteur, et il verse 12,5 0/0 d'intérêt simple. Mais la condition du remboursement ponctuel le poussera dans les bras des prêteurs dont l'intérêt, au contraire, est que les dettes ne soient pas remboursées.

C'est ce qui explique pourquoi le mouvement coopératif n'a attiré au cours du dernier quart de siècle qu'environ 3 millions d'adhérents en dépit de l'appui du Gouvernement.

Et les paysans dépourvus de terre, qui s'augmentent de jour en jour de nouvelles recrues ? Ils sont hors de cause. Le mouvement coopératif ne les concerne pas.

Il est évident que dans ces circonstances, le paysan soit hors d'état de se libérer de ses dettes. Tout ce qu'il peut faire pour s'épargner d'être poursuivi au tribunal civil pour non-paiement par les prêteurs, c'est de payer l'intérêt annuel qui représente 10 0/0 de la dette totale du Pendjab.

Nous savons déjà que la valeur marchande de la production annuelle du paysan et le montant de sa dette sont à peu près égaux. L'intérêt annuel que le paysan doit payer au prêteur est donc de 10 0 0 du produit. Et ces conditions sont presque identiques dans toutes les provinces.

Pour nous résumer, nous constatons que le paysan doit céder, s'il est fermier :

53,3 0/0	de son produit	comme fermages.
5,3 0/0	—	— taxes et impositions.
8,2 0/0	—	— taxe d'irrigation et gabelle.
10, 0/0	—	pour l'intérêt annuel de sa dette au prêteur.

Total 76,8 0/0 de son produit.

et, s'il est propriétaire cultivant :

21,3 0/0	pour l'impôt foncier.
5,3 0/0	pour les taxes et impositions locales.
8,2 0/0	pour la taxe d'irrigation et la gabelle.
10, 0/0	pour l'intérêt annuel de sa dette au prêteur.

Total 44,8 0/0 de son produit.

Les chiffres ci-dessus ne comprennent naturellement pas la part du prêtre du village et les exactions illégales des agents du fisc et de l'amla du zamindar (receveur des fermages).

Le lecteur qui aura suivi notre raisonnement jusqu'ici n'estimera pas que nous exagérons en concluant que les grandes masses travailleuses de la population paysanne indienne constituent l'une des sections les plus infortunées de l'humanité.

Vera Austey déclare : « Le résultat, c'est qu'une grande partie de la terre indienne est cultivée par des paysans extrêmement pauvres et n'ayant pour vivre que le strict minimum indispensable (1). »

MM. Jathar et Beri écrivent : « Il (le paysan) ploie sous le lourd et fatigant fardeau de nombreuses charges et entraves, et l'on s'étonne qu'il continue à lutter pour l'existence et qu'il n'ait pas entièrement disparu (2). »

Comment le paysan réagit en présence de sa misère.

1° Dans la plupart des cas, il se résigne à son sort pitoyable. Il écoute le prêtre si la coopérative ne réussit pas à lui faire espérer une amélioration dans l'avenir.

2° Il émigre de sa région natale vers un autre point du pays. Environ

(1) L. c.

(2) BERI, vol. I, p. 230.

30 millions de paysans ont été inscrits lors du dernier recensement comme ayant quitté la région de leur naissance.

3° Il émigre. Le nombre des paysans indiens qui habitent hors de l'Inde dans différentes colonies anglaises est d'environ 3 millions. L'Afrique orientale, l'Australie et la Chine connaissent le paysan propriétaire de Rawalpindi, et il ne part guère de bateau de Bombay qui n'emporte un chauffeur de Gujar Khan à son bord (1). L'Amérique vient de fermer ses portes aux paysans indiens.

4° Il s'enrôle dans l'armée. Environ un demi-million de paysans furent recrutés dans le Pendjab pendant la guerre.

5° Il se fait dacoit (2). Ces derniers temps, le nombre des dacoits s'est considérablement accru dans les districts ruraux en raison de la crise agricole.

6° Il devient révolutionnaire, organise les Kisan Sabha, adhère aux organisations d'ouvriers et de paysans se proposant de renverser le système même qui lui dénie le droit de vivre. Mais le nationalisme essaie de limiter sa révolte. Il lui fait voir dans le maître étranger son principal adversaire, mais il lui demande de ne pas toucher aux droits sacrés du propriétaire indien et du prêteur indien.

La misère pousse le paysan contre ses exploiters. Et, dans les pages qui vont suivre, nous montrerons comment les frictions quotidiennes qui se produisent entre les deux catégories sociales : le paysan accablé par ses fermages et criblé de dettes, d'une part ; et de l'autre, le propriétaire exigeant et le prêteur rapace, prennent souvent un caractère de violence. Et comme, dans la majorité des cas, les paysans exploités, d'une part, et les propriétaires et prêteurs exploiters, de l'autre, suivent des religions différentes, nous montrerons comment ce conflit se manifeste comme un conflit hindou-musulman, autrement dit comme le conflit entre les Hindous et les Musulmans de l'Inde.

(1) DARLING, p. 78.

(2) Brigand.

CHAPITRE II. — 2^e PARTIE.

A. — Le paysan du Pendjab.

Sur une population totale de 25.101.060 habitants, il y a 12.619.613 paysans (recensement de 1921), pour la plupart petits propriétaires. Cependant, il y existe également de petits propriétaires non exploitants. Ils possèdent 48 acres ou plus. Leur nombre croit. C'est un phénomène dont nous avons parlé en étudiant le prêteur agriculteur.

D'après leur religion, les paysans (propriétaires ou fermiers) se répartissent comme suit : 3.978.167 hindous ; 6.513.838 musulmans (soit environ le double des hindous), et 2.067.703 sikhs, autrement dit, les paysans musulmans sont plus nombreux que les hindous et les sikhs réunis.

Les propriétaires sont au nombre de : 1.008.772, dont : 227.637 hindous ; 597.386 musulmans (plus du double des hindous), et 181.429 sikhs.

Les travailleurs agricoles dépourvus de terres sont au nombre de : 1.133.939, dont : 482.995 hindous ; 486.890 musulmans ; 101.094 sikhs ; 62.914 chrétiens.

La répartition est à peu près égale pour les travailleurs dépourvus de terres.

Les chiffres ci-dessus indiquent que la grande majorité des paysans sont musulmans, qui sont près de deux fois plus nombreux que les hindous, et que la majorité des propriétaires du Pendjab est composée de musulmans, qui sont près de deux fois plus nombreux que les hindous et même plus que les hindous et les sikhs réunis. Mais les propriétaires musulmans sont surtout localisés dans le Sud-Ouest du Pendjab, et tous leurs fermiers sont musulmans. D'autre part, au Pendjab, l'hostilité n'existe pas entre le paysan et le propriétaire, mais entre le paysan et le prêteur. Comme le lecteur a pu l'observer dans les pages qui précèdent, la population paysanne du Pendjab est la plus lourdement endettée de toutes. En outre, ce qui a contribué à aggraver le problème, c'est que les propriétaires musulmans sont endettés tout comme les paysans. Si l'endettement de la paysannerie est compréhensible, celle du

propriétaire musulman est due à son insatiable passion pour une vie de luxe.

A la page 66 nous avons montré que le paysan du Pendjab est plus lourdement endetté que celui des autres parties de l'Inde. Il faudrait qu'il travaille une année entière pour s'acquitter de sa dette, étant bien entendu que pendant ce temps, il devrait jeûner ainsi que sa famille, et refuser de satisfaire aux exigences des autres intermédiaires. Nous avons vu aussi qu'une petite fraction seulement (18 p. 100) des catégories supérieures de paysans du Pendjab sont exempts de dettes et que le reste non seulement est endetté, mais fortement gêné.

Dans le Pendjab, il y a environ 54.000 prêteurs, dont 35.000 sont des prêteurs professionnels, et 19.000 des agriculteurs, autrement dit des paysans riches ou de petits propriétaires qui font du prêt d'argent une occupation subsidiaire. Qu'ils soient professionnels ou agriculteurs, ils sont soit hindous, soit sikhs (les hindous prédominent). Très peu sont musulmans. « Leur religion interdisant aux musulmans de recevoir un intérêt, ils se font remarquer par la situation à peu près négligeable qu'ils occupent aujourd'hui dans la corporation bancaire. Bien qu'il leur soit impossible d'éviter le paiement de l'un à l'autre, ils n'ont pas adopté, en général, la profession de prêteur ou de banquier. Certains mahométans, faisant commerce de tissus ou d'épicerie, font occasionnellement des opérations de banque, mais très peu sont banquiers ou courtiers (1). »

Parlant de l'endettement de la population paysanne du Pendjab, Darling dit : « Il est une autre caractéristique à noter en ce qui concerne la dette au Pendjab. Si presque toute la somme a été avancée par des hindous ou des sikhs, qui ne sont, ni les uns ni les autres, empêchés par la religion d'accepter un intérêt, bien plus de la moitié a été contractée par des mahométans. Comme ils forment 57 p. 100 de la population rurale, les mahométans doivent au moins 78 crores, et si l'on tient compte du fait qu'ils sont généralement plus endettés que leurs voisins, le montant de leur dette excède probablement 80 crores » (La dette totale du Pendjab est de 135 crores).

Nous avons vu, à la page 68 qu'un peu plus d'un million d'acres de

(1) JAIN, p. 34.

terre (1.179.000) sont passés aux mains des prêteurs au cours du siècle dernier avant la promulgation du *Land Alienation Act*. La plus grande partie de ces terrains appartenait aux paysans musulmans.

Le prêteur n'est aimé nulle part, et l'hostilité contre lui au Pendjab est très vive.

Thorburn dit : « Shylock était un gentleman auprès de Nandlal Kirar (prêteur hindou). Si Shylock dépouillait les gentils, il était cependant un homme d'honneur. Nandlal n'en a pas, commercialement parlant. Son âpreté au gain, l'audacieuse effronterie avec laquelle il ajoute 50 p. 100 à une dette, appelle le total principal, oblige le débiteur à signer un engagement pour ce principal, avec intérêt à 36 0/0 l'an ou plus, un an ou deux après établit la balance, et cajole et poursuit son débiteur jusqu'à ce qu'il hypothèque à son nom une parcelle ancestrale de bonne terre ou son produit, étant bien entendu, sans que cela figure dans l'acte, que le débiteur doit continuer à le cultiver, ont entièrement aliéné la sympathie des fonctionnaires du district à l'égard des gens de sa profession. Ces rudes qualités commerciales le font craindre, haïr et mépriser par les classes agricoles (1). »

Cependant, la domination du prêteur a quelque peu fléchi depuis que ces lignes furent écrites. Mais il continue à être une personne méprisée et l'objet de la haine de la population paysanne.

En 1916, il y eut de nombreuses émeutes dans tout le pays. A Jhang, les paysans brûlèrent les maisons des prêteurs. Un avocat, qui résidait à ce moment à Jhang, m'a parlé de l'accroissement des révoltes paysannes dans cette région.

Mais la haine contre le prêteur villageois se communique aux villes avec lesquelles les paysans sont en contact constant, et se transforme en conflit indou-musulman.

Une rixe entre hindous et musulmans s'est produite à Dera-Ismaïl-Khan, le 14 août 1931. Elle avait eu pour origine une querelle entre un prêteur hindou et un musulman (paysan endetté). Plusieurs personnes furent tuées, 40 maisons furent pillées et 263 détruites par le feu. Ce

(1) DARLING, p. 181.

conflit confessionnel eut sa répercussion à Multan et à Karachi. Nous avons lu à ce sujet le télégramme suivant dans le *Times*, de Londres :

« Lahore, 14 août 1931. — La tension religieuse qui se manifestait depuis quelque temps à Dera-Ismail-Khan fut portée à son comble mercredi, où une altercation eut lieu entre un musulman et un prêteur hindou, qui aurait insulté le prophète. Une bataille générale entre les deux factions s'ensuivit, et, pendant que la police s'occupait de mettre fin à ces troubles, une partie de la ville fut pillée et des boutiques incendiées. En tout, 40 maisons furent pillées et 263 détruites par l'incendie. » L'allégation relative à l'insulte adressée au prophète est le résultat de la haine contre le prêteur rapace. Sans elle, le paysan musulman n'aurait pu appeler à son aide ses coreligionnaires.

Le prêteur a ses alliés dans les villes. Ils sont également hindous, puisque l'absence de mariages entre hindous et musulmans l'empêche d'avoir des parents musulmans. D'autre part, comme nous l'avons vu, le prêteur est en contact constant avec ses confrères des villes. Toute tentative pour affaiblir son emprise sur les paysans exploités s'est heurtée à une forte opposition des villes, et, comme le propriétaire musulman est également endetté, dans la plupart des cas, on aboutit à cette situation que la question du prêteur devient une question indou-musulmane, bien que sa solution doive être aussi heureuse pour le paysan hindou que pour le musulman.

Le 5 mars 1923, un musulman, Mian Ahmed Yar-khan, posait la question suivante au Conseil législatif du Pendjab : « Le Gouvernement voudrait-il étudier des mesures préventives convenables afin qu'aucune transaction par laquelle les prêteurs profitent de l'ignorance d'un zamin-dar pour inscrire dans sa hundi (promesse) une somme supérieure à celle réellement prêtée, faire des reçus d'une somme inférieure à celle réellement reçue, imposer des intérêts plus considérables sur les articles prêtés et des prix plus faibles sur les articles reçus que la valeur marchande actuelle, ne soit considérée comme valable que si elle a eu lieu devant une personne ou une organisation qualifiées (chef de village ou Panchayat-conseil de village) ? » L'Hon. Sardar Bahadur Sirdar Sundar Singh répondit : « Le Gouvernement n'envisage pas la mise en vigueur d'une

législation dans les conditions indiquées. » Il faut bien se rappeler que Sardar Sundar Singh est un sikh (et les prêteurs sont sikhs ou hindous), et un capitaliste propriétaire d'une sucrerie. A l'époque de l'interpellation, il était ministre. M. Maqbool Mahmud (musulman) présenta, en novembre 1924, une proposition de loi sur les prêteurs au Conseil législatif. Cette proposition avait pour but d'assurer l'enregistrement des noms des prêteurs et de les obliger à tenir des livres de comptes réguliers, faute de quoi ils seraient pénalisés. La proposition de loi fut repoussée. Non seulement elle rencontra l'opposition des membres hindous, mais le Gouvernement lui-même y fit des objections et prit le parti des prêteurs.

En 1925, soit un an plus tard, le même membre présenta une autre proposition de loi exigeant de tout prêteur du Pendjab la tenue de comptes réguliers dans la forme prescrite et la fourniture à l'emprunteur d'un memorandum détaillé de chacune des transactions ainsi que de comptes semestriels. A la fin, la proposition de loi fut adoptée à la majorité des voix après une discussion passionnée entre les membres — les musulmans appuyant la proposition et les hindous la combattant — sous le nouveau titre de *Punjab Regulation of accounts Bill of 1926*, mais elle fut repoussée par le Gouvernement.

Enfin, en 1929, après un débat prolongé marqué par l'expression des passions confessionnelles (autrement dit le conflit entre hindous et musulmans), le Conseil législatif du Pendjab adopta la proposition de loi (1).

Noter les mots : « passions confessionnelles ». Ils montrent encore comment une question purement économique peut se transformer en question religieuse.

Certains propriétaires musulmans, membres du Conseil législatif du Pendjab, soutinrent la proposition, parce que, comme nous l'avons dit, ils avaient tout à y gagner, étant eux-mêmes endettés.

Le *Regulation of Accounts Bill* du Pendjab n'a d'autre but que de mettre fin à un abus des prêteurs qui trompent leur clientèle illettrée. La loi les oblige à tenir des comptes réguliers et à envoyer à leurs débi-

(1) DARLING, p. 210.

teurs des relevés semestriels touchant leurs dettes. Mais le problème de l'endettement des paysans reste intact et, par conséquent aussi, la cause de l'évolution du conflit entre le prêteur hindou et le paysan musulman en un conflit indo-musulman.

En octobre 1932, une Conférence d'Unité fut convoquée à Allahabad par les chefs indiens en vue de créer l'unité entre les hindous et les musulmans. Un arrangement fut rédigé. L'une de ses clauses stipulait : « Aucune législation discriminatoire ne sera mise en vigueur au Pendjab. » Par législation discriminatoire, il faut entendre des mesures législatives dirigées contre l'une des communautés, hindoue ou musulmane. Commentant cette clause, M. Noon (chef religieux musulman) déclare : « Une autre clause de cet arrangement stipule qu'aucune législation discriminatoire ne sera mise en vigueur au Pendjab, ce qui signifie la disparition du *Land Alienation Act* et de toutes les autres mesures nécessaires pour la protection du pauvre. Elle implique également qu'il ne pourra être à l'avenir promulgué de loi pour contrôler l'audace des prêteurs. Même dans la plupart des pays européens, il existe des lois régissant les prêts d'argent, mais ceci a été refusé à tout jamais dans l'avenir au paysan (1). »

Ce langage est trop clair pour exiger des commentaires. Il en résulte que l'une des causes du conflit entre hindous et musulmans au Pendjab réside dans l'endettement des paysans, ou, en d'autres termes, c'est l'opposition de classe entre les prêteurs et la classe paysanne appauvrie qui se reflète dans le conflit entre hindous et musulmans.

Tout ce qui est vrai du Pendjab l'est également des autres parties de l'Inde. Dans le Bengale, il vient s'ajouter un autre facteur à celui du prêteur, mais aussi le zamindar (gros propriétaire) est hindou, tandis que le paysan est musulman.

CHAPITRE II. — 2^e PARTIE.

B. — Le Bengale.

« Le nombre total des propriétaires du Bengale leurs familles compris (2)

(1) *Eastern Times*, 23 novembre 1932.

(2) Cf. *Rapport sur le recensement du Bengale*, 1921.

est de 1.319.302, mais, sur ce chiffre, les hindous sont deux fois aussi nombreux que les musulmans (hindous : 855.916, mahométans : 452.151) et, à l'heure actuelle, tous les grands propriétaires sont hindous. A l'époque Mogole, il y avait un grand nombre de propriétaires hindous, mais il existait également un certain nombre de grands zamindars mahométans. Une à une, toutes les grandes familles mahométanes ont été dépossédées et souvent ont disparu.

« A Tippera (Bengale oriental), par exemple, les familles des zamindars musulmans de Serail, Baradarakht, Gangamanda, des Palika et Dollai Perganas, qui possédaient la moitié du district, ont perdu leurs terres au profit des hindous. Hymenabad seul reste et se désagrège rapidement. La même histoire se répète partout. La loi d'héritage musulmane qui prescrit la division égale entre héritiers en est en partie la cause, mais un grand nombre de mahométans ont perdu leurs terres au début de l'occupation britannique, car les hindous, plus rusés, ont rapidement tiré profit des maîtres qu'ils servaient en qualité de directeurs et d'agents, en tirant le meilleur parti de toutes les occasions. »

Si la majorité des propriétaires (les deux tiers environ) est composée d'hindous, il en va tout autrement chez les paysans. Les paysans musulmans sont près de deux fois plus nombreux que les paysans hindous. Sur un nombre total de 36.404.801 paysans (avec leurs dépendants), les musulmans sont 22.419.887 et les hindous 13.075.915. La proportion est encore plus forte dans le Bengale oriental où se trouvent plus de la moitié des musulmans.

Ici, les musulmans sont au nombre de 13.384.538, et les hindous de 5.452.855 (autrement dit les musulmans sont presque trois fois plus nombreux que les hindous), et comme la proportion des mahométans dans les villes est beaucoup plus faible, il est évident que presque tous vivent au village.

Dans le Bengale britannique, les fermes des paysans sont de 2 acres 2 en moyenne, ce qui ne peut occuper un homme plus de 150 jours par an (1).

(1) *Rapport sur le recensement*, p. 256.

C'est le domaine moyen le plus petit de toutes les provinces. Dans le Bengale oriental, où il y a à peu près trois fois plus de paysans mahométans que d'hindous, les fermes doivent être encore plus petites. La classe paysanne du Bengale doit entretenir toute une longue échelle de propriétaires -- souvent plus de douze superposés -- intermédiaires entre le Zamindar qui paye l'impôt au Gouvernement et le cultivateur réel (1).

C'est tout particulièrement le cas dans le Bakarganj (district du Bengale oriental). Le nombre des propriétaires s'est accru de 9 p. 100 en 1911 et 1921. Au cours de la période 1901-1911, l'accroissement avait été de 23 p. 100 (2).

L'augmentation du nombre des propriétaires indique le rétrécissement des domaines.

Le paysan bengali est le plus accablé de fermages de tous les paysans indiens. Voici un passage de *Government of India Revenue policy* où Lord Curzon est obligé d'avouer le sort pitoyable du paysan du Bengale (3).

« En ce qui concerne la situation des cultivateurs du Bengale, qui sont fermiers des propriétaires institués comme classe par le Gouvernement Britannique au siècle dernier, il y a encore moins de raisons de penser qu'avec le Permanent Settlement leur position a évolué vers un état de confort et de prospérité exceptionnels. C'est précisément parce que ce ne fut pas le cas, et que, loin d'être généreusement traité par les Zamindars, le cultivateur bengali était écrasé par les loyers, appauvri et opprimé, que le Gouvernement de l'Inde s'est senti obligé d'intervenir en sa faveur et, par une série de mesures législatives, commençant par le Bengal Tenancy Act de 1859, et aboutissant à la loi de 1885, de le placer dans une situation plus sûre, dont il bénéficie actuellement. »

Depuis que les lignes ci-dessus furent écrites, il s'est produit peu de changement. Dans son livre, publié tout récemment, M. Sarkar dit (p 75) :

« Dans l'Inde, le fermage était établi par la coutume (et non

(1) Rapport sur le recensement.

(2) Rapport sur le recensement.

(3) *Government of India Revenue policy*, p. 6.

par la compétition entre les ryots) à l'époque pré-britannique, ainsi que pendant près de deux générations après le Permanent Settlement, en partie pour la même raison, mais surtout à cause du peu de densité de la population. A ces époques troublées, un propriétaire avait souvent besoin de recourir à ses sujets pour le défendre ; il avait donc intérêt à avoir un groupe nombreux et puissant de fermiers. Beaucoup de bonnes terres restaient incultes et les propriétaires rivalisaient entre eux pour attirer les cultivateurs. Mais, au cours des cinquante dernières années, l'accroissement de la population a fait naître la situation opposée, et nous voyons maintenant des paysans mourir de faim se disputer la terre et offrir des fermages écrasants pour s'assurer simplement les moyens de vivre. »

Indépendamment de son fermage, le paysan bengali doit verser une partie de son produit au receveur des fermages, mal payé par le zamindar et qui vit, en général, des sommes extorquées aux paysans.

Le nombre des agents des propriétaires est de 133.175, parmi lesquels les hindous sont cinq fois plus nombreux que les musulmans (110.579 hindous contre seulement 22.356 musulmans).

Dans le Bengale oriental, où il n'y a pratiquement pas de zamindars musulmans, il est évident que les receveurs des fermages sont également hindous. Il est rare, en effet, qu'un hindou emploie un agent musulman.

Dans la majorité des cas, dans cette région, les petits propriétaires n'ont pas recours à des receveurs ; ils perçoivent leurs fermages eux-mêmes (1).

Comme celui des autres provinces, le paysan du Bengale est endetté. La dette moyenne par famille paysanne est de 160 roupies. Les prêteurs sont hindous (2).

D'ailleurs, souvent les propriétaires exercent en même temps la profession de prêteurs. Par suite, les paysans du Bengale oriental étant musulmans et les prêteurs et propriétaires hindous, cette coïncidence des différences de religion dans les camps opposés est loin d'être heureuse.

(1) *Rapport sur le recensement*, 1921, vol. 1, p. 243.

(2) MARWARI et CHETTI, p. 267. JATHAR et BERI.

1° L'oppression et l'exploitation font naître la haine, et la haine se résout en luttes violentes de la part des opprimés cherchant à se libérer ; jusqu'à ce qu'arrive le moment historique fatal à l'exploiteur règne un état de tension accompagné de conflits violents. Écrasé sous le poids des fermages, disgrâcié, expulsé de sa ferme, le paysan attend souvent le jour où il pourra donner cours à ses sentiments et se venger de cet homme qu'il considère comme la cause de ses souffrances. S'il arrive qu'il ait été le propriétaire de la terre qu'il cultive maintenant comme simple fermier du maître qui l'a dépossédé pour le paiement d'une dette héritée, ou d'une dette contractée par lui, la haine contre l'adversaire s'en trouve encore accentuée.

2° Si les deux classes opposées pratiquent la même religion, cette dernière vient en aide à la classe exploitante :

« Résigne-toi, c'est la volonté du bon Dieu. » Pendant quelque temps, l'exploité écoute ce saint oracle. Mais le désir de vivre est plus fort que l'innocent appel du prêtre, la conscience de l'exploité s'éveille et il se produit une explosion. Ceci explique pourquoi il y a moins de conflits dans la population lorsque le paysan et le propriétaire ou le prêteur vont au même temple, ou s'assemblent dans la même mosquée.

3° Au contraire, lorsque l'exploiteur et les classes exploitées se trouvent dans des camps religieux différents, la situation change du tout au tout. Dans ce cas, les deux parties font journellement appel à leurs coreligionnaires respectifs, et la querelle prend une tournure religieuse. La foi en la vérité unique de sa religion, la dénonciation des autres, rendent plus bruyant l'appel de l'estomac et font paraître les souffrances plus aiguës et plus insupportables. Les exploités sanctifient leur bataille par des cris de guerre religieux. C'est ce qui explique pourquoi dans l'Inde, où la différence de classes coïncide avec la différence de religion, les conflits sont si fréquents et prennent une tournure religieuse, se transforment en émeute confessionnelle.

4° Les liens du sang, de tribu ou de race servent souvent à masquer pour quelque temps l'oppression. C'est le cas dans les villages collectifs de famille du Pendjab et du Baluchistan où les zamindars et les fermiers appartiennent à la même tribu.

Dans l'Inde, les mariages mixtes entre hindous et musulmans n'existent pas (de même qu'en Europe, les catholiques ne peuvent épouser les non-catholiques).

En conséquence, il n'y a entre eux aucun lien de sang. Sans doute, la majorité des musulmans sont des hindous convertis. Mais en quittant l'hindouisme, ils ont abandonné en même temps leurs parents.

Le conflit entre hindous et mahométans dans les villages a ses répercussions dans les villes, villes et villages étant en contact perpétuel.

Parlant des ouvriers des villes, la Royal Commission on Labour dit : « Un grand nombre ont encore des membres de leurs familles au village, et ces derniers peuvent tirer leur revenu de travaux agricoles. Il arrive que des membres de la même famille se relèvent successivement dans les emplois de l'usine. Même lorsque les ouvriers habitent avec leurs familles dans la région des usines, la plupart d'entre eux considèrent un certain village comme leur pays, et font tout leur possible pour maintenir le contact avec lui. » Aussi, lorsque l'on pense que les propriétaires résident dans les villes, on comprend pourquoi, à Chittagong (ville du Bengale oriental), les conflits religieux entre hindous et musulmans se produisent si souvent. Il y a évidemment encore, dans le cas des villes, d'autres éléments dont nous parlerons plus loin au cours de notre analyse.

Dans les Provinces Unies, la situation est dans certaines régions l'inverse de celle du Bengale.

Sur une population totale de 46.510.668 habitants, 6.724.967 seulement sont musulmans, et les autres sont pour la plupart des hindous.

Les paysans et leurs dépendants sont au nombre de 34.733.710, sur lesquels 2.390.891 seulement sont musulmans et les autres surtout hindous. Le nombre total des propriétaires est de 818.437, dont un quart, soit 225.734, sont musulmans, les autres étant hindous.

Nous voyons que les propriétaires sont surtout hindous dans l'ensemble des provinces. Il arrive que, dans certains cas, des propriétaires musulmans aient des fermiers hindous, et, dans d'autres, les deux.

C'est le premier cas qui est le plus général à Oude, où les Taalukdars (ou grands propriétaires) sont pour la plupart des musulmans, et le

second, dans la partie ouest de la province, à Amroha, par exemple (localité dans le voisinage du district d'Aligarh). Ici, les paysans sont hindous et musulmans, mais les propriétaires sont des musulmans.

Nous avons déjà observé que lorsque les camps antagonistes du village pratiquent la même religion, cette dernière aide dans une large mesure à pacifier le paysan en révolte contre le propriétaire, son coreligionnaire. Il peut même arriver qu'il y ait des liens de sang entre les deux. Et lorsque ces deux facteurs ne viennent pas en aide au propriétaire, la révolte du paysan ne perd pas son caractère économique réel. Ce n'est que dans le cas opposé qu'elle prend une tournure religieuse.

Dans le village de Rhatvaria (district d'Allahabad), un propriétaire musulman, Zavad Mian allait percevoir ses fermages de ses fermiers hindous. Les paysans refusèrent de payer et attaquèrent le propriétaire et ses domestiques.

Le propriétaire fit feu de son revolver. Il fut attaqué par les villageois, tous hindous, et tué avec ses six hommes. Tout récemment, le tribunal vient de condamner à la déportation à vie quarante-cinq paysans accusés du meurtre. L'affaire ici est purement économique. Un propriétaire rapace, d'un côté, et les paysans surtaxés de l'autre. Il en est encore résulté une affaire indo-musulmane, et *l'Inqilab*, commentant la décision du juge, dit : « Nous avons rendu les hindous du Congrès responsables de ce terrible événement lorsqu'il s'est produit » (*Inqilab*, 13 janvier 1933).

CHAPITRE II. — 2^e PARTIE.

C. — Cachemire.

Prenons un autre exemple : dans un État, afin de montrer comment l'antagonisme des classes se manifeste sous la forme d'un conflit religieux entre hindous et musulmans.

Dans les États, les paysans vivent dans une situation bien plus mauvaise que dans l'Inde britannique, et nous donnons plus loin des lignes de Briggs qui l'attestent. Reconnaissons, d'ailleurs, que, depuis très peu

de temps, l'attitude britannique envers les États s'est modifiée ; elle n'est plus orientée vers la perspective d'une annexion, car il est devenu, maintenant, plus aisé de gouverner par l'intermédiaire des princes qui, songeant à leur sécurité personnelle, sont disposés à aider la Grande-Bretagne à résister au mouvement d'émancipation national, mouvement qui, tendant à démocratiser les institutions de l'Inde anglaise tout entière, gagne aussi les États, où il met en péril la tranquillité des princes. La politique suivie par l'Angleterre dans les États n'est donc plus tournée vers l'idée de l'annexion. Cette réflexion faite, certains passages de Briggs demeurent très intéressants. Il dit :

« Supposons un instant qu'il y ait un prince vertueux à Haïderabad. Mysore, Nagpour, ou, dans l'Inde centrale. Supposons qu'il soit résolu à réformer les abus des gouvernements modernes et à revenir aux lois de ses ancêtres, à ce bon vieux temps où le roi ne demandait que le douzième, le dixième, le huitième, ou même le sixième du produit.

« Supposons que ce prince reste fidèle à ce système pendant vingt ou trente ans, ou pendant toute période suffisante pour inspirer confiance à ses voisins, et supposons maintenant que nous nous trouvions entraînés dans une guerre avec lui, allié peut-être à d'autres personnes poursuivant le même plan. N'est-il pas probable que nos propres sujets désireraient être placés sous son autorité en vue de récolter les mêmes avantages ? Que deviendrait alors la fidélité de notre armée indigène ? Nous faisons cette supposition pour montrer seulement que notre empire dans l'Inde ne dépend que des avantages que nous pouvons assurer à nos sujets par rapport aux États indigènes.

« Nous ne nous rappelons pas suffisamment cela. Nous agissons comme si notre puissance était fondée sur une base surnaturelle qu'aucun événement humain ne puisse ébranler, mais, en réalité, toute notre force réside dans le contraste que fait notre Gouvernement avec la tyrannie de nos voisins. Nous avons plus de raisons de redouter la proximité de puissances bonnes et vertueuses que celle de surnois, si puissantes fussent-elles. La domination sage et douce de Nana Farnevis a résisté à notre puissance pendant huit ans, et nous n'avons rencontré que défaites dans la longue guerre menée contre lui de 1775 à 1784, tandis qu'en moins

de huit mois, le même État, aux mains de *Baji Rao*, prince impopulaire et sans principes, fut soumis, et la grande coalition formée contre nous fut dissoute. Huit petits mois suffirent, je l'ai dit, pour le chasser de son pays et de ses sujets, qui nous reçurent à bras ouverts. »

L'État de Cachemire est l'un des deux principaux États indigènes de l'Inde (l'autre étant Haïderabad). Il se compose de trois provinces : Cachemire proprement dit, Jamnn et Ladakh. Il fait partie du royaume de Ranjit Singh. Après la seconde guerre des sikhs, en 1846, où le Pendjab perdit son indépendance et tomba sous la domination britannique, le Cachemire fut donné à Gulab Singh, qui avait trahi la cause de son pays et avait aidé l'Angleterre. Il paya à l'Angleterre 1.500.000 L. st. pour les territoires et les habitants du Cachemire.

Les habitants du Cachemire sont en majorité musulmans. Sur une population totale de 3.320.518, il y en a 2.548.514, soit 76 p. 100.

Les hindous sont au nombre de 693.770 et les bouddhistes de 37.635.

La classe paysanne du Cachemire est presque purement mahométane. Les propriétaires sont presque tous pandits. Dans tout l'État, le nombre des propriétaires de religion musulmane est presque trois fois moindre que celui des propriétaires hindous. Sur le total de propriétaires inscrits au recensement, 7.802 étaient hindous, et 4.394 musulmans.

Il en résulte que le nombre des propriétaires musulmans est insignifiant dans le Cachemire ; d'autre part ce ne sont généralement pas de gros propriétaires. Les paysans de la province de Cachemire, en particulier, et de tout l'état de Cachemire en général ont mené longtemps une vie pitoyable. Non seulement il y avait des exactions de toute sorte, mais les gens étaient traités jusque tout récemment comme de simples bêtes de somme. « Ils vivaient sous une sorte de *Begar* régime arbitraire où tout fonctionnaire était autorisé à requérir de la main-d'œuvre ou des marchandises gratuitement dans les villages. N'ayant aucune sécurité de propriété assurée, les habitants n'avaient rien qui pût stimuler leur effort, et avec l'absence de toute sécurité d'existence, il ne leur restait plus rien de l'indépendance des hommes libres ».

Mais un décret récent du rajah a condamné cet abus. Le passage ci-dessus est emprunté à l'*Encyclopaedia Britannica* : mais il

semble bien pourtant que les abus disparus jusqu'à présent sont fort peu nombreux. L'auteur a rencontré un témoin de ce qui se passe dans le pays.

Bien que l'impôt d'État soit égal au tiers du produit de la récolte, cette limite est rarement observée par les propriétaires.

Jacquemont, que nous avons déjà présenté au lecteur en parlant de l'industrie des châles, déclare au sujet du sort misérable des paysans du Cachemire (il faut se rappeler qu'il parlait des paysans de la province de Cachemire, parce que au temps de Ranjit Singh (à l'époque où il visita le pays) le Jammu n'était pas encore une dépendance de Cachemire) (1) :

« Les fermiers généraux ont plusieurs agents dans chaque Pergonnah de leurs recettes, et dans chaque village, dans chaque hameau un agent de rang le plus humble. C'est toujours un *scribe hindou ou Pundette* (2).

« Cet homme mange une poule tous les jours, aux frais de ses administrés, qui en élèvent beaucoup mais n'en mangent guère. Il saisit tous leurs produits, leur laissant le strict nécessaire pour subsister, souvent moins que le nécessaire. Ce caractère est abominable. Il est exécré des paysans qui sont tous musulmans. Chaque année, poussés au désespoir, les habitants de chaque village se défont de leur Pundette et s'enfuient. On pend tous ceux que l'on saisit, et l'on détruit entièrement le village. Tuer un Pundette, c'est aux yeux des sikhs une aussi grande abomination presque que de tuer un bœuf. Le détail de comptabilité est immense. Chacun des fermiers Gunoche comme Gunoche Pundette entretient à la ville une armée de commis occupés du matin au soir à tenir les écritures de la ferme. »

Le lecteur sera peut-être étonné d'apprendre que depuis que Jacquemont écrivit les lignes ci-dessus, autrement dit depuis un demi-siècle, il n'y a pas eu de changement appréciable dans la situation des paysans. Mais au cours de cette période, la classe paysanne de cette région, qui était réputée dans le reste de l'Inde pour sa lâcheté, résultat de son exploitation et de son oppression, est devenue consciente.

En 1921, les paysans de la province de Cachemire se sont soulevés, et

(1) JACQUEMONT, vol. III, p. 233.

(2) Pandit.

(à l'étonnement général) attaquèrent les propriétaires et prêteurs hindous, et brûlèrent leurs maisons, et l'État dut faire intervenir ses troupes ; en vain, d'ailleurs. Les troupes britanniques vinrent à l'aide du Maharaja, et « l'ordre » fut rétabli. La rébellion des paysans n'avait rien à voir avec la religion. Un conflit de classes, entre les paysans opprimés et surtaxés, et le propriétaire exploiteur, avait dégénéré en conflit entre hindous et musulmans, en question de fanatisme religieux.

Au sujet de cette rébellion paysanne dans le Cachemire. le *Times* de Londrès, écrit (3 nov. 1931, p. 8) :

« Un autre élément du problème, c'est le prêteur. Malgré la progression du mouvement coopératif, un nombre très considérable de paysans est encore tributaire de cette source indésirable de crédit et est constamment endetté. Assailli par les créances et l'adversité, excité par des conseillers irréfléchis, le peuple est dans bien des cas devenu violent, a défié les percepteurs des taxes, mis à sac les maisons des usuriers, frappé et même assassiné le propriétaire. »

Or, quel sera le résultat de toute cette rébellion où plus d'un être humain a perdu la vie ? Adoucira-t-elle le sort de la classe paysanne, ou sera-t-elle utilisée par les parties intéressées pour en tirer parti ?

CHAPITRE II. — 2^e PARTIE.

D. — Alwar.

LE CONFLIT INDO-MUSULMAN ET L'ÉTAT D'ALWAR

Un autre exemple de la façon dont un conflit de classe entre les exploiters et les exploités devient un conflit indo-musulman a été fourni tout récemment par l'état d'Alwar. C'est un tout petit état d'une superficie de 3 141 milles carrés. Il appartient à un Rajah hindou dont les ancêtres firent cause commune avec les Anglais contre les Mahrattas. Sa population est de 707.154 habitants (1921) et se compose surtout de paysans lourdement taxés.

Il arrive quelquefois que le rajah lève l'impôt trois ans en avance pour

se construire des palais, alors que son peuple vit dans des huttes, et les agents du fisc, qui sont presque tous hindous tirent le maximum de leur profession. En outre, il y a le prêteur, qui est également hindou.

La paysannerie est mixte, hindous et musulmans. Elle tient ses terres, soit directement de l'État comme propriétaires cultivants et paye l'impôt foncier, soit des propriétaires, tous hindous, et paye les fermages.

Les impôts et les fermages payés par les paysans d'Alwar sont bien plus élevés que ceux payés par les paysans du territoire britannique. Indépendamment de l'impôt ou du fermage, les paysans sont obligés de payer les taxes de pâturage s'ils vivent dans le voisinage d'une chasse ou d'une forêt, et que leurs bestiaux y paissent ou non, d'ailleurs. Les taxes de pâturage sont lourdes : elles varient de 1 à 4 roupies par tête de bétail.

Les propriétaires relèvent les fermages autant qu'il leur plaît si les prix du marché s'élèvent. Au contraire, si les prix baissent, les loyers ne changent pas. En outre, il faut citer les exactions des agents du fisc ou des agents des propriétaires. Pour payer ces taxes illégales, certains paysans sont obligés de voler ou d'emprunter.

Le rajah est le propriétaire de la terre ; il en affecte les revenus aux rajput hindous, et, comme ces bénéficiaires changent, les paysans passent d'un maître à l'autre comme des moutons. Le nouveau maître fixe son fermage à sa guise, et fait payer les paysans.

Il y a sept ans, il s'est produit des démonstrations contre les taxations exagérées. C'est ce que l'on a appelé la rébellion de Nemoochina. Les chefs de ces démonstrations étaient les propriétaires cultivants hindous. Le mouvement échoua, mais la cause du conflit est restée intacte.

L'an dernier, environ 2.000 paysans d'Alwar, tous musulmans, émigrèrent vers Delhi pour protester contre l'excès des impôts.

La question des paysans émigrants fit l'objet de discussions dans la presse indienne. Au lieu de présenter la question comme un conflit entre les paysans et les propriétaires, la presse se divisa. Les journaux hindous soutinrent les autorités de l'État, tandis que les musulmans défendaient la cause des émigrants. Les autorités de l'État ne modifièrent point leur politique fiscale.

Il y a environ un mois, les paysans d'Alwar refusèrent de payer leur impôt « s'il n'était pas réduit au niveau de celui payé dans le territoire britannique limitrophe ». Le refus de payer les taxes se transforma en révolte ouverte. Des boutiques furent pillées et des prêteurs (hindous) furent assassinés. La révolte prit un caractère religieux. Des temples furent profanés, et des idoles détruites. Des troupes de l'État envoyées pour réprimer la révolte furent vaincues par les paysans. Les renforts expédiés tuèrent plus de 100 paysans (d'après certains, il y eut environ 250 morts). Les troupes britanniques entrèrent sur le territoire de l'État et rétablirent « l'ordre ». Un fonctionnaire britannique est nommé chef de l'Administration des Finances.

Nous reproduisons ci-dessous le télégramme du *Times* (1) :

« Il y aurait 80.000 Meos (membres d'une tribu musulmane des plus puissantes) en révolte contre l'état d'Alwar où le refus des villageois Meo de payer les taxes à l'État jusqu'à ce que leurs griefs aient été entendus semble avoir dégénéré en attaques contre les prêteurs et cultivateurs hindous qui ne sympathisent pas avec leur agitation.

« Le centre des troubles est Govindgarh, sur les collines, à 20 milles de la ville d'Alwar. Il paraît que depuis jeudi des vingtaines de maisons de Govindgarh ont été brûlées, et leurs propriétés valant 10.000 L. st. ont été pillées, les victimes étant surtout des Mahajans (prêteurs hindous) qui, les sociétés coopératives n'existant pas dans l'état d'Alwar, constituent les seuls intermédiaires financiers. Dans les districts de Tyara et de Ramgarh, sévissent aussi les pillages et les incendies.

« Le Darbar de l'État possédait 500 hommes de troupes dans la région, mais on sait que toutes les forces de l'État disponibles sont insuffisantes. Les difficultés se trouvent accrues du fait que, dans la mesure du possible, les Meos coupent les communications.

« Par exemple, six camions de troupes revenant hier de Govindgarh avec des soldats grièvement blessés et des prisonniers trouva vingt milles de routes barrées de troncs d'arbres et défoncées. Le retrait temporaire de ces troupes fit renaître les pillages. Des fusils de fabrication locale, des épées, des hachettes et des leviers ont été saisis par les troupes sur des

(1) *Times*, lundi 9 janvier 1933.

Meos, qui, confiants dans leur supériorité numérique et leur excellente organisation, n'hésitent pas à livrer aux troupes une guerre de guérillas. »

« Le 10 janvier 1933.

« Un détachement des Kumoon Rifles, un détachement de même force à peu près (400 hommes) du Central Indian Horse, et une section du Royal Tank Corps seraient en partie campés à Forozepurjhirka, ou en route vers Alwar. Les Meos (musulmans) ont 7 morts et 6 blessés. Plus de 80 Meos tués. Ils ont décidé d'émigrer vers l'Inde britannique. »

Dans l'intervalle, les Meos avaient brisé l'idole dans le temple de Shiva (1), déchiré le Ramayana (l'un des livres sacrés) et attaché un prêtre la tête en bas à un arbre. Le rapport du Durbar conclut à une agitation extérieure.

Voici à ce sujet la traduction d'un article d'un journal musulman :

« Il est extrêmement regrettable que la presse hindoue, de même que dans le cas du Cachemire, ne veuille pas voir les moyens d'améliorer la situation à Alwar. Au lieu de désirer une amélioration de la situation, il semble qu'ils (les journaux hindous) cherchent à rendre les choses encore pires. Ils veulent, semble-t-il, que les autorités de l'État emploient la force impitoyablement contre les musulmans pour les écraser... Dans le cas du Cachemire également, les hindous avaient donné le même conseil à la cour du Cachemire et aux autorités de l'État. Les mêmes hindous protestent contre toute espèce de répression gouvernementale dans l'Inde britannique, mais lorsqu'il s'agit d'un état hindou et de ses sujets musulmans, la répression leur apparaît une chose nécessaire et ils la préconisent nuit et jour. Inutile de se plaindre de cette attitude de la presse hindoue : ce serait en vain. Et l'attitude hostile des hindous est devenue depuis longtemps irrémédiable. Mais la politique de répression a-t-elle jamais réussi ? »

« La seule chose à faire dans ce cas est de faire disparaître les réels griefs des (paysans) le plus tôt possible. Les sujets de l'État doivent être débarrassés bientôt de toutes leurs souffrances dues à l'impôt. »

(1) La presse indigène dément que l'idole ait été brisée et le Ramayana profané.

CHAPITRE III

LES INTELLECTUELS INDIENS

Le xvi^e siècle vit la renaissance des études dans l'Hindoustan sous le règne d'Akbar le Grand.

Ce monarque, dont le règne constitue l'une des pages les plus brillantes de l'histoire de l'Inde, non seulement encouragea (comme nous l'avons vu) l'industrie, mais encore n'épargna aucune peine pour développer l'activité intellectuelle de ses compatriotes.

Sa capitale fut la résidence d'écrivains, poètes, historiens, philosophes, peintres, musiciens et chanteurs de son temps.

Il constitua sa fameuse *Ibâdat Khana*, sorte d'Académie des Sciences où il invitait les docteurs, gens de loi, théologiens (Sunnis, Shias, Brahmanes, Jains, Bouddhistes, Charbaks, Chrétiens, Juifs, Zoroastriens, etc.), à participer en sa présence à des discussions sur de profondes questions scientifiques, les curiosités de l'histoire, les merveilles de la nature. Il récompensait ceux que l'Assemblée déclarait les plus dignes en leur donnant des poignées d'ashrafis et de roupies. Ceux qui participaient aux discussions, mais ne parvenaient point à convaincre l'assistance recevaient également des sommes d'argent par poignées le vendredi matin. Les discussions duraient parfois jusqu'au delà de minuit, et parfois jusqu'au matin, où l'Assemblée était dissoute par l'Empereur, son président.

Il ressuscita la littérature sanscrite, ordonna la traduction de plusieurs ouvrages sanscrits en persan et en hindoustani, par exemple : *Ramayana*

Mahabharata, *Atharvavéda*, *Saïlavati*, *Tajik* (traité d'astronomie), *Harivansa* et *Pantchatantra*, etc., etc. (1).

Un grand nombre d'ouvrages arabes furent également traduits en hindoustani et en persan, par exemple, le *Majma ul Buldan* (ouvrage géographique en arabe).

L'Empereur était un grand amateur de livres. Il possédait une importante bibliothèque d'auteurs connus de son temps. Feizi, seul, avait environ 4.600 volumes. Certains d'entre eux étaient magnifiquement copiés avec un soin et à des frais extravagants. Dans le nombre, il y avait des ouvrages de médecine, astrologie, musique, philologie, philosophie, astronomie, géométrie, traditions, théologie et droit. A la mort de Feizi, ses livres furent transférés dans la bibliothèque de l'Empereur. Les volumes de la bibliothèque étaient bien disposés et classés. Des artistes ingénieux étaient employés pour orner la marge des livres et les bâtiments de la bibliothèque étaient l'objet de grands soins.

Les plus éminents poètes et savants du règne d'Akbar furent :

- 1^o Amir Mir Taqi Chérifi ; 2^o Mulla Sayad Samarqandi ;
- 3^o Cheik Abul Fazal ; 4^o Mulla Ala ud Din Hindi ;
- 5^o Mulla Siddiq Halvai ; 6^o Mirza Mufliis ; 7^o Hafiz Tashkandi ;
- 8^o Mulla Abul Sultanpuri ; 9^o Cheih Abul Nabi Dehlvi ;
- 10^o Qazi Jalal ud Din Hindi, etc., etc.

Les historiens citent encore 85 autres noms.

En ce qui concerne les beaux-arts, Akbar établit une galerie de peinture pour que les peintres puissent se réunir et se consacrer à leur art. Toutes les semaines, ses daroghas ou gardiens lui apportaient les travaux de chaque artiste, et il les récompensait en leur donnant des primes et une augmentation de leurs salaires.

Mir Sayyad Ali Tabrizi, Khaja Abdul Samad, Deswant, Basawan Kesu Lal et une douzaine d'autres peintres bien connus étaient attachés à sa cour.

La musique reçut un encouragement spécial sous le règne d'Akbar. Le chanteur Mian Tansen, au renom mondial, dont la tombe est un lieu de

(1) Cf. NARINDRA NATH LAW, *Promotion of Learning in India*, p. 147-150.

pèlerinage pour tous les musiciens indiens, était un chanteur à la cour d'Akbar. Outre lui, il y avait une vingtaine de chanteurs à la cour.

Akbar n'encourageait pas seulement le chant, mais aussi la musique. Il y avait à sa cour treize musiciens jouant d'instruments différents.

Akbar développa l'art de la calligraphie, si nécessaire pour les manuscrits. Il améliora le système d'éducation publique de l'Hindoustan et ouvrit des écoles et des collèges. Abulfazl tire orgueil du fait : « Toutes les nations civilisées ont des écoles pour l'éducation de la jeunesse, mais l'Hindoustan est particulièrement fameux par ses séminaires (1). »

On y enseignait les matières suivantes : morale, arithmétique, comptabilité, agriculture, géométrie, économie politique, art de gouverner, physique, logique, philosophie naturelle, mathématiques pures, enseignement religieux et histoire. Un grand collège fut fondé par Akbar à Fatehpur Sikri, dans les collines, comme peu en ont vu à Agra, il y avait plusieurs médressés où venaient enseigner des professeurs étrangers.

En outre, il y avait un système d'études supérieures poursuivies par les étudiants au domicile des savants et sous leur direction. Tous les collèges et écoles avaient leurs fonds, soit fournis directement par le Trésor, soit octroyés sous la forme d'impôts spécialement affectés à eux.

Les savants recevaient des traitements et une rémunération généreuse de l'État, et ils ne demandaient aucune sorte de droits aux étudiants qui habitaient chez eux et bénéficiaient d'une pension gratuite.

L'exemple d'Akbar fut suivi par les nobles et les gens riches des classes moyennes. Ces derniers rivalisaient dans la fondation de collèges et d'écoles et dans l'octroi de faveurs aux savants.

Djehangir suivit les traces de son père. Mais il s'intéressait surtout à la peinture.

Son nom est resté attaché à un règlement qu'il promulgua dans toutes ses possessions, et en vertu duquel les biens de tout voyageur aisé et riche qui mourait sans laisser d'héritier seraient utilisés pour construire et réparer les écoles. Il semble que Djehangir ait introduit à l'époque l'enseignement professionnel, car *les habitants d'Agra se distinguent dans l'acquisition des métiers* et la recherche de la science.

(1) Cf. LAW, p. 161.

Djehangir était un grand collectionneur de livres, et il continua à enrichir le trésor d'Akbar, en y apportant ses collections antérieures. M. Martin dit : « Les collectionneurs se plaignent des prix qui leur sont demandés pour des manuscrits persans, et cependant les plus élevés que l'on paye actuellement sont faibles en comparaison des sommes qu'ils ont coûté à leurs anciens possesseurs. Le manuscrit pour lequel Djehangir versa 3.000 roupies d'or — soit 10.000 livres sterling — n'atteindrait pas 2.000 livres à une vente à Paris de nos jours. Il résulte de calculs que j'ai faits, que des miniatures de Behzad (le fameux peintre persan) valaient des centaines de livres chacune, et que certains de ses manuscrits valaient dix fois plus qu'aujourd'hui. Il y a quelques dizaines d'années, lorsqu'il existait des bibliophiles en Orient, on y payait des prix plus élevés qu'actuellement à Londres ou à Paris. Au cours des siècles suivants, le même engouement pour les vieux livres persista, et on les paya à des prix ridicules, aussi élevés en proportion que ceux que payent les Américains de nos jours pour des Rembrandt et des Van Dyck (1). »

Mais Djehangir encouragea spécialement la peinture. Le plus grand peintre de son temps fut Abul Hasan, qui offrit à l'Empereur un tableau de sa cour. Les peintres indiens étonnèrent Sir Thomas Roe, en faisant six reproductions d'un tableau qu'il avait offert à l'Empereur. Il lui fut difficile de distinguer l'original des reproductions.

Shah Djehan, qui succéda à Djehangir, fonda un collège impérial à Delhi. Il favorisa la musique, étant lui-même chanteur. Il encouragea l'architecture. Le Taj Mahal, construit par lui, reste un témoignage impérisable de son goût architectural.

Aurangzeb encouragea l'agriculture, fonda d'innombrables collèges et écoles. Pendant son règne, l'éducation tomba un peu sous l'influence du clergé. Les historiens anglais insistent tout spécialement sur sa « bigoterie ». Qu'il ait été un musulman orthodoxe, cela ne fait pas de doute. Il menait une vie très simple. Il n'utilisait pas les impôts de l'État pour couvrir ses dépenses personnelles. Il vivait du produit de la vente du Coran, transcrit par lui-même. Au moment de sa mort, il restait 305 rou-

(1) *Masters' Miniature Painting and Painters of Persia, India and Turkey*, vol. I, p. 58.

pies dans sa bourse. Il encouragea l'Islam, mais cela ne signifie pas qu'il persécuta les autres religions. S'il combattit les Mahrattas, qui étaient hindous, il disputa également par les armes le pouvoir à ses propres frères.

Au cours du règne de Mohammed Shah, c'est l'astronomie qui reçut un encouragement particulier. Mohammed Shah construisit des observatoires à Jaipour, Ujjain, Muttra, Bénarès et Delhi. D'après les observations qui y furent faites, furent établies par Mirza Khair Ullah et Cheik Mohammed Muhaddes, sous la direction de Jai Singh, les tables astronomiques connues sous le nom de « Mohammed Shahi ». A l'observatoire de Delhi existe un grand cadran équatorial qui, en raison de sa précision et de sa grandeur, fut appelé Samrat Jantra par Jai Singh lui-même.

Mais l'Hindoustan subit pendant son règne le plus irréparable dommage du fait de la perte de la bibliothèque impériale. Elle fut emportée par Nadir Shah, qui ravagea l'Inde sous le règne de Mohammed Shah. Par une ironie du sort, certains des livres précieux qu'elle contenait furent vendus par la suite en Perse à des prix ridiculement bas.

La perte de la bibliothèque impériale porta un coup sévère aux arts et aux sciences. Les hommes d'étude furent privés de plus d'un manuscrit rare. Il semble que Mohammed Shah ait tenté de reconstituer une collection de livres, mais tout ce qui avait été accumulé au prix de millions d'ashrafis au cours des deux derniers siècles ne pouvait être recréé dans son règne de quelques années, d'autant plus que son Trésor était saigné à blanc par Nadir et ses officiers Kizilbash.

Au milieu du xviii^e siècle, les institutions d'éducation fondées par Akbar et développées par ses successeurs subirent une décadence rapide. Le système n'était pas idéal.

Les institutions sociales correspondent aux stades successifs de l'évolution humaine. L'une après l'autre, la société les rejette comme de vieux vêtements. Mais avant de s'en débarrasser, le groupe social en constante évolution produit les germes ou les fondements des nouvelles. Tout comme les institutions d'enseignement du moyen âge un peu partout, le système d'Akbar était adapté au degré d'évolution de la société indienne de son temps. C'est sur cette base que devait se développer le

système moderne. C'était la tâche de la bourgeoisie indienne et du Gouvernement national constitué par elle.

Le système d'Akbar était defectueux. Il attachait une importance exagérée au respect dû au maître. L'élève était fait à l'image de son professeur, et ce d'autant plus qu'après leur scolarité, les étudiants poursuivaient leurs études chez leurs maîtres et qu'ils devaient lui obéir et faire preuve de déférence pour tous ses gestes.

C'est peut-être pour cette raison qu'il n'est pas sorti des institutions d'Akbar d'hommes comparables aux penseurs révolutionnaires français. La cause en est, sans doute, dans l'anarchie politique qui régnait alors et qui peut avoir dispersé les forces intellectuelles et les avoir empêchées d'établir un programme adéquat.

Quelle qu'en soit la cause, que ce soit l'une ou l'autre, ou toutes les deux à la fois, c'est cette absence de penseurs bourgeois, au milieu du XVIII^e siècle, qui mit les classes mercantiles prospères de l'Inde hors d'état de s'emparer du mécanisme politique du pays, lors de la désagrégation du régime semi-féodal. Non seulement ils s'en avérèrent incapables, mais encore ils devinrent une proie facile pour les représentants de l'impérialisme britannique.

La Compagnie des Indes orientales s'occupait plus de ses placements que de tout le reste. L'un après l'autre, les collèges et les écoles qui avaient été florissants au cours des deux siècles précédents fermèrent leurs portes, faute d'appui de l'État ou par découragement. Au début du XIX^e siècle, fonctionnaient encore quelques médrassés, mais elles déclinaient. Au sujet de l'éducation au Bengale, Hamilton dit, en 1832 : « On remarque depuis longtemps, que la science et la littérature sont en décadence constante chez les indigènes de l'Inde, et que non seulement le nombre des gens instruits diminue, mais que le cercle des études, même chez ceux qui s'y consacrent, se réduit sans cesse. Les sciences abstraites sont abandonnées, les belles-lettres négligées et aucune branche des connaissances n'est cultivée, sauf ce qui concerne les sectes et dogmes religieux particuliers et l'astrologie populaire. La conséquence immédiate de cet état de choses, c'est que bien des livres précieux ne servent plus ou même sont entièrement perdus : beaucoup de gens craignent que, si le Gou-

vernement n'intervient pas d'une main paternelle, la renaissance des lettres parmi les indigènes ne devienne impossible, faute de livres et de personnes qualifiées pour les expliquer. *La principale cause de la situation actuelle de la littérature dans l'Inde doit être recherchée dans l'absence de cet encouragement, qui lui était autrefois accordé par les princes, les chefs et les industriels opulents sous les gouvernements indigènes.* Ces encouragements ne manquent jamais de stimuler considérablement les études et les exercices littéraires, notamment dans l'Inde où les professions intellectuelles n'ont que peu ou pas d'autre appui (1). »

En effet, la Compagnie des Indes orientales était trop occupée par ses opérations commerciales et la question des dividendes toujours croissants. Mais il y avait encore un autre mobile à cette indifférence obstinée et à cette « absence de l'encouragement à l'éducation autrefois accordé par les princes, les chefs et les industriels opulents sous les gouvernements indigènes ». Et M. Hamilton, dans son *East Indian Gazetteer* (2), nous donne un aperçu de ce mobile. Parlant de l'armée indienne, il dit : « Les cipayes, comme le reste de la population, sont parfaitement ignorants de la forme de gouvernement, de la politique de leurs maîtres, de la justice de leurs guerres, et *c'est dans cette ignorance et cette apathie que réside notre force.* » Noter les derniers mots : « C'est dans cette ignorance et cette apathie que réside notre force. » Ils signifient que la Compagnie des Indes orientales estimait qu'il y avait une nécessité politique à tenir le peuple dans l'ignorance, sans compter qu'elle se souciait fort peu de toucher aux impôts de l'Inde, pour les conserver pour ses achats.

Un changement dans cette attitude de la Compagnie commença à se manifester vers 1840. « Pour la consolidation de sa domination, il était nécessaire de créer une classe de gens pouvant servir d'interprètes entre elle et le peuple que nous gouvernons, une catégorie de gens, Indiens de race et de couleur, mais Anglais de goût, d'opinions, de moralité et d'esprit » (Macaulay). Une université fut donc fondée à Calcutta en 1854, sur le modèle de l'Université de Londres. Et à présent, il existe environ 15 universités de ce type réparties sur tout le territoire de l'Inde. Jusqu'ici,

(1) *Hindoustan*, p. 96.

(2) Vol. I, p. 201.

elles constituaient les organismes d'examens pour les collèges qui leur étaient affiliés, mais aujourd'hui, elles se chargent également dans une certaine mesure des fonctions éducatives.

Mais il ne faudrait pas confondre ces universités avec celles que l'on rencontre de nos jours dans les pays européens, parce que « l'idéal (1) des universités hindoues a été jusqu'ici trop étroit. Il était la copie d'un système d'éducation calculé pour réprimer l'originalité et la liberté de recherches dans les différents départements de la vie réelle. Le but reconnu par ceux qui fondèrent ce système était de donner une instruction occidentale aux gens, en vue de produire un type d'hommes capables de jouer le rôle d'intermédiaires entre le Gouvernement et la masse. Ils n'ont que trop bien atteint le but qu'ils s'étaient fixé. Les hommes qui forment nos universités, à de rares exceptions près, ne peuvent réussir qu'à un travail de routine : ils n'ont d'ailleurs pas d'autre ambition. On ne leur a jamais appris à penser par eux-mêmes. Les universités manquent à la recherche de la vérité sous ses divers aspects. On donne aux étudiants l'habitude d'accepter d'autorité tout ce que les maîtres et professeurs leur enseignent et de le reproduire au moment de l'examen. Le résultat a été une disette de pensée originale — peu d'initiative de la part des étudiants. Toute impulsion créatrice est presque tuée entre eux. Aussi l'avancement des connaissances et la recherche qui devraient être un des buts principaux de l'université ne sont-ils pas atteints par les universités indiennes ou peut-être dans une très petite mesure et depuis peu ».

Mais les Universités indiennes n'étaient pas seulement « la copie d'un système d'éducation calculé pour réprimer l'originalité ». Ce qui est encore plus grave, c'est que même la copie de ce système fut introduite sous une forme émasculée.

1^o La langue anglaise fut adoptée comme moyen d'instruction. Rien n'a été fait jusqu'à présent pour préparer des manuels à l'usage des collèges, rédigés dans les dialectes de l'Inde, sans doute parce que « l'on pourrait admettre que les langues hindoues et musulmanes descendent doucement par degrés imperceptibles dans la tombe et prennent rang parmi les langues mortes aux côtés du grec et du latin (HAMILTON) ».

(1) Cf. VICHNOU SHINDASANI, *l'Éducation civique aux Indes*, p. 12.

Cette mesure a fait obstacle au développement de la pensée ;

2° On découragea l'étude des autres langues européennes. L'étudiant n'eut pas accès aux œuvres scientifiques et littéraires des autres pays avancés. Son horizon s'en trouva rétréci, car il était obligé de tout voir à travers les lunettes anglaises ;

3° Il n'avait guère de bons professeurs anglais. C'étaient des maîtres de troisième ordre, généralement d'un caractère mercenaire, qui ne manifestaient à l'étudiant aucune sympathie, ni pour ses études, ni pour ses aspirations naturelles. Ils le surveillaient s'il pensait autrement qu'eux.

4° L'étudiant ne disposait même pas des ouvrages anglais nécessaires.

Et, par-dessus tout, même en dehors du collège, il ne respirait pas comme un homme libre de l'Université de Londres. Et l'influence de ce fait sur le développement intellectuel est évidente.

Mais les intellectuels sortis de ces universités étaient de bons « interprètes » et l'éducation qu'ils avaient reçue les préparait bien à leur tâche. Ils étaient les Indiens « éduqués, modérés et loyaux, qui ont étudié avec soin les problèmes et les choses de l'Inde et qui sont animés d'un sincère désir de soutenir et d'aider l'administration britannique dans l'Inde (1) ».

Les couches supérieures de cette catégorie sont toujours restées fidèles à leur « sincère désir ». Il leur est arrivé souvent de se sentir mal à l'aise, et leurs plaintes étaient dirigées contre leurs collègues anglais qui se réservaient toujours les meilleurs postes. Mais (à quelques rares exceptions près) leur malaise ne s'est jamais changé en révolte. Et s'il s'est produit quelque changement fondamental, c'est dans les couches inférieures des intellectuels. Nous allons voir comment.

Le nombre des collèges affiliés aux 15 universités indiquées plus haut était, en 1921, de 220, avec 59.648 étudiants.

Quant aux établissements secondaires il y en avait en 1921, 8.812, avec 1.237.656 élèves.

L'histoire indienne que l'on apprend dans les écoles secondaires est typique. Les étudiants préparant la « Matriculation » doivent se rappeler les 12 invasions de Mahmud Ghaznavi, savoir qu'il a pillé Sunnath, brisé

(1) M. DUTT, *Famines of India.*, XVII.

les idoles, et vendu ses esclaves hindous à Ghazna à un prix insignifiant après son retour de l'Inde. Ce qui a été fait au cours du règne d'Akbar est presque entièrement passé sous silence. Aurangzeb est tout particulièrement signalé comme ayant persécuté les hindous. « Les manuels font en général ressortir les différences qui existent entre les deux communautés, mais ignorent en grande partie l'autre côté du tableau. C'est à peine si mention y est faite de la grande renaissance hindoue à cette période (1). »

Alors que Guillaume, duc de Normandie, après avoir conquis l'Angleterre et s'y être établi, ne reste plus un étranger pour l'historien, on n'arrive pas à comprendre pourquoi les envahisseurs musulmans venus dans l'Inde et qui s'y sont établis une fois pour toutes, contribuant dans une si grande mesure au développement de la culture, y restent encore étrangers après des siècles de résidence. Les manuels sont destinés à faire naître chez l'étudiant l'impression que, depuis un temps immémorial, ses ancêtres étaient sous la domination de maîtres étrangers.

Par cette déformation de l'histoire, et par son introduction dans les manuels scolaires, l'historien a préparé le terrain subjectif pour le conflit hindou-musulman.

Si l'Inde libre y est dépeinte sous de si noires couleurs, la période de la *Pax Britannica* y est qualifiée de « bénédiction céleste ». On insiste tout spécialement sur l'abolition du sati, la construction des chemins de fer, des routes et des télégraphes, mais le pauvre historien oublie de dire que l'artisanat indigène a été détruit et les artisans persécutés par les agents de la Compagnie, et que le pays a été agrarisé d'une façon continue, pour l'appauvrissement de millions d'hommes.

Le nombre des élèves des écoles primaires de l'Inde, en 1921, était de 15.792 et, en 1931, il était d'environ 9.250.

(1) V. SHIVDASANI, p. 22.

NOMBRE D'ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES (1)

Pays.	Années.	Enfants d'âge scolaire.	Population scolaire.	
			Nombre en milliers.	Pourcentage.
Angleterre et Galles	1920	5.931	5.199	87
Écosse	1920	780	681	87
Danemark	1921	450	414	92
Suède	1921	920	708	76
Autriche	1910	4.819	4.044	83
Inde	1921	47.000	6.000	12
Inde	1931	51.700	9.250	12

Les chiffres ci-dessus montrent :

1° Que le pourcentage des enfants à l'école primaire était le plus petit de tous les pays comparés;

2° Qu'alors qu'en Angleterre, Galles et Écosse, 87,5 p. 100 des enfants suivaient l'école, dans l'Inde le pourcentage n'était que de 12 en 1931.

ÉLÈVES (EN MILLIONS) DANS L'INDE EN COMPARAISON D'AUTRES PAYS (2)

Pays.	Années.	Primaire.	Secondaire.	Supérieur.	Total.	Pourcentage.
États-Unis.	1918	15,54	2,11	0,25	17,90	17
France	1913	5,66	0,13	0,04	5,83	15
Belgique	1919	0,96	0,04	0,01	1,01	16
Inde	1921	6	1,60	0,70	8,30	3
Inde	1931				12,5	4

Les chiffres ci-dessus montrent que le pourcentage d'élèves sur la population totale était le plus faible pour l'Inde, bien que les chiffres relatifs aux autres pays datent d'une période bien antérieure.

Sur les 4,8 p. 100 d'élèves, il y en a seulement 20.848 dans toute l'Inde tandis qu'à Paris seulement il y a 92.000 élèves (3).

Les deux tableaux ci-dessus sont instructifs :

1° Ils montrent que l'attitude du régime actuel continue à être déter-

(1) DASS, *The Industrial Efficiency*, p. 68.

(2) DASS, *Industrial Efficiency of India*, p. 69.

(3) DASS, p. 70.

minée (comme à l'époque de la Compagnie des Indes orientales) par la formule politique : « et c'est dans cette ignorance et cette apathie que réside notre force ».

2° Elles ont une signification toute particulière pour qui se livre à l'étude de la sociologie. Sous les mêmes maîtres, nous voyons que deux politiques toutes différentes sont adoptées pour l'Angleterre et pour l'Inde. Il est considéré comme criminel et immoral de laisser les gens dans l'ignorance en Angleterre, mais non pas dans l'Inde, autrement dit, la conception de la morale et des buts idéaux change lorsqu'on débarque à Bombay. Pourquoi ? Parce que les intérêts matériels changent. En d'autres termes, la morale est modelée par les intérêts matériels, ou encore la morale est le reflet des intérêts de la classe qui gouverne une société, la morale est un idéal de classe.

Le système d'éducation de l'Inde est défectueux et insuffisant et toute tentative visant à l'améliorer sous le régime actuel est vouée à l'échec. Les intérêts des dirigeants et des dirigés ne sont pas identiques sur ce point comme sur plusieurs autres.

Et ensuite ? Quel système d'éducation organiserait le peuple indien ?

Il faut bien comprendre tout d'abord que dans l'histoire, un retour en arrière est impossible. Et lorsque nous regardons vers l'avenir il est un piège que nous devons éviter. Copier le système européen actuel, destiné à donner la nourriture intellectuelle à une forme de société dans laquelle quelques-uns prospèrent, tandis que des millions sont nés pour travailler et souffrir, serait courir littéralement au suicide.

En tenant compte comme il convient de ses caractéristiques spécifiques, l'Inde de demain aura à établir un système tout nouveau d'éducation pour les grandes masses de sa population et à contribuer à jeter les fondations d'une culture humaine internationale, et non plus nationale.

L'éducation ne s'est pas répandue d'une façon identique dans l'Inde :

Instruction chez les hindous, hommes	12,5 p. 100
— musulmans hommes	9 —
Chez les femmes, hindoues	1,6 —
— musulmanes	0,8 —

Le bas pourcentage relatif chez les musulmans provient de ce fait qu'au début ils boycottaient les écoles anglaises.

Les raisons en étaient politiques : il faut bien s'en rappeler que la population musulmane de l'Inde libre se composait de deux classes surtout : nobles et artisans, et paysans, mais la classe moyenne musulmane était insignifiante. La classe moyenne, composée des marchands et des banquiers, était hindoue. Il y avait bien quelques commerçants musulmans, mais ils étaient Persans. Le lecteur verra que la classe moyenne fut la première à s'allier à la Compagnie des Indes orientales. Par suite, les hindous des classes moyennes ne se sentaient empêchés par aucun préjugé d'envoyer leurs enfants dans les écoles anglaises. Bien au contraire, il était de leur intérêt d'être les « interprètes » de Macaulay. A la chute du Gouvernement national, l'aristocratie indienne, aussi bien hindoue que musulmane se tint à l'écart de l'étranger. Elle espérait toujours. L'échec de la première révolution indienne de 1857 porta un coup mortel à ses aspirations.

Elle échoua, parce qu'elle ne put s'assurer l'appui populaire. Son but n'était pas d'établir des institutions démocratiques : Les hindous de la classe moyenne se tinrent à l'écart, restant fidèles à leur vieille alliance avec l'étranger. Les paysans et artisans étaient désorganisés et hésitants. Ils ne savaient quel parti prendre.

Les initiateurs du mouvement révolutionnaire de l'Inde subirent une terrible défaite. Certains d'entre eux eurent la mort héroïque des martyrs. D'autres émigrèrent. D'autres se cachèrent. D'autres encore cherchèrent leur salut dans un compromis avec le maître étranger. Et, parmi l'aristocratie musulmane, Sir Sayad Ahmad fut du nombre. Il fonda un collège, l'Anglo-Oriental-College, à Aligarh, en 1875.

C'est de ce moment que date l'extension de l'éducation anglaise chez les musulmans indiens. Le collège d'Aligarh fut transformé en université, en 1920, et, jusqu'à présent, l'institution a suivi la politique de collaboration avec l'Angleterre établie par le fondateur. Il faut dire, au crédit de cette institution, que les meilleurs parmi les musulmans ont été formés par elle. Il y a environ 641 étudiants à l'Université.

Dans les pays européens, le progrès de l'instruction a suivi le déve-

loppement industriel. C'est pour fournir de nouvelles recrues intellectuelles, comme employés et spécialistes aux établissements industriels croissants que les dirigeants de ces pays ont répandu l'éducation à un rythme inconnu au temps de leurs prédécesseurs. De plus, ayant récemment conquis ses droits politiques, la bourgeoisie européenne avait besoin d'intellectuels pour défendre ses intérêts et son nouveau code de morale.

Dans l'Inde, ce n'est pas l'industrialisation, mais l'agrarisation qui a constitué le point cardinal de la politique impérialiste. On voit donc immédiatement que les avenues du travail dans les entreprises industrielles et commerciales ne sont pas ouvertes aux jeunes Indiens sortant des écoles et des Universités, bien qu'ils soient en nombre relativement plus faible. Par suite, il y a surproduction. En dehors des couches supérieures privilégiées, qui occupent aujourd'hui des postes tenus et réservés jusqu'à présent à leurs confrères anglais, la situation des intellectuels de la catégorie inférieure est dure et peu enviable. Les industries indigènes ne peuvent en utiliser qu'un petit nombre. La plupart terminent leurs études avec l'espoir de trouver un emploi public. Tout dernièrement, des restrictions ont été introduites, comme partout, dans les bureaux et services du Gouvernement. Et, lorsqu'il se produit des vacances, elles sont en nombre fort limité. Des jeunes gens, dont les espoirances avaient été longtemps entretenues errent dans les vérandas des bureaux.

Les musulmans ont commencé à envoyer leurs enfants dans les écoles anglaises beaucoup plus tard. Les hindous, qui en avaient profité dès les premiers jours de l'occupation anglaise, détiennent dans la majorité des cas les postes responsables dans les bureaux du Gouvernement. Pour un musulman, trouver un emploi dans une entreprise industrielle privée est relativement difficile. Les établissements industriels ou bancaires étant presque tous possédés par des hindous, ceux-ci préfèrent prendre leurs propres parents qui ne peuvent être qu'hindous. Et il est rare qu'un musulman ait un poste influent ou un bon emploi. *Les intellectuels hindous ne sauraient être rendus responsables de ce fait.*

Or, dans l'Inde, le népotisme est roi. Le père désire voir son fils installé dans son bureau, sinon à son poste, lorsqu'il prend sa retraite.

Et l'administrateur britannique avisé a toujours rendu hommage à ce sentiment de son subordonné indien. Sur 26.880 personnes inscrites comme caissiers, comptables et teneurs de livres lors du recensement de 1921, au Pendjab, il y avait : 14.389 hindous ; 8.892 musulmans, et 2.297 sikhs, autrement dit, les employés musulmans sont à peu près moitié moins nombreux que les hindous dans une province où leurs coreligionnaires forment la majorité. Si les vacances sont rares dans un établissement, les postulants sont nombreux. Le personnel existant cherche à soutenir la cause de ses alliés et parents. Et, comme les hindous et les musulmans ne se marient pas entre eux, les parents d'un hindou sont hindous, et ceux d'un musulman sont musulmans.

A aptitudes égales, il est bien probable que les musulmans, dont les parents sont musulmans, soutiendront un musulman, et que les hindous soutiendront un hindou.

Et si l'on pense que les bureaux comportent une majorité d'hindous dans des provinces comme le Pendjab et le Bengale où la majorité de la population est musulmane, il est extrêmement probable qu'un candidat hindou aura plus de chances d'y être admis que son compatriote musulman.

Lorsqu'un candidat musulman est déçu pour l'obtention d'un emploi qu'il croit mériter, il s'en prend au chef de service qu'il accuse de partialité en faveur des hindous, et vice versa. Toutes les fois qu'il se présente un emploi public, il y a donc — notamment dans les périodes de crise, comme celle que nous traversons — une occasion d'altercation entre hindous et musulmans, et les griefs contre l'individu se transforment en griefs contre la religion à laquelle il appartient, l'historien de l'Inde ayant déjà préparé dans l'esprit de l'étudiant un terrain fertile à ce sujet (voir plus haut, page 113).

Il n'en faut pas conclure que tous les jeunes intellectuels suivent cette méthode vicieuse et se lancent dans la lutte religieuse pour se venger d'un chef de service et de ses coreligionnaires. Une grande partie de ces intellectuels inemployés et inemployables rejoignent les rangs du mouvement d'émancipation national et rendent la domination étrangère responsable de leurs infortunes. Malheureusement pour l'Inde, ce sentier est

semé d'épines et difficile à suivre, quoique plus noble et plus digne d'un jeune homme.

Bien des jeunes se lancent dans l'agitation religieuse, ce qui est plus compatible avec le genre d'éducation qu'ils ont reçue dans les écoles. En outre, ils rencontrent ainsi la faveur au lieu de la répression.

Dans sa lettre au Secrétaire d'État sur les causes des émeutes hindou-musulmanes de 1893, le Gouvernement de l'Inde dit : « L'effet de l'exclusion des emplois publics et privés dont ont souffert les mahométans n'a pu naturellement qu'aigrir leurs esprits contre les hindous (1). »

Le Gouvernement de Bombay, dans son memorandum soumis à la commission du statut (2) en 1930, étudiant les causes du conflit indo-musulman, dit : « Le développement de la conscience politique chez les musulmans et autres classes arriérées leur a fait comprendre leur faiblesse du fait (entre autres causes) du pourcentage disproportionné d'emplois détenus par les classes avancées et l'importance et l'influence qui en résultent.

« Sur les demandes véhémentes et persistantes des représentants des classes arriérées, le Gouvernement a publié des ordres généraux suivant lesquels un certain pourcentage de toutes les vacances futures — 50 p. 100 dans le cas des mahométans dans le Sind — serait recruté parmi ces classes. La mise en vigueur de cette politique dans le Sind a occasionné beaucoup d'amertume dans le Sind où les hindous avaient jusqu'alors pratiquement monopolisé les services. »

La presse dialectale est remplie de récriminations mutuelles entre hindous et musulmans au sujet de la partialité en faveur des hindous ou des musulmans de tel ou tel officiel indien. *Inqilab* (journal musulman) du 26 janvier 1933, dans un article de fond intitulé : « l'Université du Pendjab n'est-elle pas une Université hindoue ? » essaie de montrer que la tendance pro-hindoue des dirigeants est la cause du petit nombre d'emplois détenus par les musulmans dans les bureaux de l'Université. L'article commence par ces mots : « Les hindous insistent sur le fait qu'il faut faire abstraction de toute question confessionnelle dans le cas des

(1) *East India*, p. 25 (Religious Disturbances).

(2) *Indian Statutory Commission*, vol. VII, p. 216.

bureaux qu'ils veulent fermer aux musulmans et monopoliser pour eux-mêmes. »

Le mois dernier, au cours de la discussion du budget des chemins de fer à l'Assemblée législative indienne, un membre musulman « a soulevé la question de la faible proportion des emplois accordés à ses coreligionnaires » sur les chemins de fer indiens. « Les passions confessionnelles dominèrent la discussion. » Le Gouvernement a admis que la représentation des musulmans dans les emplois subalternes était inadéquate, mais il a déclaré qu'il essayait de trouver une solution générale des questions de représentation confessionnelle », applicable à tous les services, et qu'il espérait que leur annonce prochaine mettrait fin aux récriminations (1).

Voilà comment le chômage dans les couches inférieures des intellectuels indiens alimente le conflit hindou-musulman.

(1) *Times*, 27 février

CHAPITRE IV

LA BOURGEOISIE INDIENNE

L'artisanat de l'Inde était financé par le *Shroff* (banquier indien). Avec le développement du premier, le second était prospère. En outre, le shroff avait d'autres ressources de fortune. Il était changeur de monnaies, et très avisé, au surplus.

« Tous les Juifs qui s'occupent d'argent et de change dans l'empire du Grand Seigneur passent pour être très rusés, mais dans l'Inde, ils ne seraient que de pâles apprentis de ces changeurs (1). »

Les shroffs, d'autre part, étaient souvent fonctionnaires de la Monnaie impériale. De plus, ils avançaient de l'argent au Trésor de l'État et jouissaient d'une grande influence à la Cour impériale jusqu'au début du XVIII^e siècle.

« Il semble donc que les banquiers indigènes de l'époque du Mogol jouèrent un rôle important en finançant le commerce du pays au moyen d'octrois de crédits. Mais ce qui est même encore plus frappant, c'est le témoignage des services signalés qu'ils rendirent à l'État, non seulement comme fonctionnaires de la Monnaie royale, mais encore en avançant au Trésor royal de fortes sommes d'argent aux époques de détresse nationale. On peut juger de la puissance qu'ils devaient posséder par le fait que nous voyons un empereur de l'Inde d'une orthodoxie mahométane aussi stricte qu'Aurangzeb honorer Manek Chand, le banquier le plus éminent de son temps, du titre de « Seth (2). »

(1) JAIN, p. 14.

(2) JAIN, *Indigenous Banking in India*, p. 15.

Aurangzeb était à peine mort que la désagrégation de l'empire indien commençait. Sous le règne des empereurs fantômes qui lui succédèrent, les différents gouverneurs militaires des provinces déclarèrent leur indépendance virtuelle du gouvernement central. Mais dans les luttes qui s'ensuivirent pour la suprématie, non seulement les récoltes sur pied furent ravagées et les artisans reçurent un coup très dur, mais en outre, les marchands et banquiers furent soumis à des exactions par les chefs féodaux se disputant le pouvoir. Une grande partie des richesses qu'ils avaient accumulées fut dissipée.

La classe commerciale indienne, financièrement puissante, avisée et rusée en affaires, mais intellectuellement arriérée et privée de tout sens politique, au lieu de profiter de la confusion de la réaction féodale et de lever l'étendard de la révolte pour l'établissement des « institutions démocratiques » comme le firent les bourgeois occidentaux, se laissèrent saigner à blanc par les adversaires nobles.

Au XVIII^e siècle, les shroffs commencèrent à concentrer leurs affaires au Bengale, parce que c'était la partie la plus prospère de l'Hindoustan, et aussi parce que le Gouvernement local y était relativement stable. Leur maison centrale était située à Murshidabad. Le principal banquier de la ville, Fateh Chand reçut de l'empereur Farrukhseer le titre de « Jagat Seth » (banquier mondial) en reconnaissance de l'aide financière qu'il lui avait accordée (1).

Vers le milieu du XVIII^e siècle, la sécurité du Bengale se trouva également atteinte, et les shroffs furent malmenés. Les Mahrattas envahirent le pays. Il paraît que Mirhabib aurait enlevé 20.000.000 de roupies. Cela n'affecta pas beaucoup la fortune de Jagat Seth, bien que la somme eût été prodigieuse. Mais il y a toutes raisons de croire que d'autres exactions du même genre suivirent.

Les shroffs du Bengale firent alors alliance avec la Compagnie des Indes orientales. Ils espéraient retrouver un peu de leur ancienne vitalité en participant au commerce étranger de la Compagnie. Ils se rangèrent même à ses côtés contre leurs compatriotes. Les intérêts maté-

(1) JAIN, *Indigenous Banking in India*, p. 15.

riels sont très puissants chez le manieur d'argent. Grâce à leur aide financière, les commerçants étrangers purent se maintenir contre les autorités des Nababs du Bengale. Et, « sans leur aide, l'histoire de l'Angleterre et de l'Inde serait toute différente (1). »

Le Révérend Long écrit : « Attachés aux Anglais, ils en furent punis en étant jetés comme des chiens du haut des bastions du fort Monghyr dans le Gange en furie par Kasim Ali (2). »

Les shroffs pensaient peut-être que les commerçants britanniques n'avaient sans doute d'autres prétentions que d'exercer pacifiquement leur commerce. Ou bien, leur alliance avec l'étranger n'était-elle pas pour eux le seul moyen d'échapper à leurs maîtres féodaux ? Se laissèrent-ils prendre aux propositions désintéressées des premiers leur assurant une prospérité certaine ? Quoi qu'il en soit, ils furent bientôt déçus. La « Company Bahadur » les reçut au début à bras ouverts, et même leur confia la perception des impôts du Bengale lorsqu'elle reçut du Gouvernement central le Diwani (Administration des Finances). Mais lorsque les Anglais les eurent utilisés à établir la « loi » et « l'ordre », et qu'ils eurent consolidé leur domination politique sur le pays (Bengale), il les remplacèrent par des civils anglais. Ce n'est pas tout. Ils monopolisèrent le commerce intérieur et extérieur du pays. Pour terminer, ils établirent le Permanent Settlement au Bengale en 1793. Et cette classe de banquiers et de marchands se transforma en zamindars.

Nous avons déjà étudié dans le premier chapitre comment l'industrie artisanale de l'Inde avait été détruite. Ainsi par une double série d'opérations : destruction de l'artisanat d'une part, accompagnée de l'annihilation du shroff qui l'alimentait et du placement en terres des restes de la fortune qu'il avait accumulée, l'Angleterre industrielle devenait une fois pour toutes reine du marché intérieur et extérieur de l'Inde pendant un siècle.

Le capital commercial de l'Inde changea de mains. Sur son squelette une nouvelle chair se mit à repousser au milieu du XIX^e siècle au service de l'Angleterre. Les exportateurs de matières premières et les importa-

(1) JAIN, p. 18.

(2) JAIN, p. 18.

teurs de marchandises, agents des Chambres de commerce anglaises, devinrent millionnaires. C'est dans leurs rangs que se forma le noyau de la bourgeoisie industrielle moderne de l'Inde.

Bien que la première usine moderne à capital indien ait été construite à Bombay en 1854, suivie de plusieurs autres, le développement d'industries massives est tout récent dans l'Inde. Il ne remonte pas au delà du début de la guerre. La période de 1854 à 1914 est une période de lutte incessante entre le capital indien et son rival impérialiste britannique. Et c'est ce dernier qui dicta toujours sa volonté sans tenir aucun compte des prétentions du premier. Pendant toute cette période, l'Angleterre poursuivit sa politique d'agrarisation pure et simple de l'Inde.

Avec la guerre mondiale s'ouvrit une nouvelle ère pour les industriels indiens.

1° Les importations britanniques dans l'Inde ayant fléchi par suite des difficultés de transport, les usines indiennes eurent une occasion sans précédent pour accroître leur production.

2° Pour s'assurer l'aide de la bourgeoisie indienne afin de poursuivre la guerre, l'Angleterre fut obligée de lui tendre la branche d'olivier. Une « Industrial Commission » fut nommée en 1916 « pour examiner l'ensemble de la question du développement industriel de l'Inde et indiquer de nouvelles issues pour l'emploi profitable du capital de l'Inde dans le commerce et l'industrie, de telle sorte que le Gouvernement puisse utilement donner un encouragement direct à l'initiative industrielle ». Le droit d'accise sur les cotonnades indiennes, qui avait toujours été égal au droit fiscal sur les marchandises du Lancashire, fut aboli.

3° Les difficultés de transport obligeaient l'Angleterre à fabriquer dans l'Inde ce dont elle avait besoin pour poursuivre les opérations militaires sur le front oriental. A cet effet, fut constitué, en février 1917, le « Munitions Board » pour contrôler et développer les ressources indiennes, notamment au point de vue des besoins créés par la guerre, pour limiter et coordonner les demandes d'articles non facturés et produits dans l'Inde et pour appliquer les ressources manufacturières de

l'Inde aux besoins de guerre en vue notamment de réduire les nécessités de transports.

Les industries indiennes accrurent leur débit pendant la guerre. Le nombre des métiers à tisser était de 104.179, en 1914; il passa à 116.484, en 1918 (1). Pour l'industrie sidérurgique, la production de la fonte est passée de 162.282 tonnes, en 1914, à 232.268 tonnes, en 1919. Dans l'industrie du jute, alors qu'il y avait 60 filatures en fonctionnement, en 1913-1914, il y en avait 73, en 1918-1919 (2).

La nouvelle attitude adoptée par l'Angleterre vis-à-vis des industries indiennes pendant la guerre dut être continuée après la conclusion de la paix. D'abord, toute atteinte à cette politique aurait aliéné à l'impérialisme britannique la bourgeoisie indienne, dont l'assistance active était si nécessaire pour résister au flot montant du mouvement indien de libération. Cette politique fut incorporée au préambule des réformes Montague-Chelmsford de 1919. En outre, d'autres facteurs entrèrent en jeu.

La guerre mondiale a bouleversé entièrement la carte économique de la terre. Et la nouvelle carte n'était pas absolument favorable à l'Angleterre. Ses marchés mondiaux se contractèrent. Les chiffres ci-dessous montrent qu'il s'est produit une baisse de 29 p. 100 dans ses exportations, entre 1913 et 1920, et de 21 p. 100, entre 1913 et 1927 (SIEGFRIED) :

		Exportations britanniques.	(Indices sur la base de la valeur).
1913.	L.	525 millions	100
1920.	L.	1.334 —	71
1921.	L.	703 —	50
1927.	L.	709 —	79
1929.	L.	730 —	82 (4)

Et si nous comparons les exportations britanniques aux exportations mondiales, nous voyons que leur pourcentage a baissé, entre 1913 et 1928, de 13,9 p. 100 à 11,2 p. 100 (2).

Plusieurs facteurs ont concouru à provoquer cette chute du volume des exportations britanniques :

(1) BERT, p. 44.
 (2) BERT, vol. II, p. 56.

1° La Révolution russe a privé l'Angleterre des marchés russes. Le commerce britannique avec les Soviets a toujours été insignifiant.

2° Les marchés européens, bien qu'ils recommencent à absorber la même proportion relative qu'avant-guerre de marchandises britanniques, n'en reçoivent plus les mêmes quantités absolues. C'est la conséquence, d'abord de la diminution de la puissance d'achat des pays du centre de l'Europe, ensuite de la généralisation des mesures protectionnistes, et enfin de la concurrence continentale.

3° Les Japonais et les Américains ont profité de la période de guerre pour occuper les marchés asiatiques auparavant dominés par l'Angleterre. De plus, leurs dividendes leur permirent d'améliorer leurs méthodes de production et d'installer un outillage perfectionné. Ils ont commencé à attaquer le monopole britannique jusque dans l'Inde.

Le tableau ci-dessous montre que les États-Unis et la Belgique ont accru leurs proportions respectives d'importations d'acier dans l'Inde, aux dépens de l'Angleterre.

Importations de :	1914	1922
Grande-Bretagne. . .	59,8 p. 100	45,7 p. 100.
Belgique.	17 —	30,7 —
État-Unis	2,2 —	13,7 —

Nous voyons donc que si les importations d'acier de Grande-Bretagne étaient de 59,8 p. 100, en 1914, elles n'étaient plus que de 45,7 p. 100, en 1922. Au contraire, les importations d'acier des États-Unis et de Belgique, qui, en 1914, étaient respectivement de 2,2 p. 100 et de 17 p. 100 sont passées à 13,7 et 30,7 p. 100.

On aura une idée de la concurrence japonaise d'après les chiffres ci-dessous relatifs à l'importation de fils dans l'Inde :

Années.	LIVRES DE FIL IMPORTÉES	
	Grande-Bretagne.	Japon.
1922-1923. . . .	31.018.373	26.546.905
1923-1924. . . .	24.789.923	20.430.625
1924-1925. . . .	25.759.078	32.324.773

Ils montrent que le Japon progresse sur le marché indien au détriment de l'Angleterre (1).

4^o L'Allemagne a une fois de plus redressé la tête et fait sentir sa concurrence non seulement sur le marché européen, mais encore sur les marchés asiatiques. Pour payer les réparations, elle a commencé à inonder les marchés mondiaux de ses produits. Ses agences sont réapparues dans l'Inde. Dans sa Revue du Commerce indien pour 1926-1927, le *Times* écrit :

« La concurrence étrangère se fait sentir pratiquement dans tous les domaines à l'heure actuelle. L'Allemagne, la Belgique, et d'autres exportateurs continentaux ouvrent de nombreuses succursales dans l'Inde et il y a plus de voyageurs étrangers que de voyageurs britanniques visitant le pays, car les maisons américaines font une publicité considérable pour les produits américains, contrairement à leurs principes. De toutes parts, on voit un effort déterminé pour s'assurer une place dans les commerces qui jusqu'à présent étaient exclusivement britanniques. »

La carte économique du monde d'après-guerre a exigé de l'Angleterre une nouvelle orientation de sa politique économique.

1^o L'Angleterre libre-échangiste est devenue protectionniste pour se protéger contre la concurrence, même chez elle. Pour remplacer les marchés mondiaux perdus, et atteindre à nouveau le niveau d'avant la guerre, il fallait créer de nouveaux marchés ou étendre ceux qui existaient déjà. Le libre-échangisme impérial est devenu le principe d'action. On essaierait de créer entre les membres du « Commonwealth of Nations » une certaine interdépendance pour les marchandises. Le développement industriel des différentes parties serait réglé de telle sorte qu'il ne lèse pas les intérêts de l'industrie anglaise dans les branches où elle désire conserver un monopole.

M. Mac Kenna, parlant à la Foire de Birmingham le mois dernier, dit : « Les obstacles qui s'opposaient à l'expansion de notre commerce d'exportation n'étaient cependant pas tous d'ordre commercial : la prohibition, les contingentements et hauts tarifs protecteurs étaient utilisés dans

(1) ROY, *The Future of Indian Politic*, p. 28.

une mesure sans précédent pour restreindre les importations, réduisant inévitablement au minimum le volume total du commerce international. Nous avons conservé l'espoir que le monde pourrait cependant encore trouver une base plus raisonnable pour l'échange des marchandises. Dans l'intervalle, il nous faut faire de notre mieux pour développer au maximum notre commerce intérieur et impérial (1). »

« Pour développer au maximum notre commerce intérieur et impérial », il fallait obtenir la collaboration étroite de la bourgeoisie des différentes parties composites de l'Empire. Ce fut l'objet de la Conférence d'Ottawa. Elle légalisa la préférence pour les industries britanniques et jeta les bases d'une exportation accélérée des capitaux britanniques. Les chiffres ci-dessous montrent la préférence dont jouit le Lancashire sur les marchés impériaux.

Partie de l'Empire	Droit d'entrée sur les marchandises du Lancashire.	Droit d'entrée sur les textiles d'autres pays.
Inde.	20 p. 100	25 p. 100
Canada.	12,5 p. 100	25 p. 100
Nouvelle-Zélande	20 p. 100	35 p. 100
Australie	pas de droits.	14 p. 100 •
Afrique du Sud.	—	5 p. 100 (2).

2° En dehors de cette tentative désespérée pour faire des possessions britanniques une annexe bien réglementée de l'industrie britannique, le rythme de l'exportation des capitaux britanniques dans ces possessions (dominions et colonies) a été accéléré. Contrairement à ce qui se passait auparavant, la plus grande partie des capitaux est exportée pour être investie dans les entreprises industrielles locales, de sorte qu'avec une main-d'œuvre à bon marché et des débouchés sur place elle puisse produire des dividendes réguliers.

« Plus d'un quart des capitaux britanniques investis à l'étranger, en 1926 et 1927, l'a été sous forme de prêts à des gouvernements et corporations, et non pas en participations et prêts à des entreprises industrielles.

(1) *Times*, 28 février 1932.

(2) PANDE, p. 174.

En 1907, on estime que les prêts aux gouvernements, municipalités et chemins de fer ont constitué environ les $\frac{3}{4}$ des capitaux britanniques investis à l'étranger, et le revenu qui en est résulté a constitué les $\frac{2}{3}$ du total. En 1927, au contraire, les proportions correspondantes furent de $\frac{1}{2}$ pour le capital et $\frac{1}{3}$ pour le revenu. Les placements britanniques outre-mer manifestent donc une tendance vers l'emploi plus considérable dans les entreprises industrielles (1). »

Cette nouvelle politique de l'impérialisme britannique lui a fait considérer avec plus de sympathie les aspirations de la bourgeoisie indienne. La protection qui avait été accordée à l'industrie indienne sous la pression des conditions spéciales de la guerre devait être continuée. En 1927, toutes les machines et meules importées dans l'Inde furent exemptées de droits comme avant 1921; la liste des exemptions fut même étendue. En 1930, l'industrie cotonnière reçut même une protection plus considérable, et, cette année, le cas des textiles indiens a encore été présenté au « Tariff Board ».

Cette protection est dirigée contre les marchandises japonaises qui concurrencent sur le marché indien les plus fines pièces du Lancashire. En outre, les tissages indiens ont été invités à tourner leur attention vers la production d'étoffes qui ne touchent en rien aux dividendes anglais.

Parlant de l'importance des droits d'importation sur les textiles, *The Economist* dit : « Le fait est que les temps ont changé. L'Inde a maintenant l'autonomie fiscale et il est inutile pour le Lancashire de protester contre la réduction des droits d'accise ou l'accroissement des droits d'importation. Il ne faut pas oublier que cette action du Gouvernement indien sera probablement plus grave encore pour le Japon que pour notre pays. *Le Lancashire comprend mieux que jamais qu'il devra à l'avenir consacrer de plus en plus ses machines à la fabrication des étoffes de qualité supérieure et abandonner les types plus grossiers aux usines de l'Orient.* Au cours des quelques dernières années, les autorités dirigeantes ont constaté, chez le consommateur indien, le désir d'avoir des étoffes de

(1) BUTLER, *United Kingdom*, p. 724.

coton d'une qualité supérieure. Si ce désir se maintient et s'étend, comme il existe des raisons de croire que ce sera le cas, si le pouvoir d'achat des indigènes s'accroît, les cotonniers de notre pays n'auront rien à craindre. Il est essentiellement nécessaire qu'un esprit d'amitié et de bonne volonté existe entre le peuple de notre pays et celui de l'Inde (1). »

Cette protection, par conséquent, est discriminatoire et limitée aux importations japonaises. En tout cas, elle a amélioré la situation des filateurs indiens. Alors qu'ils possédaient 104.179 métiers, en 1914 et 116.484, en 1918, ils en ont maintenant 186.000, dont 161.000 fonctionnaient l'an dernier. La quantité de coton travaillé l'an dernier, chiffre record, fut de 2 millions 91 de balles (poids de la balle : 392 livres) (2).

Quant à l'industrie sidérurgique de Tata, en 1924, les droits sur certains articles manufacturés en acier furent augmentés et des bonifications accordées aux lourds rails en acier, aux éclisses et wagons de chemins de fer. Ces droits devaient être supprimés en 1927, mais en avril de l'an dernier, une imposition fut établie, avec tarifs différentiels, sur les importations d'acier et de fer étrangers (les marchandises anglaises jouissant d'un droit de préférence). Les maîtres de forges de Tata et leurs avocats élevèrent de vives protestations contre le traitement préférentiel accordé aux importations anglaises d'acier, mais en vain. La Conférence d'Ottawa résolut la question une fois pour toutes. « A la suite de la convention, l'Inde, pour la première fois de son histoire, donnera une préférence substantielle à 4 millions de livres sterling au moins de produits de Birmingham (3). » Or, pour obtenir cette préférence contre l'acier américain et belge, il était nécessaire d'aboutir à un arrangement spécial avec Tata. En vertu de cet arrangement, l'Angleterre acceptait de recevoir de l'Inde des barres d'acier et de la fonte en gueuses destinées à la fabrication des tôles britanniques importées dans l'Inde. Autrement dit, l'industrie sidérurgique indienne servira à alimenter en produits semi-finis l'industrie britannique.

En dehors de ces deux industries, dans lesquelles le capital indien est

(1) *Economist*, p. 939.

(2) *Economist*, 18 février 1932, p. 28.

(3) Discours de Sir Samuel Hoar à la Foire de Birmingham, le 27 février 1933.

prépondérant, la protection a été étendue au cuir, au papier, au ciment, à l'encre et au chlorure de magnésium.

Cette nouvelle politique de protection *partielle* (en ce sens qu'elle n'est pas dirigée contre l'industrie anglaise) inaugurée dans l'Inde par l'impérialisme n'est pas entièrement dans l'intérêt du capital indien. Ses fruits seront récoltés, surtout par les capitaux britanniques exportés dans l'Inde.

A côté des capitaux investis dans l'industrie du jute, qui est une affaire britannique, il y eut des capitaux exportés dans l'Inde avant la guerre. Mais ils furent surtout utilisés à établir des chemins de fer, des compagnies de navigation et des affaires de banque indispensables au commerce. Ils n'étaient jamais destinés à être placés dans les industries indiennes, comme ce fut le cas après la guerre.

Le tableau ci-dessous montre que les sociétés anonymes se sont accrues en nombre et en capital total depuis 1914 (1).

Sociétés anonymes.	1914.		1928-1929.	
	Nombre.	Capital versé.	Nombre.	Capital versé.
A capital étranger (britannique).	517	L. 298.407.197	867	L. 628.767.326
A capital indien	2.545	Rs. 80.78.81,572 (L. 62.144.737)	6.330	Rs. 2.793.081.284 (L. 212.544.743)

Les chiffres montrent que l'accroissement du montant du capital britannique investi dans les sociétés anonymes de l'Inde s'est élevé à 300 0/0 et que le capital anglais investi dans ces sociétés est environ 3 fois plus considérable que le capital indien.

Et, pour que le capital britannique jouisse de tous les privilèges de la protection, il a le droit d'enregistrement dans l'Inde.

Ainsi, sa transplantation sur le sol indien, à l'abri d'une muraille douanière, dans une proportion inconnue jusqu'alors, élargira avec l'aide du capital indien son champ d'exploitation des masses indiennes. Le développement futur de l'Inde tend à se faire sous l'égide du capital britannique et non du capital indien. Les dividendes des industries indiennes

(1) JATHAR et BERI, p. 427-428.

atteindront les actionnaires en Angleterre et s'y accumuleront au lieu de rester dans l'Inde. Le développement industriel de l'Inde, non seulement procurera des dividendes réguliers aux financiers de la Cité, mais par l'accroissement du pouvoir d'achat des masses qui en résultera, élargira le marché des marchandises britanniques.

Quant à l'industrialisation de l'Inde, elle sera très lente. Une protection partielle (nulle contre les marchandises anglaises), le contrôle ou plutôt la limitation du développement des industries indiennes (qui ne sera permis que dans une mesure en harmonie avec la prospérité des industries anglaises), et l'accumulation des dividendes en Angleterre et non dans l'Inde, tous ces facteurs ne peuvent qu'entraver dans une mesure considérable l'industrialisation du pays, sans parler de la sur-exploitation des masses.

Mais, même ce changement de la politique économique de l'Angleterre dans l'Inde exigera du temps pour produire ses fruits partiels. Et les fâcheux effets de l'agrarisation de l'Inde qui s'est poursuivie pendant plus d'un siècle ne disparaîtront pas de sitôt. Cependant, depuis le début de la guerre, quelques progrès appréciables ont été faits dans le sens de l'établissement d'industries dans l'Inde, mais celles-ci sont toujours dans l'enfance. En 1927, il y avait dans toute l'Inde 7.704 grands établissements seulement, utilisant une force motrice quelconque et n'occupant pas plus de 1.680.702 ouvriers, ce qui n'est pas beaucoup dans un pays aussi vaste que l'Inde qui compte 350 millions d'habitants.

Les chiffres ci-dessous, relatifs aux établissements bancaires dans l'Inde, en comparaison des autres pays avancés, montrent qu'il y a encore beaucoup à faire dans l'Inde avant de pouvoir dire que le pays s'avance vers une industrialisation rapide (1).

Pays.	Nombre de banques.	Nombre de banques, par million d'habitants.	Nombre de banques par 2.700 milles carrés.
Royaume-Uni	41.976	285	362
États-Unis	30.000	256	20
Japon	7.465	92	30
Canada	4.883	448	3
Inde	596	2	1

(1) BERT, p. 468.

Les chiffres montrent qu'alors qu'en Angleterre il existe 362 banques sur une superficie de 2.700 milles carrés, il n'en existe qu'une dans l'Inde pour la même surface. Au point de vue du nombre des banques, l'Inde est loin derrière n'importe quel pays industrialisé. Même le capital de ces banques est en majorité anglais.

L'aristocratie bourgeoise indienne a toujours supporté l'indifférence des maîtres étrangers vis-à-vis de ses aspirations avec la résignation d'un amoureux. La pétition a été son arme principale et le constitutionnalisme son principal moyen de lutte contre le capital impérialiste toujours jaloux de ses droits souverains.

Pendant près d'un demi-siècle, l'aristocratie bourgeoise indienne a lutté, mais sans succès mesurable. Ce n'est qu'au début du xx^e siècle, lorsqu'elle reçut l'appui des intellectuels libéraux (qui dominaient alors le Congrès national indien) qu'elle commença à être considérée un peu sérieusement. Le mouvement Swadeshi (boycottage antianglais) la renforça encore. Sa cause devint la cause nationale. Lorsque la guerre éclata, ses services furent estimés indispensables par l'Angleterre. Les industries indiennes reçurent un encouragement inconnu jusqu'alors. A la fin de la guerre, le développement du mouvement d'émancipation indien, sous la forme de la non-collaboration, créa des anxiétés à l'administration britannique. Ce furent l'aristocratie bourgeoise indienne et les aristocrates fonciers qui maintinrent l'Union Jack. Ces deux couches sociales jouèrent un rôle dans l'établissement des réformes Montague-Chelmsford, appelées « nouvelles chaînes constitutionnelles » par le nationalisme indien. La protection partielle accordée à l'industrie indienne ouvrit une période prospère pour les industriels indiens. Le boycottage des marchandises britanniques par les « non-collaborateurs » les aida encore plus. Et ces services des derniers ont été reconnus par les industriels qui ont accordé au mouvement leur assistance financière. Grâce à cette aide financière, ils ont, objectivement parlant, récolté tous les fruits du sacrifice de milliers de jeunes patriotes qui furent condamnés au bagne ou subirent l'emprisonnement.

L'impérialisme britannique a préparé une nouvelle constitution pour l'Inde. Celle-ci n'a rien de commun avec la constitution d'un Dominion

britannique (comme par exemple le Canada). Elle accorde tout au plus une certaine autonomie provinciale, d'ailleurs non sans mélange. Le pouvoir législatif des « parlements » provinciaux sera sous le contrôle du gouverneur de la Province et du Vice-Roi qui peut opposer son veto à toute proposition de loi qu'ils estiment contraire aux « intérêts de l'État ». Les « ministres » provinciaux n'auront aucun contrôle sur les fonctionnaires (civils britanniques) de leurs ministères. Ils ne seraient pas autorisés à les licencier s'ils le voulaient. Le Vice-Roi sauvegardera les droits des « services ».

Un « parlement » central est proposé. Il ne pourra être constitué que si les Princes (qui ne représentent pas moins de la moitié de la population des États indiens), décident d'y envoyer leurs représentants. Cela, naturellement, garantirait au Gouvernement la majorité au « parlement ». Même ce parlement n'aura aucun droit de regard sur les questions de défense, affaires étrangères et cultes. D'autre part, les finances seront pratiquement indépendantes du corps législatif. En effet, le Vice-Roi fera usage de sa « discrétion » pour disjoindre ou rejeter toute loi votée par le parlement et permettant une discrimination au détriment des capitaux britanniques investis dans l'Inde, ou empêchant les marchands britanniques d'exploiter le marché indien sans le moindre semblant de restriction. Il en résulte que les branches de l'administration qui constituent le droit souverain de la nation de disposer d'elle-même, resteront entre les mains de l'Angleterre. (On ne comprend pas pourquoi M. Churchill et ses collègues critiquent leur Gouvernement pour sa politique indienne.) Tout le reste sera remis aux ministres indiens avec quelques réserves :

Le droit de suffrage sera limité aux classes possédantes. Le nombre des électeurs sera de 32.400.000 environ (29.500.000 hommes et 1.255.000 femmes) sur une population totale de 350.000.000 d'habitants, soit moins de 10 p. 100. Les masses travailleuses indiennes, les ouvriers et les paysans se trouveront donc privés du droit élémentaire de vote pour la nouvelle Assemblée législative. Il est évident que toute mesure d'auto-gouvernement transmise au peuple indien sera remise aux classes possédantes, à la bourgeoisie indienne, et, parmi elles, aux couches supérieures.

La déclaration du projet de nouvelles réformes a soulevé une tempête de protestations, même dans l'aristocratie qui s'attendait à recevoir une plus grande part dans la participation au gouvernement de ses compatriotes, et ne désespère pas de l'obtenir.

Les couches supérieures et moyennes de la bourgeoisie indienne ne sentent pas la nécessité d'avoir à présent une indépendance nationale complète. Et c'est dans les rangs de ses couches inférieures, autrement dit dans la petite bourgeoisie, qui se compose de petits boutiquiers, petits intellectuels, paysans et ouvriers que se trouve la partie de la population déterminée à secouer le joug de l'étranger.

Les chefs du Congrès, qui représentent les couches moyennes de la bourgeoisie indienne, n'aspirent qu'au statut de Dominion. Et encore, sous certaines réserves, dans « l'intérêt du peuple indien », selon le mot de Gandhi.

M. Jayakar, le chef « libéral » indien, qui représente avec Sir Taj Bahadur Sapru l'aristocratie bourgeoise indienne, dit, en parlant de l'indépendance complète :

« Si vous donniez aujourd'hui à l'Inde le statut d'un Dominion, les cris d'indépendance s'éteindraient d'eux-mêmes en quelques mois. La Délégation indienne est disposée à accepter les garanties qui assureraient aux commerçants britanniques les mêmes possibilités qu'aux Indiens britanniques (1). »

Il est évident que le mécontentement actuel des libéraux indiens au sujet du projet de réformes annoncé, concerne les détails de la constitution plutôt que son cadre. En d'autres termes, il concerne la « mesure » dans laquelle l'Angleterre est disposée à partager avec eux l'exploitation du peuple indien. Et, lorsqu'ils auront reçu une part suffisante dans le gouvernement de leurs compatriotes, ils continueront à aider l'étranger à combattre le mouvement d'indépendance complète de ceux-ci.

Le développement retardé et contrôlé de la bourgeoisie indienne a maintenu chez elle certaines contradictions qui auraient disparu si son évolution avait été normale. D'après la religion, ses couches supérieures

(1) Discours à la conférence de la Table Ronde, le 18 novembre 1930.

sont surtout composées de parsis et d'hindous, l'élément musulman étant tout à fait insignifiant. Dans le commerce, l'industrie et les finances, les musulmans sont parfaitement négligeables. Ce n'est que tout récemment qu'ils se sont livrés au commerce, et c'est parmi les petits commerçants qu'ils figurent, les gros commerçants musulmans étant très peu nombreux.

Dans le Pendjab, où 58 p. 100 de la population est musulmane, « le commerce est une occupation spécifiquement hindoue, et, par suite, il n'est pas surprenant de trouver le plus grand nombre de commerçants dans la région sèche du Nord-Ouest, où les musulmans prédominent (1) ».

Ce qui est vrai au Pendjab l'est également dans le reste de l'Inde.

La grande industrie indienne est entre les mains des hindous et des parsis. On ne pourrait guère citer qu'un ou deux industriels musulmans.

La finance ne pouvait attirer les musulmans : leur religion s'y oppose.

Les trois banques de Présidence qui furent fondées en 1920 dans la « Imperial Bank of India » avaient très peu d'actionnaires primitifs musulmans (1).

En 1840, la banque de la Présidence de Bombay comptait :

175 Européens résidant aux Indes	3.261 actions.
12 chrétiens indigènes	49 —
3 mahométans	55 —
109 parsis	1.233 —
35 hindous	327 —
Gouvernement	300 —
	5.225 actions.

Il est évident que la couche supérieure de la bourgeoisie indienne se compose surtout d'hindous et de parsis, l'élément musulman étant négligeable. Et, comme les réformes à venir sont, par leur nature même, destinées à donner un certain pouvoir politique à l'aristocratie bourgeoise de

(1) Recensement du Pendjab, 1921, p. 358.

l'Inde, la réaction de la bourgeoisie musulmane consultée est compréhensible. La bourgeoisie musulmane (qui se trouve dans les couches moyennes de la bourgeoisie indienne) craint de se trouver éliminée, et a fait de l'agitation en vue de « sauvegardes spéciales », depuis la publication, en 1928, du rapport Nehru, qui comportait la demande du statut des Dominions de la part de tous les partis bourgeois indiens, y compris le Congrès national pan-indien. « Les membres musulmans ont senti dans cette manœuvre (propagande en faveur du rapport Nehru) un danger imminent pour l'existence politique de la communauté musulmane, et, en tant que représentants accrédités de celle-ci comme ils l'étaient au sens strictement constitutionnel, ils ne firent que leur devoir en publiant à Simla, le 10 septembre 1928, le manifeste suivant :

« Nous tenons à faire ressortir que les musulmans n'accepteront pas de constitution qui ne prévoie pas une protection effective et adéquate de leurs intérêts (1). »

Une conférence, la Conférence musulmane pan-indienne, eut lieu sous la présidence de l'Agha Khan. Les principales résolutions votées demandaient des collèges électoraux séparés pour les musulmans, la constitution du Sindh en province séparée (Le Sindh fait partie de la Présidence de Bombay. Ses habitants sont pour ainsi dire tous musulmans et parlent un dialecte à part), l'extension des réformes à la province frontière du Nord-Ouest et au Baloutchistan (les habitants de ces deux provinces sont surtout musulmans) et une répartition adéquate avec les autres Indiens dans tous les services de l'État et dans tous les offices autonomes statutaires, compte tenu comme il convient des nécessités d'aptitudes (2).

Pendant toute sa durée, et du premier jour de son inauguration, la Conférence musulmane pan-indienne et ses chefs ont dénoncé le Congrès national indien comme une organisation hindoue visant à établir la domination des hindous dans l'Inde, et ont demandé à leurs coreligionnaires de s'abstenir d'écouter la propagande du Congrès. C'est pourquoi, en différentes occasions, le mouvement de boycottage du Congrès contre les

(1) *The Origin of the Indian Moslem Conference*, p. 1.

(2) Conférence musulmane pan-indienne.

marchandises étrangères a conduit à des émeutes confessionnelles résultant de querelles entre les piquets de boycottage du Congrès et les commerçants musulmans.

Des émeutes confessionnelles entre hindous et musulmans se produisirent à Bénarès, en février 1931, où un musulman vendant des étoffes étrangères fut tué (1).

Maulana Shaukat Ali, un chef musulman, a envoyé à Mrs Naidou, la présidente du Congrès, une lettre dans laquelle il déclare que le Congrès national indien est une aile du Mahasabha hindou (organisation confessionnelle hindoue), que les musulmans n'approuvent pas le mouvement, et que si le Congrès continue à boycotter les commerçants musulmans qui refusent de se laisser entraîner à boycotter les négociants anglais, ces piquets du Congrès et leurs soutiens seront boycottés par les musulmans. En définitive, la paix deviendra impossible et l'on assistera à de terribles scènes de combats et d'émeutes. La réalité est que la plupart des gens ne sont pas inspirés par des sentiments de véritable nationalisme et que l'esprit religieux prédomine, masqué sous différents déguisements (2).

Quelquefois, les grèves politiques organisées par le Congrès national Indien se sont terminées par des batailles entre hindous et musulmans. Une rixe de ce genre a eu lieu le 25 mars 1931, à Cawnpour. Les commerçants musulmans refusèrent de fermer leurs boutiques en signe de protestation contre l'exécution de Bhagat Singh, un révolutionnaire. Une querelle s'est élevée entre les commerçants et les volontaires du Congrès. Elle s'est transformée en bataille rangée entre hindous et musulmans. Environ 200 personnes furent tuées (3).

Nous voyons donc que le manque d'homogénéité dans le développement des sections hindoue et musulmane de la bourgeoisie indienne est à la base du conflit entre hindous et musulmans dans l'Inde. Et, pour réaliser leurs but de classes et être reçues avec faveur par l'impérialisme britannique, les couches supérieures de la bourgeoisie musulmane sou-

(1) *Times*, 13 février 1931, p. 13.

(2) *Times*, 5 avril 1932.

(3) *Times*, 26 mars 1931, p. 14.

tiennent la cause de l'intellectuel musulman sans emploi et du paysan musulman écrasé par le prêteur hindou (1).

Il est intéressant d'observer ici que la bourgeoisie parsi ne réclame pas de sauvegarde spéciale dans la future constitution pour les droits de sa communauté religieuse. Or, les parsis sont 102.000, nombre insignifiant en tout cas au regard des 78 millions de musulmans.

Pourquoi? Parce que, comme nous l'avons déjà dit, l'aristocratie bourgeoise indienne se compose surtout d'hindous et de parsis. L'industriel ou le financier parsi ne craint pas d'être absorbé par ses collègues hindous. Bien plus, ils ont tous deux toute raison de se donner la main dans leur intérêt matériel commun. C'est ce qui explique pourquoi il n'y a pas de question hindoue-parisi comme il y a une question hindoue-musulmane. Les libéraux parsis ne revendiquent aucune sauvegarde spéciale pour leur communauté contre la majorité hindoue. Les couches supérieures de la communauté parsi étant déjà sauvegardées (la future constitution est établie dans l'intérêt de l'aristocratie bourgeoise indienne), elle ne ressent nullement la nécessité d'exploiter la question confessionnelle comme une partie de la moyenne bourgeoisie musulmane.

(1) Voir l'article de Pherozkhan Noon défendant la cause des paysans musulmans, p. 92.

Vu, le 27 mai 1933,

*Le Doyen de la Faculté des lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur,

L'Inspecteur de l'Académie,

J. PERRON.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE	vii
SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	9
CHAPITRE I. — L'agrarisation de l'Inde	11
— II. — 1 ^{re} partie : Le paysan indien	32
2 ^e partie : Le paysan du Pendjab	87
— Le Bengale	92
— Cachemire	98
— Alwar	102
— III. — Les intellectuels indiens	106
— IV. — La bourgeoisie indienne	123

BIBLIOGRAPHIE

LES SOURCES.

B.N., Bibliothèque Nationale ; L.O., Bibliothèque de l'École des langues orientales.
I.C.I., Institut de civilisation indienne.

XVI^e, XVII^e et XVIII^e SIÈCLES.

Auteurs.	Ouvrages.	Sources
ABUL FAZAL.	<i>Ain-i-Akbari</i> (Traduction Gladwin), 1783-1786. Calcutta	L. O.
PELSAERT.	<i>Pelsaert's report on Jehangir's India</i> (Traduction Moreland).	B. N.
BERNIER.	<i>Voyage de Bernier.</i>	B. N.
TAVERNIER.	<i>Voyage de Tavernier.</i>	
LAW N. N.	<i>Promotion of learning in India during Mohammadan Rule.</i> London, 1916.	B. N.
SHAFAT AHMAD.	<i>East India Trade in the 17th Century.</i> Oxford, 1923.	B. N.
BAL KRISHNA.	<i>Commercial relations between India and England</i> (1661-1757). London, 1924.	B. N.
MORELAND.	1 <i>From Akbar to Aurangzeb.</i> 2 <i>Agrarian System of Moslem India</i> , 1929. Cambridge.	B. N.
JAIN.	<i>Indigenous banking in India</i> , 1929. London.	B. N.
SINHA.	<i>Economic Annals of Bengal.</i> London, 1927.	B. N.
DATT.	<i>The economic History of India.</i> London, 1902.	B. N.
BANNERJEE.	<i>A study of Indian economics.</i> London, 1920.	B. N.
CAPILLE (ÉDOUARD).	<i>Aux Indes. Chez un peuple qui meurt de faim.</i> Paris, 1904.	B. N.

XIX^e SIÈCLE

(La période contemporaine.)

BRIGGS.	<i>Land Tax in India.</i> London, 1830.	B. N.
HAMILTON (WALTER).	1 <i>Hindustan</i> , 1820. London. 2 <i>East India Gazeteer</i> , 1815. London.	B. N.

Auteurs.	Ouvrages.	Sources
JACQUEMONT (VICTOR).	<i>Voyage dans l'Inde</i> (1828-1832). Paris, 1869.	B. N.
B. SEELEY.	<i>Road book of India or Travellers guide</i> . London, 1825.	B. N.
SHAH K. T.	<i>Sixty years of India Finance</i> . Bombay, 1921.	B. N.
DUTT.	1 <i>Open letters to Lord Curzon on famines and land assessments in India</i> . London, 1900.	B. N.
—	2 <i>Famines and land assessments in India</i> . London, 1900.	B. N.
CHARLES GIDE.	<i>Cours d'économie politique</i> , 1909. Paris.	B. N.
BANNERJEE.	<i>A study of Indian Economics</i> . London, 1920.	B. N.
WAH.	<i>The Commercial production of India</i> . London, 1908.	B. N.
GOVERNMENT OF INDIA.	<i>Statistical Atlas of India</i> , 1895.	B. N.
—	<i>Land Revenue Policy of the Government of India</i>	B. N.
BLUE BOOKS.	<i>Moral and Material progress of India</i> , 1871-1872, 1872-1873, 1876-1877.	L. O.
—	<i>General Report in the Census Indian</i> , 1891.	L. O.
—	<i>East Indies (Parliamentary paper) Communal riots</i> , 1893-1894.	L. O.
LAJPAT RAI.	<i>The problem of national education in India</i> . London, 1920.	B. N.
MORRISON.	<i>The industrial Organisation of an Indian Province</i> .	L. O.
MORELAND.	<i>Revenue Administration of the United Provinces</i> .	L. O.
ROY.	1 <i>Indian in Transition</i> , 1921.	L. O.
	2 <i>The future of Indian politics</i> , 1927.	
DUTT (PALM).	<i>Modern India</i> . London, 1921.	
VERA AUSTEY.	<i>The economics of India</i> .	
BUTLER.	<i>The United Kingdom</i> , 1929.	
DASS.	<i>The Industrial Efficiency of India</i> . London, 1930.	
SHINDASANI.	<i>L'éducation civique aux Indes</i> .	L. O.
ANDRÉ PHILIP.	<i>L'Inde moderne</i> .	
ANDRÉ SIEGFRIED.	<i>La crise britannique</i> .	
PANDÉ.	<i>L'industrie cotonnière d'Angleterre</i> .	
JATHAR et BERI.	<i>Indian economics</i> . Oxford, 1931.	I.C.I.
DARLING.	<i>The Punjab peasant</i> . Oxford, 1932.	
BLUE BOOKS.	<i>Report of Royal Commission on Agriculture in India</i> , 1928.	
—	<i>Report of Indian Statutory Commission on Labour in India</i> , 1931.	
—	<i>Report on Moral and Material Progress of India</i> , 1930-1931.	
GOVERNMENT PUBLICATION.	<i>Indian Census Report</i> , 1921.	
	Les journaux consultés :	
	<i>The Economist</i> , <i>Times of London</i> , <i>Liberty</i> (Calcutta), <i>Inqilab</i> (Lahore), <i>The Eastern Times</i> (Lahore), etc.	



